

**UNITE DE TRAVAIL EN ETUDES SOCIALES:
CARACTERISTIQUES DES SYSTEMS POLITIQUES
ET ECONOMIQUES DE NOTRE MONDE**

RALPH E. DILWORTH

B. A., University of Lethbridge, 1974
B.Ed., University of Lethbridge, 1985

A One-Credit Project
Submitted to the Faculty of Education
of The University of Lethbridge
in Partial Fulfillment of the
Requirements for the Degree

MASTER OF EDUCATION

LETHBRIDGE, ALBERTA

March, 1992

ABSTRACT

This project is a Social Studies 30 Topic A teaching unit to be used in French Immersion and francophone schools. It comprises a teaching guide, a series of transparencies and a student's booklet of readings. Topic A of Social Studies 30 inquires into contemporary political and economic systems including liberal democracies, authoritarian and totalitarian régimes, and capitalist, socialist and communist economic systems. During the course of the unit, students should acquire a knowledge of the principal characteristics, challenges and modifications of each political and economic system. The unit also attempts to develop creative and critical thinking skills and calls on students to develop the ability to take and defend a position based on their knowledge of both theory and practice.

This teaching unit is divided into four modules, namely,

- 1) Values and fundamental principles
- 2) Political systems
- 3) Economic systems
- 4) Present and future mutations

Each module consists of three parts: a pedagogical guide setting out a step-by-step procedure for the teacher to follow; a set of transparencies which help the teacher organize the information schematically and a student's reading book which contains readings designed to supplement the texts identified as basic resources. The sources of the readings range from newspaper and periodical articles to official publications and excerpts from texts and other works.

The teacher's guide explains the philosophy which undergirds the various activities proposed as well as furnishes blue-prints for each lesson. There is an attempt to keep the lessons provocative and participatory in order to facilitate retention by the students and to foster dialogue and critical thought.

As the preface points out, the author takes full responsibility for the contents of both the teacher's guide and the student's reading booklet. The latter instrument contains a number of articles taken from other sources including books, periodicals and newspapers. Those not in French were translated by Nicole Kunzle. The author, however, in addition to writing all articles not attributed to another source, edited all translations and thereby takes responsibility for their accuracy.

ÉTUDES SOCIALES 30

Sujet A

**CARACTÉRISTIQUES DES SYSTÈMES
POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES
DE NOTRE MONDE**

Guide de l'enseignant

PRÉFACE

Cette unité d'enseignement a été préparée par l'auteur dans le but de fournir aux professeurs d'immersion au secondaire fort éprouvés par leur multitude de responsabilités un outil qui peut être appliqué immédiatement dans la salle de classe. A cette fin, l'auteur a collaboré étroitement avec le Ministère de l'Éducation en Alberta. Le résultat, nous l'espérons au moins, est un document qui épouse le curriculum des Études sociales, et, en particulier, le programme d'études pour le Sujet A des Études sociales 30.

Cette unité comble également un vide en ce sens qu'il représente le seul document qui existe pour aider les professeurs à enseigner ce sujet. Alberta Education a bien voulu accepter cette unité comme outil de travail pour les professeurs et élèves de la province.

A titre de document de travail, l'unité renferme un éventail d'idées et d'activités dont le professeur pourrait s'inspirer pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs prescrits au programme d'études. Elle se veut également un outil efficace pour développer les compétences langagières des élèves.

Ce texte englobe de nombreux documents d'origines diverses. La plupart des documents indiquent clairement leur source. Dans le cas d'une source de langue anglaise, la traduction a été assurée par Nicole Kunzle. Si aucune source n'est mentionnée, l'auteur lui-même aurait écrit le document en question. En tout état de cause, l'auteur accepte la pleine responsabilité pour le choix des textes et pour l'exactitude de la traduction. Quant à cette dernière, elle a été vérifiée par l'auteur qui s'est permis à plusieurs reprises de remanier les textes.

La préparation de cette unité n'a pas arrêté l'évolution du monde, loin de là. Par conséquent, l'auteur a cru bon d'ajouter à la fin du quatrième module deux annexes - l'une offrant des articles et des documents illustrant les plus récents développements dans le domaine des systèmes politiques et économiques et l'autre une bibliographie qui permettra aux professeurs de parfaire leurs connaissances relatives aux diverses idéologies.

Vu l'ampleur du domaine idéologique, la bibliographie dont il est question à la fin de cette unité ne se veut pas exhaustive. Elle se limitera plutôt à identifier les textes de base qui ont servi à la préparation de ce document ainsi que d'autres textes récents et classiques qui, à l'avis de l'auteur, sont utiles à connaître.

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier plusieurs personnes qui ont contribué à la conceptualisation et à la réalisation de ce projet.

En premier lieu, de grands mercis aux professeurs Peter Heffernan et Brian Titley de l'Université de Lethbridge qui ont bien voulu parrainer ce document comme projet dans le cadre du programme de maîtrise. Leurs commentaires, encouragement, et surtout patience ont été d'un précieux secours.

En deuxième lieu, il faut tirer le chapeau à la magnifique équipe d'Alberta Education qui a soutenu ce projet du début à la fin. Surtout dignes de mention sont Denise Stocco, responsable des études sociales au ministère ainsi qu'Alain Nogue, Marcel Lavallée et Gérard Bissonnette, tous de la direction du Language Services Branch de ce même ministère.

En dernier lieu, il faut mentionner les professeurs qui ont accepté de piloter cette unité dans leurs salles de classe. Leurs commentaires et suggestions ont servi à améliorer ce document et à le rendre plus utile dans la salle de classe.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	i
REMERCIEMENTS	ii
DIRECTIVES GÉNÉRALES	
Aperçu	v
Objectifs	viii
Plan de l'unité	xviii
Ressources	xxii
MODULE 1: VALEURS ET PRINCIPES FONDAMENTAUX	
Introduction	3
I - Les questions d'intérêt public	3
II - Valeurs et choix de société	7
III - Principes fondamentaux	14
MODULE 2: SYSTÈMES POLITIQUES	
A. Les régimes démocratiques	24
I - La justification de la démocratie	25
II - Le pouvoir en régime démocratique	29
III - Types et techniques de démocratie	30
IV - Les droits et libertés	39
B. Les régimes dictatoriaux	43
I - Types et caractéristiques de dictatures	44
II - Le communisme	47
III - Le fascisme	52
C. Synthèse	57

MODULE 3: SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Amorce	62
Recherche	65
A. Les systèmes à économie libérale	65
B. Les systèmes à économie planifiée	73
C. Les systèmes à économie mixte	77
Conclusion	88
Synthèse	89

MODULE 4: FACE AU PRÉSENT - FACE À L'AVENIR

A. Étude de cas	94
B. Nouveaux défis	95
Synthèse finale et révision	99

TRANSPARENTS

Index	100
-------------	-----

ANNEXES

Mise à jour	101
Références	108

Les fiches de lectures sont incluses dans le cahier de l'élève.

DIRECTIVES GÉNÉRALES

Aperçu

Cette unité d'enseignement, comprenant un guide pour le professeur et un livret d'élève, a été conçue dans le but de couvrir les objectifs du thème A du programme d'études sociales 30. Veuillez noter qu'au contraire des unités de travail préparées pour les deux thèmes d'études sociales 20, le livret de l'élève dans cette unité ne renferme que les fiches de lecture et les objectifs. Toutes les questions et les pistes de réflexion se retrouvent dans le guide de l'enseignant qui les utilisera à sa guise.

A l'instar des autres unités, une copie des objectifs du programme pour ce thème ainsi qu'un plan de l'unité sont inclus tout de suite après cet aperçu.

a) Organisation du guide de l'enseignant

Cette unité est divisée en quatre modules. Ceux-ci sont fidèles au programme d'études bien qu'ils représentent une réorganisation des thèmes du programme d'études. Ainsi avons-nous jugé bon de parler de théorie et de pratique dans le même module et de ne pas les séparer comme le fait le programme.

Les quatre modules de cette unité sont :

- Valeurs et principes fondamentaux
- Systèmes politiques
- Systèmes économiques
- Face au présent - Face à l'avenir

Le dernier module au titre tant soit peu énigmatique permet à l'élève d'analyser les systèmes politiques et économiques dans un pays de son choix ainsi que de réfléchir sur les défis que l'avenir portera aux systèmes économiques et politiques planétaires et aux nouvelles façons de concevoir des solutions à ces problèmes.

À la fin des modules 2, 3, 4 se trouve une synthèse qui a pour but de permettre aux élèves de faire le point dans leur étude tout en répondant à une question sociale ou

une question d'enquête par écrit. De cette façon la synthèse servira aussi à préparer et à entraîner les élèves à la rédaction de l'essai argumentatif.

En préparant le guide pédagogique pour l'enseignant, nous avons été conscients des demandes illimitées d'expertise et de temps que rencontrent les enseignants d'aujourd'hui. Nous avons voulu donc vous offrir un guide simple, logique et surtout pratique. Quant à la démarche suggérée, elle a été bâtie afin de développer les concepts et les habiletés de pensée chez les élèves.

Le contenu de chaque leçon ainsi que la démarche suggérée convergent à une prise de conscience des concepts et des généralisations par les élèves et au développement des attitudes et des habiletés au programme.

Les objectifs de chaque module sont clairement indiqués en début des modules.

Le développement des habiletés de communication, de participation et des processus mentaux sans être élaboré pas à pas dans la démarche est intégré à même les activités suggérées. Il reviendra aux enseignants de s'assurer que ces habiletés sont développées systématiquement.

A l'intérieur des leçons de chaque module pour l'enseignant, on trouve l'organisation suivante :

Objectifs :

L'enseignant trouvera ici les objectifs à poursuivre aux plans des connaissances, des habiletés et des attitudes.

Ressources :

Il sera identifié, selon le cas, les ressources recommandées pour l'élève ainsi que des ressources audio-visuelles que l'enseignant voudra peut-être visionner lui-même ou bien recommander à ses élèves de consulter.

Démarche :

Chaque module fournit la démarche à suivre, étape par étape. Les directives incluent parfois même les questions à poser et les réponses auxquelles on a droit d'attendre.

Acétates :

Pour faciliter la tâche d'explication du professeur et pour stimuler la discussion et l'intérêt de l'élève nous avons préparé pour chaque module une série d'acétates. Ceux-ci se trouvent à la fin du guide. Ils peuvent être convertis en acétate au tout début de l'année.

Nous nous rendons compte de la complexité de certains des transparents. Nous considérons toutefois qu'une manipulation habile de ceux-ci vous permettra d'engager l'intérêt de l'élève sans le submerger dès le début dans une surabondance d'information. Ainsi le pensons-nous souhaitable en engageant une explication ou une discussion avec les élèves de dévoiler l'acétate point par point. De cette façon, la concentration de l'élève est fixée sur le point en question. L'élève ne lit donc pas toute la page d'un trait comme il le ferait si on travaillait à partir des fiches. Souvent les acétates sont repris dans les Fiches de l'élève. Les élèves ayant été sensibilisés au contenu pourront alors les lire facilement.

b) Organisation du livret de l'élève

Chaque module du livret de l'élève renferme 3 volets, à savoir :

- i) une page d'introduction intitulée **Avis aux élèves** qui donne les objectifs du module. Cette page correspond donc à la rubrique «Objectivation» qui se trouve dans le livret de l'élève en Études Sociales 20.
- ii) des fiches de lecture
- iii) un **rappel** qui sert à demander aux élèves s'ils ont rencontré les objectifs établis dans (i) ci-dessus et à leur rappeler les généralisations du module.

Il est à noter encore une fois que le livret de l'élève en Études sociales 30 n'inclut pas des questions pour les élèves. Celles-ci, s'il y a lieu, se trouvent dans le guide pédagogique.

OBJECTIFS

ÉTUDES SOCIALES 30 Le monde contemporain

Sujet A : Les systèmes politiques et économiques

DESCRIPTION

Le 20^e siècle a été dominé par les interactions entre nations. Ces nations sont organisées en différents systèmes politiques et économiques. Afin de mieux comprendre le monde contemporain, les élèves doivent examiner d'une manière critique les théories sous-jacentes et les principes de ces systèmes. Les élèves doivent développer également une compréhension des principales caractéristiques des systèmes politiques et économiques, et des circonstances selon lesquelles les systèmes politiques et économiques se sont développés, ont été contestés et modifiés en pratique. Les élèves devraient prêter une attention particulière aux rôles des individus et des groupes dans des systèmes politiques et économiques divers et au juste équilibre entre le bien commun et les intérêts des individus dans la société.

BUTS DE LA PENSÉE CRITIQUE ET CRÉATIVE

En vue de développer l'esprit critique et la pensée créative, l'élève devrait acquérir les connaissances et les habiletés nécessaires pour :

- a) analyser et comparer les caractéristiques et les principes sous-jacents des systèmes politiques et économiques;
- b) juger pour quelle raison les systèmes politiques et économiques diffèrent en théorie et en pratique;
- c) défendre leur choix des caractéristiques les plus souhaitables et les plus utiles de systèmes politiques et économiques choisis;
- d) suggérer des changements qui pourraient être incorporés aux systèmes économiques et politiques pour mieux servir les besoins et les intérêts des individus et de la société.

Il faudra tenir compte du fait que les élèves peuvent avoir des aptitudes variables face aux buts ci-dessus. Les élèves devraient s'engager dans des activités telles que jeux de rôle, simulations, débats, présentations, travaux de recherche et d'autres activités qui sont pour eux l'occasion d'exercer et de développer leur pensée critique et créative. Ces buts peuvent être utilisés conjointement avec les questions d'ordre social et les questions d'enquête.

QUESTIONS D'ORDRE SOCIAL ET QUESTIONS D'ENQUÊTE

On encourage les élèves à se pencher sur plusieurs questions d'ordre social et questions d'enquête. Dans ce sujet, l'élève doit se pencher sur au moins une question d'ordre social et une question d'enquête, en utilisant des stratégies d'enquête appropriées. On

encourage les enseignants à adapter les questions fournies ci-dessous et à en trouver d'autres. Les questions d'ordre social et les questions d'enquête devront être choisies de manière à couvrir à la fois les éléments politiques et les éléments économiques du sujet.

Questions d'ordre social

- a) Jusqu'à quel point la prise de décisions politiques devrait-elle être réservée à un groupe particulier dans la société?
- b) Jusqu'à quel point les systèmes politiques et économiques devraient-ils accorder plus d'importance au bien commun, aux dépens des intérêts individuels?
- c) Le gouvernement devrait-il intervenir dans le système économique pour protéger les intérêts de la société?
- d) Dans quelle mesure les droits d'une minorité devraient-ils être protégés dans une société? Devrait-il y avoir des limites aux droits de la majorité?

Questions d'enquête

- e) Comment les droits et les responsabilités des individus sont-ils traités dans les divers systèmes politiques et économiques?
- f) Quelles caractéristiques du système politique et économique du Canada permettent aux individus de participer à la prise de décisions?
- g) Quelles ressemblances et différences existent-ils entre la théorie idéologique et la pratique des divers systèmes politiques et économiques?
- h) Comment les systèmes politiques et économiques s'adaptent-ils pour répondre aux défis d'un monde en évolution constante?
- i) De quelles façons le gouvernement canadien intervient-il dans le système économique du Canada?

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

Le contenu a été organisé en objectifs de connaissances, d'habiletés et d'attitudes, afin de donner une définition claire de ce que l'on attend de l'apprentissage des élèves. Pour pouvoir enseigner ces objectifs, il est nécessaire d'organiser l'apprentissage selon un modèle qui permet d'incorporer les objectifs de connaissances, d'habiletés et d'attitudes. Des échantillons de modèles d'organisation sont fournis dans le guide d'enseignement. Il faudra faire preuve de souplesse dans le choix et la conception de l'organisation suivie afin de tenir compte des besoins des élèves, d'utiliser le mieux possible les ressources disponibles et de permettre la coordination de la planification. Ainsi les objectifs de connaissances, d'habiletés et d'attitudes doivent être développés simultanément et non séparément Les objectifs de connaissances et d'habiletés devront recevoir une importance égale dans chaque sujet. On traitera des objectifs d'attitudes durant toute l'étude. Cependant on ne devra pas inclure les objectifs d'attitudes dans l'évaluation dont le but est de calculer des notes.

OBJECTIFS DE CONNAISSANCES

Les généralisations et connaissances essentielles, les concepts ainsi que le contenu et les faits énumérés dans ce sujet représentent les grandes lignes du contenu requis et permettent d'organiser les objectifs de connaissances. *Les généralisations et connaissances essentielles sont les plus importants objectifs de connaissances.* On développera et on utilisera les concepts, ainsi que le contenu et les faits connexes pour faciliter la compréhension des généralisations et connaissances essentielles.

GÉNÉRALISATIONS ET CONNAISSANCES ESSENTIELLES	CONCEPTS	FAITS CONNEXES ET CONTENU
<p>Première généralisation : Les systèmes politiques et économiques en théorie</p> <p><i>Les élèves devront comprendre que :</i></p> <p>a) les idéologies contiennent des croyances et des idées sur la nature humaine et servent à expliquer et à justifier les systèmes politiques et économiques</p>	<p><i>Les élèves devront arriver à comprendre les concepts suivants :</i></p> <p>idéologie individualisme collectivisme</p>	<p><i>Les faits connexes et contenu seront utilisés par les élèves pour les amener à élaborer les généralisations et connaissances essentielles :</i></p> <p><i>Identifiez les principaux traits du :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • libéralisme • conservatisme • socialisme • capitalisme • fascisme • communisme

GÉNÉRALISATIONS ET CONNAISSANCES - ESSENTIELLES	CONCEPTS	FAITS CONNEXES ET CONTENU
<p>Première généralisation : Les systèmes politiques et économiques en théorie (suite)</p> <p>b) les systèmes politiques sont organisés pour répartir le pouvoir politique ce qui implique l'autorité de prendre des décisions et de les exécuter dans la société</p> <p>c) les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière démocratique</p>	<p>pouvoir prise de décisions structure du gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> - fédéral - unitaire <p>démocratie</p>	<p><i>Examinez le rôle des éléments suivants dans la répartition du pouvoir et dans l'organisation et le fonctionnement des systèmes politiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • constitution <ul style="list-style-type: none"> - pouvoir exécutif - pouvoir législatif - pouvoir judiciaire • lois, règles et règlements relatifs au(x) : <ul style="list-style-type: none"> - partis politiques - électeurs - système de représentation - groupes d'intérêt - médias - diffusion de l'information - limites à la dissension - rôle de l'armée, de la police, de la fonction publique <p><i>Identifiez brièvement les principaux types, caractéristiques et traits des systèmes démocratiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • types <ul style="list-style-type: none"> - direct/représentatif - parlementaire - présidentiel • caractéristiques/traits <ul style="list-style-type: none"> - gouvernement par la majorité - participation des citoyens - responsabilité du gouvernement vis-à-vis du peuple - droits des minorités - garantie des droits et libertés individuels - opposition - limites à la dissension - dispositions pour des changements au système - partis politiques

GÉNÉRALISATIONS ET CONNAISSANCES - ESSENTIELLES	CONCEPTS	FAITS CONNEXES ET CONTENU
<p>Première généralisation : Les systèmes politiques et économiques en théorie (suite)</p> <p>d) les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière dictatoriale</p> <p>e) les systèmes économiques sont organisés en vue de la production et de la distribution des biens et services dans la société</p>	<p>dictature</p> <p>rareté</p>	<p><i>Identifiez brièvement les principaux types, caractéristiques et traits distinctifs de la dictature :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • types <ul style="list-style-type: none"> - autocratie - oligarchie - tyrannie de la majorité - tyrannie de la minorité - monarchie absolue - dictature militaire • caractéristiques/traits <ul style="list-style-type: none"> - autoritaire - totalitaire - utilisation de la force - contrôle des médias - participation contrôlée - limites à la dissension - responsabilité du gouvernement - disposition pour des changements au système <p><i>Examinez les questions économiques fondamentales qui nécessitent une réponse dans tout système économique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Que produire? <ul style="list-style-type: none"> - limites - choix/coût d'option • Comment produire? <ul style="list-style-type: none"> - terre/main-d'oeuvre/capital • Comment distribuer? <ul style="list-style-type: none"> - allocation de biens/services • Qui prend les décisions au sujet de l'allocation des ressources, des méthodes de production et de la distribution de biens et de services?

GÉNÉRALISATIONS ET CONNAISSANCES ESSENTIELLES	CONCEPTS	FAITS CONNEXES ET CONTENU
<p>Première généralisation : Les systèmes politiques et économiques en théorie (suite)</p> <p>f) les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise privée</p> <p>g) les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise publique</p>	<p>entreprise privée capitalisme économie de marché</p> <p>entreprise publique socialisme économie planifiée</p>	<p><i>Identifiez les principales caractéristiques d'un système d'entreprise privée :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • propriété privée • concurrence • stimulation de l'initiative individuelle • la loi de l'offre et de la demande • réponses aux questions économiques élémentaires <p><i>Identifiez les principales caractéristiques d'un système d'entreprise publique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • propriété collective • coopération • stimulation de l'initiative collective • économie à planification centralisée • réponses aux questions économiques élémentaires
<p>Deuxième généralisation : Les systèmes politiques et économiques en pratique</p> <p>Les élèves devront comprendre que :</p> <p>a) en pratique, les systèmes politiques et économiques diffèrent de la théorie</p>	<p>Les élèves devront arriver à comprendre les concepts suivants :</p> <p>économie mixte adaptation tradition</p>	<p><i>Les faits connexes et contenu seront utilisés par les élèves pour les amener à élaborer les généralisations et connaissances essentielles :</i></p> <p>Utiliser le Canada, les États-Unis, l'U.R.S.S., l'Allemagne nazie et la Suède comme exemples pour montrer comment les idées et des idéologies sont mises en pratique :</p>

GÉNÉRALISATIONS ET CONNAISSANCES - ESSENTIELLES	CONCEPTS	FAITS CONNEXES ET CONTENU
<p>Deuxième généralisation : Les systèmes politiques et économiques en pratique (suite)</p> <p>b) les systèmes politiques et économiques s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes</p> <p>c) les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays démocratiques ou dictatoriaux</p> <p>d) le rôle de l'individu dans la société est affecté par l'importance accordée au bien collectif et à l'individualisme</p>	<p>collectivisation privatisation nationalisation intervention dépression cycle économique</p> <p>gouvernement par la majorité totalitarisme élitisme responsabilité devant le peuple</p> <p>individualisme collectivisme droits politiques droits économiques droits de la minorité socialisme démocratique</p>	<p>Utiliser d'autres exemples d'actualités pour illustrer la façon dont les systèmes diffèrent de la théorie</p> <p><i>Examinez brièvement des changements politiques et économiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • en Union soviétique, sous Lénine, Staline et Gorbachev • au Canada <ul style="list-style-type: none"> - rôle du gouvernement - politique monétaire - politique fiscale • aux États-Unis <ul style="list-style-type: none"> - La Grande Dépression - le «New deal» - le Keynésianisme • en Suède <ul style="list-style-type: none"> - planification indicative <p><i>Examinez comment le pouvoir politique a été acquis, exercé et maintenu dans les démocraties et les dictatures :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • le Canada, ex. : gouvernement responsable • les États-Unis, ex. : séparation des pouvoirs • l'U.R.S.S., ex. : la révolution russe et le rôle du parti communiste • l'Allemagne nazie, ex. : le rôle d'Hitler et du parti nazi <p><i>Examinez brièvement le rôle des lois, des règles et des règlements et les droits fondamentaux ainsi que les responsabilités des individus :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • au Canada • aux États-Unis • en U.R.S.S.

GÉNÉRALISATIONS ET CONNAISSANCES - ESSENTIELLES	CONCEPTS	FAITS CONNEXES ET CONTENU
<p>Deuxième généralisation : Les systèmes politiques et économiques en pratique (suite)</p> <p>e) de nouveaux problèmes et idées contestent les croyances et pratiques politiques et économiques traditionnelles</p>	<p>droits de la personne justice survie de l'humanité</p>	<ul style="list-style-type: none"> • en Suède • en Allemagne nazie <p><i>Examinez des problèmes récents qui illustrent le besoin de changement et d'adaptation des systèmes politiques et économiques existants. Ces problèmes peuvent traiter :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • des inquiétudes sur l'environnement • des contestations idéologiques • des occasions économiques • une idéologie élargie des partis politiques

OBJECTIFS D'HABILETÉS

Les habiletés ont été organisées en catégories de processus mentaux, de communication et de participation. Elles comprennent des stratégies d'enquête pour souligner le fait que les habiletés sont interreliées et souvent développées conjointement. Cette section contient une liste des habiletés à développer dans ce sujet. Toutefois, elles peuvent être échangées contre celles de l'autre sujet ou bien, elles peuvent être traitées dans les deux sujets à ce niveau d'enseignement. Les habiletés sont interreliées et devraient être intégrées aux objectifs de connaissances et d'attitudes dans le déroulement de l'enseignement.

Habiletés reliées aux processus mentaux

Les habiletés reliées aux processus mentaux aident l'élève à acquérir, évaluer et utiliser de l'information et des idées. Ces habiletés comprennent la cueillette, l'organisation, l'interprétation, l'analyse, la synthèse et l'évaluation.

Les élèves pourront :

- a) repérer des sources d'information et les utiliser;
- b) synthétiser l'information et les idées;
- c) déterminer les hypothèses sous-jacentes d'un énoncé ou d'une position;
- d) formuler et évaluer des conclusions, des solutions et des décisions alternatives;
- e) défendre de façon logique une position sur une question d'ordre social ou sur un problème.

Habiletés de communication

Les habiletés de communication aident l'élève à exprimer et à présenter de l'information et des idées. Ces habiletés incluent l'expression orale, visuelle et écrite.

Les élèves pourront :

- a) communiquer efficacement sous forme orale et écrite;
- b) élaborer une thèse et la soutenir dans une dissertation bien écrite;
- c) exprimer des idées et de l'information en construisant des diagrammes, des tableaux, des réseaux de concept et des lignes de temps;
- d) défendre un point de vue par écrit ou oralement et de façon effective.

Habiletés de participation

Les habiletés de participation aident l'élève à interagir avec les autres. Ces habiletés comprennent la capacité de travailler de façon efficace, individuellement et en coopération dans des situations de groupe.

Les élèves pourront :

- a) travailler efficacement avec d'autres dans une situation de groupe, pour obtenir un consensus ou un compromis;
- b) assumer convenablement les rôles de commandement et de soutien;
- c) utiliser une variété d'habiletés d'une façon appropriée (avoir confiance dans ses propres idées et en son travail, mais les présenter avec délicatesse).

Stratégies d'enquête

Les stratégies d'enquête sont des combinaisons d'habiletés qui aident l'élève à répondre à des questions, à résoudre des problèmes et à prendre des décisions en utilisant les habiletés reliées aux processus mentaux et les habiletés de communication et de participation.

Les élèves devront :

- a) créer, choisir et utiliser des stratégies d'enquête appropriées pour répondre à des questions, résoudre des problèmes et prendre des décisions;
- b) faire preuve de maturité d'esprit en énonçant et défendant une position;
- c) se servir d'analogies et de métaphores pour montrer des relations ou pour décrire une situation.

OBJECTIFS D'ATTITUDES

La nature des études sociales demande l'examen de valeurs et encourage le développement d'attitudes positives chez les élèves. Tout en faisant attention à développer autant de caractéristiques personnelles et d'attitudes désirables qu'il est possible chez les élèves, on devra identifier certaines attitudes pour pouvoir y insister dans chaque sujet. Les élèves devraient participer à des activités qui les aident à développer des attitudes positives envers les autres. L'apprentissage devrait se dérouler dans un climat d'enquête libre et ouvert.

Dans cette unité, les élèves en viendront à :

- a) apprécier l'esprit indépendant et critique sur d'importantes questions d'ordre social;
- b) apprécier la valeur de la curiosité intellectuelle, l'ouverture d'esprit et l'intérêt dans les questions d'ordre social reliées à l'actualité et aux systèmes politiques et économiques;
- c) apprécier les forces et les faiblesses de différents systèmes économiques et politiques;
- d) montrer un engagement envers la citoyenneté dans les systèmes démocratiques.

Plan de l'Unité

Module	Durée Suggérée	Leçons	Activités	Concepts*	Généralisations*
1. Valeurs et principes fondamentaux	1 semaine (semestre) ou 12% du temps	<p>1. Les questions d'intérêt public</p> <p>2. Valeurs et choix de société</p> <p>3. Principes fondamentaux de la science politique et économique</p>	<p>Débat sur une question d'intérêt public.</p> <p>Identification des valeurs. Analyse des valeurs. Le concept d'idéologie Profil d'opinions politiques et économiques. Points de vue philosophiques sur la nature humaine.</p> <p>Principes fondamentaux de l'économie. Principes fondamentaux de la politique. Relations entre régimes politiques et systèmes économiques.</p>	<p>Valeurs Idéologie Individualisme Interventionnisme Bien-être individuel et collectif Entreprise publique Entreprise privée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les idéologies contiennent des croyances et des idées sur la nature humaine et servent à expliquer et à justifier les systèmes politiques et économiques. - Les systèmes politiques sont organisés pour répartir le pouvoir politique, ce qui implique l'autorité de prendre des décisions et de les exécuter dans la société.
2. Systèmes politiques	3 semaines (semestre) ou 18% du temps	<p>A. Les régimes démocratiques</p> <p style="padding-left: 20px;">I. La justification de la démocratie</p> <p style="padding-left: 20px;">II. La répartition du pouvoir dans un régime démocratique</p>	<p>Le rôle de la démocratie. Les fondements philosophiques et historiques de la démocratie.</p> <p>Les trois pouvoirs. L'exercice des trois pouvoirs au Canada, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.</p>	<p>Pouvoir Prise de décisions Structure du gouvernement Régime fédéral Régime unitaire Démocratie Élitisme Responsabilité devant le peuple Droits politiques Droits économiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière démocratique. - Les systèmes politiques diffèrent en pratique de la théorie. - Les systèmes politiques s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes.

* Les énoncés se trouvant dans les rubriques «Concepts et Généralisation» s'appliquent à la totalité du module et non seulement à quelques activités en particulier.

Module	Durée Suggérée	Leçons	Activités	Concepts*	Généralisations*
2. (suite)		<p>III. Types et techniques de régimes démocratiques</p> <p>IV. Les droits et libertés</p> <p>B. Les régimes dictatoriaux</p> <p>I. Types et caractéristiques de dictatures</p> <p>II. Le communisme</p>	<p>Fédéral vs. unitaire Démocratie directe vs. représentative. Parlementaire vs. présidentiel Les systèmes de représentation et les modes de scrutin Les agents et médiateurs en régime démocratique</p> <p>Concept de droit Rapport entre les droits humains et la démocratie</p> <p>Types de dictatures Caractéristiques de dictatures</p> <p>Les fondements philosophiques du marxisme Le programme marxiste Le marxisme-léninisme Le totalitarisme en Union Soviétique Le parti, le gouvernement, l'État et les réformes en Union Soviétique</p>	<p>Dictature Collectivisation Totalitarisme Collectivisme</p>	<p>- Les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays démocratiques.</p> <p>- Les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière dictatoriale.</p> <p>- Le rôle de l'individu dans la société est affecté par l'importance accordée au bien collectif et à l'individualisme.</p> <p>- Les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays dictatoriaux.</p>

* Les énoncés se trouvant dans les rubriques «Concepts et Généralisation» s'appliquent à la totalité du module et non seulement à quelques activités en particulier.

Module	Durée Suggérée	Leçons	Activités	Concepts*	Généralisations*
2. (suite)		III. Le fascisme	Les fondements philosophiques du fascisme Le fascisme en Italie La genèse du fascisme en Allemagne Hitler, le national-socialisme et le totalitarisme		
3. Systèmes économiques	3 semaines (semestre) ou 38% du temps	1. Systèmes à économie libérale 2. Systèmes à économie planifiée	La justification de l'économie libérale Le fonctionnement de l'économie libérale La critique de l'économie libérale La crise de 1929 Le capitalisme de demain. Organisation d'une économie centralisée Évaluation de l'économie centralisée de type soviétique Réformes et transformations	Rareté Entreprise privée Capitalisme Économie de marché Entreprise publique Socialisme Économie planifiée Économie mixte Adaptation Tradition Nationalisation Intervention Dépression Cycle économique Socialisme démocratique	<ul style="list-style-type: none"> - Les systèmes économiques sont organisés en vue de la production et de la distribution des biens et services dans la société. - Les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise privée - Les systèmes économiques peuvent être basés sur les principes de l'entreprise publique. - Les systèmes économiques différent en pratique de la théorie.

* Les énoncés se trouvant dans les rubriques «Concepts et Généralisation» s'appliquent à la totalité du module et non seulement à quelques activités en particulier.

Module	Durée Suggérée	Leçons	Activités	Concepts*	Généralisations*
3. (suite)		3. Systèmes à économie mixte	John Stuart Mill et le libéralisme réformé John Maynard Keynes Le fonctionnement d'une économie mixte Le portrait d'une économie mixte : le Canada Les idéaux de la social-démocratie La social-démocratie en Saskatchewan La Suède La social-démocratie aujourd'hui		
4. Face au présent Face à l'avenir	1 semaine (semestre) ou 12% du temps	1. Études de cas 2. Nouveaux défis	Analyse des systèmes politique et économique d'un pays donné. Nouvelle analyse des idéologies traditionnelles. Identification et analyse de nouvelles façons d'aborder nos problèmes et défis.	Droits de la personne Justice Survie de l'humanité	- De nouveaux problèmes et idées contestent les croyances et pratiques politiques et économiques traditionnelles

* Les énoncés se trouvant dans les rubriques «Concepts et Généralisation» s'appliquent à la totalité du module et non seulement à quelques activités en particulier.

RESSOURCES

Base

- Idéologies et régimes politiques comparés
G. Lorient, Éditions MGL, 1980 - Livre
- Les grands courants de l'histoire moderne
J. Trueman et al., McGraw-Hill, 1980 - Livre

Autres

- Atlas variés
- Journaux, Films divers, actualités

MODULE 1: VALEURS ET PRINCIPES FONDAMENTAUX

- I. Les questions d'intérêt public**
- II. Valeurs et choix de société**
- III. Principes fondamentaux de la science politique et économique**

VALEURS ET PRINCIPES FONDAMENTAUX

OBJECTIFS :

Connaissances : A la fin de ce module, l'élève aura acquis les connaissances et compris les concepts et généralisations suivantes :

- la définition du concept «idéologie»
- le rapport entre les croyances sur la nature humaine et les points de vue politiques
- un point de vue individualiste et un point de vue interventionniste et les distinctions entre les deux
- les trois questions fondamentales auxquelles doit répondre un système économique
- les réponses possibles à ces questions économiques fondamentales
- la raison d'être d'un gouvernement
- les différentes façons qu'un gouvernement peut répartir le pouvoir
- la liberté individuelle, le bien-être collectif, la démocratie, la dictature, l'entreprise publique, l'entreprise privée, la société traditionnelle
- les valeurs de base, les dangers et les principaux défis relatifs à chaque idéologie politique et économique

Habilités : À la fin de ce module, l'élève aura amélioré son habileté à :

- recueillir et à synthétiser de l'information
- identifier les valeurs sous-jacentes à différents points de vue politiques et économiques
- formuler et à défendre oralement une prise de position
- prioriser les arguments
- représenter la diversité d'opinions politiques sur un diagramme

Attitudes : À la fin de ce module, l'élève fera davantage preuve :

- d'ouverture d'esprit envers des points de vue autres que le sien
- d'un esprit critique et analytique

RESSOURCES :

- Cahier de l'élève
- Transparents

INTRODUCTION

Ce module est destiné à jeter les bases à toute compréhension théorique et pratique des systèmes économiques et politiques. Nous insistons sur un certain nombre de concepts et de points car nous considérons ceux-ci cruciaux pour tout l'échaffaudage politique et économique qui suivra. L'expérience nous a démontré l'importance d'une bonne compréhension des différentes valeurs et visions du monde afin de pouvoir par la suite comprendre qu'elles sont des piliers pour la construction des programmes idéologiques.

Nous avons voulu assurer une participation active des élèves dans ce premier module afin d'attiser intérêt et motivation. Nous nous rendons compte tout de même que le programme est chargé. Ainsi avons-nous cherché à trouver un certain équilibre entre les différents types d'activités proposées.

Comme partout ailleurs dans ce guide, les activités vous sont proposées à titre de suggestion seulement. A vous, le professionnel, de décider si telle ou telle activité fonctionnera avec telle ou telle classe. Vous aurez sans doute besoin d'ajouter, de modifier ou d'enlever les activités. Votre souci principal doit être d'adhérer au programme d'études ce guide n'est qu'instrument ou outil de travail.

I. LES QUESTIONS D'INTÉRÊT PUBLIC

Cette activité se veut engageante et accrocheuse. Il s'agit d'impliquer les élèves dès le début dans une série de débats sur des questions susceptibles de les intéresser. Pour arrêter les questions à débattre, nous suggérons de demander aux élèves d'identifier quelques questions qui les préoccupent et à propos desquelles il y a au moins deux points de vue possibles. Pour les classes à court d'imagination, nous vous fournissons une liste de questions ci-après à titre indicatif seulement.

Liste des questions possibles à débattre ou à discuter :

- certaines règles impopulaires de la classe ou de l'école
- certaines lois auxquelles les élèves s'objectent
- le port de la ceinture de sécurité (devrait-il être obligatoire?)
- la publicité incitant l'achat de cigarettes ou de boisson (devrait-elle être permise?)
- la publicité destinée aux enfants (devrait-elle être permise?)
- la construction de barrages (Old Man, par exemple) ou d'usines de pâte et papier
- la pornographie
- la censure des paroles de la musique populaire (afin d'éviter que ces paroles soient obscènes)

Étant donné que la grandeur des classes variera d'une école à l'autre et compte tenu du temps impliqué dans la préparation et l'organisation d'un débat, nous vous suggérons d'identifier deux ou trois questions qui semblent préoccuper le plus les élèves. Diviser la classe en groupes afin qu'il y ait des partisans et des adversaires de chaque proposition arrêtée.

Quant à l'organisation des débats eux-mêmes, plusieurs possibilités se présentent.

1) Vous pouvez tenir un débat formel selon lequel chaque côté a deux orateurs.

Les autres participants de chaque côté pourraient préparer des affiches de propagande incitant les observateurs à opter pour leur côté. L'intérêt pédagogique de cette solution réside dans le fait qu'elle permet le développement d'une autre sorte de communication ainsi qu'une prise de conscience des techniques visuelles de manipulation et de persuasion.

2) Vous pouvez tenir un débat plus souple selon lequel chaque côté présente son point de vue suivi d'une période de questions ou de commentaires. (Chaque participant aurait droit à un certain nombre d'interventions. Ceci a pour but d'éviter qu'une ou deux personnes dominent la situation).

- 3) Vous pouvez organiser une table ronde sur une question où chaque participant assume un rôle particulier. Vous pourriez vous-même animer cette table ronde afin de mieux impliquer tout le monde. Une discussion sur ces valeurs et sur le rôle du gouvernement (devrait-il intervenir ou non?) servira de tremplin pour la prochaine leçon qui se penchera davantage sur cette question de valeurs. Pour des renseignements supplémentaires sur la stratégie «débat», consulter le guide d'enseignement 10.20.30 (TRM) ainsi que l'unité 20A.

Le débat :

Lors de la préparation du débat, il est toujours utile de demander aux élèves non seulement de faire une liste de leurs principaux arguments mais d'anticiper aussi les arguments du côté opposé afin d'être préparés à les contrer ou à les réfuter. Ceci est une excellente habileté à développer car elle peut être facilement réinvestie dans l'essai argumentatif.

Afin d'aider les élèves à s'organiser, nous avons préparé la fiche de travail «débat». Dans le cas où certains élèves ne participent pas dans le débat lui-même, vous pouvez leur demander de remplir cette fiche lors du débat. La partie inférieure relative aux choix de société pourrait s'avérer utile lors du débriefage ou lorsqu'on fait le point sur l'activité à sa conclusion. Il s'agit d'identifier quel type de société qu'une prise de position donnée implique. Evidemment, il serait question aussi des valeurs que cette société a adoptées.

Dans le cas, par exemple, d'un argument en faveur d'une certaine censure des paroles de la musique populaire, les élèves auront choisi une société où la liberté connaît certaines limites. Dans cette société, il sera légitime pour le gouvernement de surveiller et de censurer les paroles de chansons populaires. Ceci se ferait au nom d'une certaine moralité (qui déterminera ce qui est moral?) et d'une protection de la jeunesse (de quoi la protège-t-on?).

N.B. Il faudra limiter cette activité quant au temps de préparation et au temps alloué au début. À l'encontre d'un travail de recherche, il s'agit ici de produire un « choc des idées » saisi sur le vif et suivi à l'examen des idées contraires.

II. VALEURS ET CHOIX DE SOCIÉTÉ

1) Identification des valeurs

Comme nous l'avons vu dans l'activité précédente, ce que nous croyons être la solution juste à un problème d'ordre public dépend en large mesure de notre compréhension des faits et de nos valeurs. Ce dernier terme désigne nos croyances relatives à ce qui est bon, à ce qui est souhaitable ou à ce qui est important.

- a) Demandez aux élèves de réfléchir sur ce qu'ils ont appris lors du débat. Quel est l'importance des jugements de valeur?

L'activité que nous entreprenons maintenant nous aidera à déterminer la variété de valeurs possibles dans la vie. Nous ne parlerons pas ici de valeurs qui règlent notre conduite personnelle telles que l'honnêteté ou l'intégrité. Il s'agit plutôt de valeurs que nous entretenons quant au monde que nous voulons construire.

- b) Demandez à chaque élève de dresser une liste de ses valeurs principales.
- c) Faites-en une liste au tableau. Analysez ensemble ce que les différentes valeurs nous disent de l'être humain. Selon ces valeurs, la personne humaine est-elle plutôt solitaire, isolée, intéressée à son propre bien-être (individualiste) ou un être social, communautaire, intéressé au bien-être du groupe?

Nous désirons maintenant examiner le rapport entre les valeurs et la vie de tous les jours. Pour faciliter ce travail, nous allons identifier les différents domaines de la vie. ex : le domaine politique

- d) Demandez aux élèves d'identifier les différents domaines de la vie publique.

- e) Mettez leurs idées au tableau. Comparez avec le transparent :
Domaines de la vie publique.

Nous allons examiner maintenant les implications qu'ont nos valeurs pour ces différents domaines.

- f) Prenez le domaine politique comme exemple. Demandez aux élèves les différentes valeurs qui pourraient s'appliquer au domaine politique. Comparez avec le transparent : Valeurs : Domaine politique.
- g) Divisez la classe en 4 groupes. Donnez à chaque groupe un des domaines suivants : économique, social, environnemental, culturel-linguistique. (Consultez les stratégies se référant au travail de groupe [préparation des élèves, divisions des tâches, etc.] ainsi que le tableau du développement des habiletés dans le Guide d'enseignement 10.20.30 (TRM))
- h) Demandez à chaque groupe :
- i) de déterminer les valeurs sous-jacentes à toute considération de ce domaine. Distribuez du papier grand format et demandez-leur de préparer une carte schématique telle que vous leur avez montrée précédemment.
 - ii) de dresser une liste de questions à controverse pour chaque domaine. Ces sujets controversés pourraient être actuels ou potentiels mais doivent être liés au domaine et, par conséquent, aux valeurs sous discussion.
- i) Informez les élèves qu'ils ont 10 minutes pour cette activité, après quoi, ils doivent présenter leur travail à la classe.

Vous pourriez vouloir comparer les cartes schématiques des élèves avec celles préparées pour vous (transparents : Valeurs : Domaine économique, social, de l'environnement, culturel et linguistique).

2) Analyse des valeurs

Dans l'activité précédente, nous avons identifié un certain nombre de valeurs associées à différents domaines de la vie publique. Ces valeurs sont le fondement sur lequel nous construisons l'édifice de notre monde. Il nous incombe donc de bien comprendre ce que nous entendons par certaines valeurs.

Le but de cette activité est donc d'analyser certaines valeurs clés qui sont à la base de notre réflexion politique, économique et socio-culturelle.

- a) Expliquez le but de cette activité aux élèves
- b) Prenez comme exemple «la famille» comme valeur. Examinez sous les rubriques suivantes comment, comme société, nous pourrions renforcer la famille. Vous pourriez vouloir utiliser le transparent : Analyse d'une valeur : la famille pour alimenter la discussion.
 - mesures légales
 - mesures fiscales (taxes, impôts et dépenses gouvernementales)
 - mesures sociales
 - mesures économiques
- c) Divisez la classe en groupes. Demandez à chaque groupe de prendre une des valeurs suivantes et de l'examiner de la même manière qu'on a fait au #b ci-haut.

l'égalité	la sécurité	le bien-être collectif
la liberté	la recherche du profit	etc.

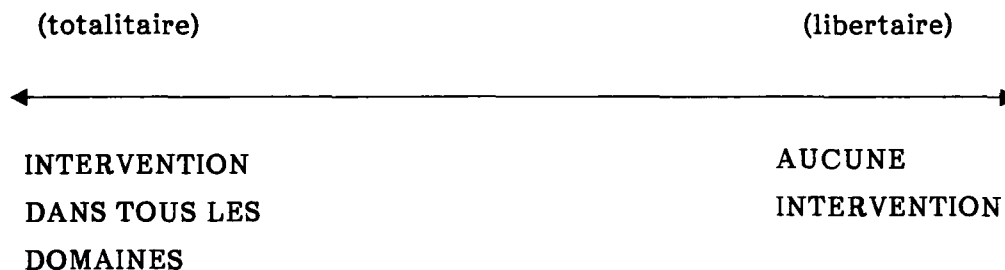
- d) Examinez au fur et à mesure de chaque présentation les différentes mesures proposées afin de juger de leur chance de succès dans notre société contemporaine. Essayez lors de cette discussion de faire voir aux élèves que certaines valeur sont parfois en conflit avec

d'autres valeurs, d'où la nécessité de hiérarchiser ou de prioriser nos valeurs.

Comme discussion de synthèse, demandez-leur quel type de gouvernement (interventionniste ou non-interventionniste) il faudrait pour organiser la société en accord avec leurs valeurs les plus importantes.

3) Le rôle d'un gouvernement et la cristallisation des idéologies

L'activité précédente nous a montré que la promotion de certaines valeurs occasionne un rôle actif pour le gouvernement. D'autres valeurs, par contre, repoussent toute velléité d'intervention de la part du gouvernement. Pour la plupart d'entre nous, il est question de trouver le dosage approprié quant à l'intervention du gouvernement dans notre vie. Nous nous situons par conséquent quelque part sur un continuum tel que celui-ci.



L'utilité conceptuelle d'une seule ligne est toutefois limitée. C'est pourquoi on tente parfois de départager les différentes positions à ce sujet en utilisant des diagrammes.

- a) Utilisez ce qui précède comme amorce au sujet.
- b) Demandez aux élèves de consulter le diagramme à la fiche de lecture : Opinions politiques et économiques.

- c) Expliquez que cet ensemble de valeurs et de croyances quant à la nature humaine et au but de la vie sert de base à la construction des idéologies.
- d) Demandez aux élèves de lire la fiche «Idéologie». A l'aide des définitions fournis et des expériences vécues des élèves, demandez-leur d'analyser par écrit leur propre idéologie politique et économique ou bien l'idéologie d'un membre de leur famille (père, mère, oncle, cousin).
- e) Partagez oralement les analyses en classe en essayant de dresser des profils idéologiques distincts. Cette activité devrait préparer les élèves à la prochaine activité, celle de déterminer plus spécifiquement leur propre profil politique et économique.

4) Profil d'opinions politiques et économiques

Le but de la Fiche «Profil d'opinions politiques et économiques» est de faire découvrir à l'élève ses propres positions politiques et économiques en vue de favoriser une prise de conscience personnelle. Nous reconnaissons que certaines questions prêtent à l'interprétation. Nous savons aussi que la nature de l'exercice ne permet pas de nuancer les réponses. La validité du résultat n'est donc pas à toute épreuve. Il n'est pas moins vrai que par le passé les élèves ont beaucoup aimé faire cette activité et il est principalement pour cette raison que nous l'avons conservée dans cette édition. Il serait toutefois bon d'expliquer aux élèves que leur position finale sur le graphique ne reflète pas nécessairement leur vraie position idéologique.

5) Points de vue philosophiques sur la nature humaine

Nous avons vu dans les activités précédentes que nos positions politiques et économiques reposent sur un ensemble de valeurs. Celles-ci, à leur tour, reposent sur une certaine vision de la nature humaine. Les philosophes qui ont examiné la question du meilleur gouvernement possible se sont vu obligés de remonter jusqu'à cette question

primordiale : Quelle est la nature de l'être humain? L'être humain a-t-il une «essence» quelconque? Y a-t-il quelque chose d'inné dans la nature de l'Homme?

- a) Résumez ce qui précède aux élèves.
- b) Divisez-les en groupes de 2 ou 3 et donnez-leur 5 minutes pour préparer une description de la nature humaine.
- c) Partagez ces descriptions et discutez-en. Tentez de relier ce que disent les élèves aux explications relatives à l'individualisme et à l'interventionnisme qui sont à venir.
- d) Demandez aux élèves de lire la fiche intitulée «Points de vue philosophiques sur la nature humaine» et de résumer la croyance essentielle des deux points de vues : individualiste/interventionniste.
- e) Pour renforcer «d» ci-dessus, montrez le transparent intitulé «L'interventionniste et l'individualiste» (il existe aussi comme fiche de lecture au livret de l'élève). Dévoilez le transparent au fur et à mesure en leur sollicitant des réponses quant aux responsabilités du gouvernement et aux dangers que chaque vision philosophique comporte.
- f) Engagez une discussion sur la question de savoir comment un gouvernement peut intervenir dans les différents domaines de la vie publique. Utilisez les transparents : Champs d'intervention gouvernementale, Intervention : domaine culturel, et Intervention : domaine social comme résumés. Distribuez ces transparents comme fiches si vous le jugez utile. (N.B. Ceci n'est qu'une introduction à la notion d'intervention. Elle sera traitée plus en profondeur dans les chapitres ultérieurs).
- g) Il serait peut-être à propos maintenant de résumer en forme de tableau de synthèse tout ce que nous avons dit à propos des visions de l'homme, des valeurs et des théories politiques et économiques

possibles. Nous proposons de faire cela à partir d'un survol historique qui a le mérite, l'espérons-nous au moins, d'aider les élèves à voir comment les différentes positions ont vu le jour et comment elles se comparent. Le transparent (que vous pouvez reproduire à titre de fiche si vous le jugez à propos) intitulé «Développement historique des théories politiques et économiques» vous est proposé à cette fin. Nos suggestions d'exploitation suivent.

- h)
 - i. Expliquez que le développement moderne des idéologies politiques et économiques peut être rattaché à une réaction vis-à-vis la forme du gouvernement qui a prévalu en Europe avant la révolution française et la révolution industrielle, à savoir, l'absolutisme. Cette forme de gouvernement a eu ses adeptes et ses rivaux qui se départageaient selon leurs valeurs et leur vision de l'homme.
 - ii. Expliquez que les différentes personnes appelées libéraux ou démocrates n'avaient de commun en fin de compte que leur opposition au conservatisme. Ce mouvement très disparate était donc voué à l'éclatement, ce qui s'est fait à différents moments de la façon indiquée au tableau.
 - iii. Expliquez que les divisions occasionnées au XIX^e siècle sont encore à la base de nos différences politiques contemporaines. C'est ainsi que nous continuons d'étiqueter des mouvements politiques actuels des qualificatifs de droite, centre et gauche. Révisez avec les élèves ce que ces termes désignent, les valeurs qui s'y rattachent et le visage politique que portent ces positions au Canada et ailleurs dans le monde.

III. PRINCIPES FONDAMENTAUX DES SCIENCES POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

1) Une discussion :

Quels sont les principes fondamentaux d'un régime politique et d'un système économique?

Quels problèmes doivent-ils, tous, envisager et résoudre?

- a) Pour aborder et peut-être résoudre cette question, nous allons procéder à l'organisation d'une table ronde. Chaque élève de la classe doit assumer un rôle et participer dans la discussion selon l'orientation morale, politique et économique que lui confère son rôle. (Se référer au TRM pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la façon d'organiser une table ronde).
- b) Pour distribuer les rôles, nous vous suggérons de les indiquer sur des bouts de papier, et de les faire tirer d'une enveloppe. Nous suggérons les rôles suivants. Ajoutez ou enlevez selon le nombre d'élèves dans la classe.

commerçant	économiste libéral	politicien	travailleur social
industrialiste	chômeur	représentant des peuples aborigènes	fermier ménagère
écrivain	politicalogues*	communiste	salarié
avocat	prêtre	banquier	mécanicien
éducateur	homme/femme d'affaires		bureaucrate
			etc.

*personne qui étudie la politique

- c) Demandez à chaque participant d'identifier les valeurs qu'il entend défendre et promouvoir (compte tenu de sa perception de son rôle) dans la discussion. Chaque participant les écrit sur un morceau de papier. De cette façon, il peut s'y référer afin de s'assurer que ses prises de position reflètent fidèlement ses valeurs fondamentales.
- d) Assumez vous-même le rôle d'animateur de la table ronde. Ainsi pouvez-vous assurer la participation de tout le monde tout en favorisant le dialogue et la logique.
- e) Voici deux séries optionnelles de questions que vous pourriez poser afin d'amorcer et d'alimenter la discussion. **Série A** est plus théorique et pourrait servir de révision. **Série B** porte des questions plus concrètes

Série A

Qu'est-ce que c'est que la politique?

La politique est-elle nécessaire?

Quels sont les buts de la politique?

Quel est le rôle du citoyen dans la politique?

Comment l'individu peut-il influencer la politique?

Est-il possible (souhaitable) dans une démocratie de se désintéresser de la politique? Que pourrait-il arriver si une majorité de la population s'en désintéressait?

Quels sont les différents systèmes politiques possibles?

Quels sont les arguments pour et contre la démocratie, l'oligarchie, la dictature?

Qu'est-ce qu'une économie? Quels sont les principaux problèmes à régler dans une économie?

Comment l'économie canadienne se porte-t-elle à l'heure actuelle?

Quels sont les plus grands problèmes politiques et économiques à l'heure actuelle :

a) au Canada

b) dans le monde en général

Quel devrait être l'objectif ultime d'un gouvernement?

Série B

Quel est pour vous le problème politique le plus grave à l'heure actuelle? Pourquoi?

Êtes-vous d'accord avec la façon dont le gouvernement actuel aborde ce problème? Pourquoi? Pourquoi pas?

Comment ce problème serait-il abordé dans d'autres systèmes politiques?

Quel est pour vous le problème économique le plus important à l'heure actuelle? Pourquoi?

Êtes-vous d'accord avec la façon dont le gouvernement actuel aborde ce problème? Pourquoi? Pourquoi pas?

Comment ce problème serait-il abordé dans d'autres systèmes économiques? Quel est le rôle du gouvernement face aux problèmes identifiés ci-haut?

2) Principes fondamentaux de l'économie

Demandez aux élèves de lire la fiche : Introduction aux systèmes économiques et de répondre aux questions suivantes :

- a) Pourquoi devons-nous nous intéresser à l'économie? Comment l'économie nous influence-t-elle et comment est-ce que nous l'influençons?
- b) Expliquez le concept de la rareté. Comment ce concept s'intègre-t-il à la définition des sciences économiques?
- c) Quelles sont les trois questions fondamentales que toute économie doit résoudre?
- d) Expliquez, à l'aide d'un tableau comme celui ci-dessous, comment chacun des trois systèmes économiques répondent à ces questions. Tracez les grandes lignes seulement.

	1 ^{re} question	2 ^e question	3 ^e question
Système #1			
Système #2 etc.			

Note : L'économie planifiée est aussi appelée économie centralisée, l'économie de marché est aussi appelé économie capitaliste (ou décentralisée ou libérale)

e) Qu'est-ce que c'est qu'une économie mixte? Donnez un exemple.

3) Principes fondamentaux de la politique

Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Principes fondamentaux de tout système de gouvernement et de répondre aux questions qui la suivent. (N.B. Un corrigé pour la question #1 se trouve en fin de leçon).

4) Relations entre régimes politiques et systèmes économiques

Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Modèles de régimes politiques et de systèmes économiques et de répondre aux questions qui suivent. (N.B. Un corrigé pour le tableau de synthèse se trouve en fin de leçon).

5) Activités supplémentaires de synthèse

Consultez la fiche de lecture du même nom afin de décider si vous voulez demander aux élèves d'entreprendre l'un ou l'autre des exercices suggérés.

6) Conclusion

Assurez-vous par le biais d'un rappel cognitif que les élèves ont atteint, les objectifs et ont assimilé les généralisations du module. Révissez avec

eux les objectifs tels qu'articulés à la page Avis aux élèves du livret d'élèves et demandez-leur d'expliquer et de donner des exemples à l'appui les généralisations suivantes :

- les idéologies contiennent des croyances et des idées sur la nature humaine et servent à expliquer et à justifier les systèmes politiques et économiques

- les systèmes politiques sont organisés pour répartir le pouvoir politique, ce qui implique l'autorité de prendre des décisions et de les exécuter dans la société

FICHE : PRINCIPES FONDAMENTAUX DE TOUT SYSTÈME DE GOUVERNEMENT

Question #1

Buts	Qui pourrait en profiter le plus et pourquoi?	Qui pourrait en souffrir le plus et pourquoi?
assurer la liberté individuelle	les plus forts, les plus riches, les plus chanceux	les pauvres, les défavorisés
assurer le bien-être collectif	les citoyens ordinaires	les individus entreprenants, les individus qui font preuve d'initiative et de créativité, les non-conformistes, les individualistes
assurer la stabilité sociale	ceux qui profitent le plus du statu quo	ceux qui sont désavantagés par le statu quo
assurer le bien-être de la classe dirigeante ou dominante	la classe dirigeante (l'aristocratie, les militaires, les membres du parti unique, les industrialistes et hommes/femmes d'affaires selon les systèmes politiques)	ceux qui ne sont pas membres de la classe dirigeante ou de la classe dominante

Modèle de régimes politiques et de systèmes économiques

	Systèmes politiques		Systèmes économiques	
	Démocratie	Dictature	Économie de marché	Économie planifiée
Vision de l'être humain	<ul style="list-style-type: none"> • essentiellement optimiste : l'homme est rationnel, juste, magnanime, généreux, responsable 	<ul style="list-style-type: none"> • plutôt pessimiste : l'homme est avare, égocentrique, cruel, antisocial 	<ul style="list-style-type: none"> • l'homme est un individualiste, capable de déterminer son propre intérêt et de le poursuivre • l'homme est un être matérialiste cherchant à améliorer son bien-être individuel 	<ul style="list-style-type: none"> • l'homme est un être social, il réalise son bien-être à l'intérieur du bien-être commun
Valeurs	<ul style="list-style-type: none"> • liberté, civisme, justice, responsabilité individuelle, initiative individuelle, esprit d'entreprise, rationalité 	<ul style="list-style-type: none"> • stabilité, loi et ordre, hiérarchie, autoritarisme, culte du chef, efficacité 	<ul style="list-style-type: none"> • initiative individuelle • esprit d'entreprise • la recherche du profit et de l'auto-intérêt • le goût du risque • libertés économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • égalité • solidarité • communautarisme • libertés économiques et sociales

suite)

Dangers	<ul style="list-style-type: none"> • tyrannie de la majorité • apathie des citoyens • manipulation des citoyens mal informés • règne des plus riches (des bourgeois) • inefficacité 	<ul style="list-style-type: none"> • démoralisation des citoyens • stagnation • inflexibilité • inégalité • irrationalité 	<ul style="list-style-type: none"> • inégalité économique • avarice • règne des plus riches • injustice sociale • croissance du crime et des activités anti-sociales • création des classes sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • stagnation économique • bureaucratisation de l'économie • nivellement de la population • démoralisation des individus exceptionnels • ossification économique • manque d'innovation et de flexibilité
Principaux défis : (le système doit résoudre des problèmes tels que :)	<ul style="list-style-type: none"> • les droits des minorités • l'apathie de la population • le partage du pouvoir entre les politiciens et les bureaucrates 	<ul style="list-style-type: none"> • la légitimité du régime au pouvoir • l'exercice de la coercition • la manipulation de l'opinion publique 	<ul style="list-style-type: none"> • les inégalités sociales et économiques • les menaces à la paix sociale dues à la création des classes sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • la création de la richesse • l'utilisation de la technologie • modifications à apporter à la rigidité de la planification centralisée

MODULE 2 : SYSTÈMES POLITIQUES

A. LES RÉGIMES DÉMOCRATIQUES

- I. La justification de la démocratie**
- II. Le pouvoir en régime démocratique**
- III. Types et techniques de démocratie**
- IV. Les droits et libertés**

B. LES RÉGIMES DICTATORIAUX

- I. Types et caractéristiques de dictatures**
- II. Le communisme**
- III. Le fascisme**

C. SYNTHÈSE

A. LES RÉGIMES DÉMOCRATIQUES

OBJECTIFS :

Connaissances : À la fin de cette partie, l'élève aura acquis les connaissances et compris les concepts et généralisations suivants :

- le rôle et la justification de la démocratie
- les fondements philosophiques et historiques de la démocratie
- la façon dont le pouvoir est réparti dans une démocratie
- les types de régimes démocratiques
- les droits et libertés en régimes démocratiques

Habilités : À la fin de cette leçon, l'élève saura :

- analyser les forces et les faiblesses de la démocratie
- contraster les différents types de régimes démocratiques
- articuler et défendre un point de vue
- lire et analyser les tableaux et les graphiques
- préparer un résumé par écrit

Attitudes : À la fin de cette leçon, l'élève fera davantage preuve :

- d'appréciation de la fragilité des démocraties
- de compréhension des valeurs qui sous-tendent la démocratie
- d'ouverture d'esprit vis-à-vis des points de vue autres que le sien

RESSOURCES :

- Idéologies et régimes comparées
- Cahier de l'élève
- Transparents

I. LA JUSTIFICATION DE LA DÉMOCRATIE

A) Le rôle de la démocratie

1. Animez une discussion sur la justification de la démocratie.
Pourquoi les partisans de la démocratie disent-ils que c'est le meilleur système de gouvernement?
2. Dressez une liste des principales raisons au tableau.
3. Comparez la liste au tableau avec la fiche de lecture : Révision des valeurs et des principes de la démocratie
4. Lecture et discussion : Faites lire la première partie «À la défense de la démocratie» de la fiche : Le rôle essentiel de la démocratie.

Faites ressortir la différence entre un jugement de valeur et un jugement de fait.

Demandez aux élèves comment ils pourraient s'attaquer au raisonnement de la fiche dans le cas où ils s'opposeraient à la démocratie : ex.- en s'attaquant au bien-fondé des valeurs et en y opposant des valeurs plus «naturelles» et réalistes. Winston Churchill a dit que la démocratie était le pire système de gouvernement sauf pour tous les autres. Quelles sont les faiblesses de la démocratie auxquelles il aurait pu songer? Vous pourriez discuter de cette question en classe ou demander aux élèves :

- a) d'écrire un paragraphe là-dessus,
- b) de former des équipes et dresser une liste de faiblesses et de désavantages.

(Nous ne ferons pas le point sur cette question ici car la prochaine section en traite aussi).

B) Les fondements philosophiques et historiques de la démocratie

1. Discussion : Demandez aux élèves s'ils pourraient imaginer quelles conditions seraient nécessaires pour permettre l'émergence d'une démocratie. Ex :
 - une longue période de paix civile
 - une vision optimiste de la personne humaine
 - une foi en l'égalité des citoyens
 - une société où la discussion et l'échange des points de vue sont valorisés
 - une société informée -- tous les citoyens doivent se tenir au courant de l'évolution des questions touchant la vie publique

2. Lecture et discussion : Faites lire partie A de la fiche : Les fondements philosophiques de la démocratie.

3. Assurez-vous que les élèves comprennent en quoi la démocratie athénienne diffère de la nôtre : ex. - plus démocratique car plus directe et moins démocratique car limitée à une minorité de la population. Est-ce que les élèves peuvent penser à des situations dans les démocraties occidentales où une minorité décide au nom de toute la société? ex. : les élections municipales ou même les élections nationales aux États-Unis. Pourquoi? -- parce qu'il y a souvent moins de 50% de participation des électeurs à ces élections. On pourrait aussi mentionner que les gouvernements au Canada sont souvent élus avec moins de 50% du vote populaire. Par conséquent, ces gouvernements ont été choisis par une minorité de la population).

4. Discutez du raisonnement des philosophes grecs opposés à la démocratie. Résumez d'abord l'argumentation anti-démocratique. Comment un défenseur de la démocratie pourrait-il y répondre? Le tableau suivant pourrait peut-être vous aider à mener à bien cette discussion.

	Arguments contre la démocratie	Arguments en faveur de la démocratie
Buts d'un gouvernement	assurer la perfection de la vie humaine	assurer la liberté et l'égalité des citoyens
↓	↓	↓
Régime nécessaire pour assurer le but	gouvernement dirigé par les meilleurs citoyens (gouvernement aristocratique ou d'un chef vertueux)	gouvernement choisi librement par tous les citoyens

5. Faites lire maintenant la deuxième partie (Un modèle de la démocratie directe pure) de la fiche : Le rôle essentiel de la démocratie. Demandez aux élèves de noter pendant leur lecture les conditions nécessaires au bon fonctionnement de la démocratie directe :

- une petite population
- les décisions peu nombreuses et simples
- communauté de langue et de vision du monde semblables
- manière de décider lorsque les citoyens ne s'entendent pas
- une population bien informée et favorable à la discussion publique
- égalité des citoyens

6. Discutez le contentieux entre les droits de la majorité et les droits de la minorité.

Pourquoi dans une démocratie la minorité doit-elle avoir des droits?

Pourquoi ne peut-on pas tout décider selon la volonté de la majorité? (Expliquez le concept de la tyrannie de la majorité).

Demandez aux élèves d'identifier quelques controverses au Canada qui opposent la majorité à la minorité. Ex. :

- les droits des autochtones
- le Québec comme société distincte vis-à-vis le reste du pays
- les droits des écoles confessionnelles

Que peut-on faire pour trouver un équilibre entre les droits de la majorité et les droits de la minorité?

7. Lecture et discussion : Le libéralisme politique

Situez l'émergence du libéralisme et de l'individualisme dans le contexte historique approprié. Un transparent : L'émergence de l'individualisme vous est fourni à cet effet. Expliquez comment les trois mouvements de «libération» convergent à créer une nouvelle idéologie -- celle de l'individualisme.

Expliquez les deux concepts clés -- l'idéologie individualiste et la politique.

Les deux questions en bas du transparent sont fournies dans l'espoir d'alimenter une discussion qui permettra de voir le rôle clé de la bourgeoisie dans l'émergence de l'idéologie individualiste. Vous pourriez enchaîner avec d'autres questions telles que :

- Quel était le rôle de l'individu dans l'époque pré-individualiste (pré-libérale)? Ex. : une vision plus organique où l'individu assumait un rôle qui lui a été relégué par la tradition au sein de la communauté.

8. Demandez aux élèves de lire partie B (La démocratie et le libéralisme) de la fiche Les fondements philosophiques de la démocratie et d'enchaîner avec les pages 19 à 27 du texte Idéologies

et régimes politiques comparés. Cette lecture est étroitement liée à l'activité proposée au numéro «9» ci-dessous.

9. Travail écrit. Voici deux propositions pour un exposé écrit. Vous pourriez choisir une de ces deux propositions vous-même, laisser le choix aux élèves ou bien en ajouter d'autres.
- a) Décrivez dans un exposé d'environ 400 mots les contributions de MM. Locke et Montesquieu au libéralisme politique. Consultez de nouveau la fiche de lecture Les fondements philosophiques de la démocratie, les pages 19 à 27 du texte (Loriot) ainsi que tout autre document susceptible de vous aider (encyclopédie, biographie, etc.).
- b) Examinez le Préambule de la Déclaration d'indépendance américaine (p. 24-26 Idéologies et régimes politiques comparés). Tracez l'influence qu'ont eu les idées de John Locke sur la rédaction de ce document.

II. LA RÉPARTITION DU POUVOIR DANS UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE

Avant de demander aux élèves de passer à la lecture de la fiche : «La répartition du pouvoir dans un régime démocratique», assurez-vous qu'ils comprennent les concepts suivants :

- le pouvoir législatif
- le pouvoir exécutif
- le pouvoir judiciaire

En général, les élèves n'ont pas de problèmes avec le 3^e concept. Ils rencontrent toutefois des problèmes avec les deux premiers. Ils serait donc utile de passer du temps à clarifier les fonctions et les rôles des deux premiers.

Pour expliquer quels organes gouvernementaux exercent ces pouvoirs aux États-Unis et au Canada, consultez le transparent : Le système

parlementaire canadien et le Système parlementaire américain. (Ceux-ci figurent également dans le livret)

Demandez maintenant aux élèves de lire la fiche : «La répartition du pouvoir dans un régime démocratique».

Assurez-vous qu'ils ont compris les distinctions élémentaires entre le système américain (présidentiel) et le système parlementaire.

Pour approfondir cette connaissance, développez en détail les traits principaux de la répartition du pouvoir :

- en Angleterre (Loriot - pp. 42-46. Le tableau I à la page 42 est particulièrement utile).
- au Canada (Loriot pp. 78-90. Notez le tableau II à la page 78).
- aux États-Unis (Loriot pp. 102-113. Notez le tableau VI à la page 102).

Vous pouvez faire ceci par le biais d'une explication, d'une lecture suivie de discussion, ou de questions que vous voudriez bien développer, ou de la fiche de travail «Analyse comparative des systèmes politiques canadien et américain» qui se trouve à la fin de cette partie du module.

S'il restait du temps, ce serait utile d'avoir un débat sur la supériorité de tel ou tel système.

III. TYPES ET TECHNIQUES DE RÉGIMES DÉMOCRATIQUES

A) Fédéral par rapport à unitaire

- 1) Sondez les élèves sur leur compréhension du concept du fédéralisme.
- 2) Complétez leurs connaissances :
 - a) à l'aide des deux transparents : Fédéralisme et unitarisme, et Distribution des pouvoirs législatifs au Canada.
 - b) en leur demandant de lire B : Le régime fédéral canadien (p. 74-77) du texte Idéologies et régimes politiques comparés.

- 3) Animez une discussion, ou bien organiser un débat sur les avantages et les désavantages du fédéralisme et de l'unitarisme. Vous pourriez mentionner les griefs entretenus par les Québécois et les Canadiens de l'ouest quant au fédéralisme canadien actuel. Vous pourriez aussi aborder la question de savoir si la répartition des juridictions actuelle est la meilleure possible (l'éducation est un bon exemple à discuter). Pierre Trudeau, par exemple, a dit préférer le fédéralisme à l'unitarisme car le premier assure mieux la liberté. D'autres préfèrent l'unitarisme car il assure mieux l'unité nationale, l'efficacité administrative et la planification sociale. Qu'en pensent les élèves?

B) Démocratie directe ou représentative

- 1) Les caractéristiques de la démocratie directe ont déjà fait l'objet d'une discussion dans cette leçon. Il suffit de rappeler ici les avantages, les désavantages et les modalités de ce système.
- 2) Demandez aux élèves pourquoi nous n'utilisons pas la démocratie directe au Canada. Ex. : inefficacité, grandeur du pays, difficulté à rester informé sur toutes les questions d'intérêt public, multitude des questions à régler, etc.
- 3) Demandez-leur quelles sont les alternatives à la démocratie directe?
- 4) Discutez les avantages, les désavantages et les techniques de la démocratie indirecte ou représentative. Utilisez comme résumé de la discussion les fiches de lecture : La démocratie représentative I et II.
- 5) **Facultatif** : Alimenez une discussion ou bien un débat sur le bien-fondé de certaines solutions proposées pour corriger les faiblesses de la démocratie représentative, par exemple :

- la participation obligatoire aux élections (comme en Australie)
- la possibilité de rappeler les représentants (les députés) qui ne représentent pas la volonté de leurs électeurs entre les élections. Ceci est une idée défendue par le Parti réformiste.
- l'utilisation des référendums et des plébiscites afin de laisser le public décider les questions difficiles, ex. avortement, peine capitale, TPS (une autre idée défendue par le Parti réformiste).

6) Demandez aux élèves de lire les deux fiches de lectures : La démocratie représentative II et L'efficacité des techniques de la démocratie représentative et d'en prendre des notes.

C) Régime parlementaire ou présidentiel

Grâce aux explications déjà données lors de la discussion de la répartition du pouvoir dans un régime démocratique, les élèves devraient pouvoir faire cet exercice sans trop de problème.

1) Demandez-leur de lire les pages 35-42 et 113-116 du texte de Lorient et de comparer les systèmes parlementaire et présidentiel point par point. Ils pourraient utiliser un tableau comme celui-ci pour faciliter la tâche.

Système parlementaire	Système présidentiel
<p>a) Un pouvoir exécutif dualiste: il existe un chef d'État et un chef de gouvernement</p> <p style="padding-left: 40px;">Chef d'État ≠ Chef de gouvernement</p>	<p>a) Un pouvoir exécutif entre les mains d'une seule personne</p> <p style="padding-left: 40px;">Chef d'État = Chef de gouvernement</p>
<p>b) La responsabilité ministérielle</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ministres sont choisis parmi les représentants du peuple et doivent jouir de leur confiance 	<p>b) L'absence de responsabilité ministérielle</p> <ul style="list-style-type: none"> - les Secrétares sont choisis par le Président en dehors des députés du Congrès - ni le Président ni les ministres ne sont responsables devant le Congrès
<p>c) La discipline de parti</p> <ul style="list-style-type: none"> - les députés d'un parti votent ensemble en bloc 	<p>c) L'absence de discipline de parti</p> <ul style="list-style-type: none"> - les députés votent comme bon leur semble

2) Discussion, débat ou travail écrit

Le Parti réformiste prône l'abandon des deux derniers traits du parlementarisme, c'est-à-dire la responsabilité ministérielle et la discipline de parti, ce qui pourrait avoir comme effet l'américanisation de notre système gouvernemental. Analysez les forces et les faiblesses des deux systèmes et déterminez lequel est le meilleur et pourquoi.

D) Les systèmes de représentation et les modes de scrutin

- 1) Dans une démocratie représentative, la méthode de sélection des députés devient une question primordiale. Demandez aux élèves d'imaginer les différentes façons possibles de sélectionner des députés.
- 2) Révisez avec eux les trois méthodes les plus répandues, c'est-à-dire:
 - i) le scrutin uninominal majoritaire à un tour
 - ii) le scrutin uninominal majoritaire à 2 tours
 - iii) la représentation proportionnelle

Afin de faciliter la présentation de ces concepts, nous vous offrons deux transparents : Résultats des élections les plus récentes au Canada et Les élections intéressantes.

Assurez-vous que les élèves comprennent la différence entre notre système (le scrutin uninominal à un tour) et la représentation proportionnelle. Demandez-leur de redistribuer les sièges selon la représentation proportionnelle pour l'élection de 1989 en Alberta.

Résultats en Alberta

	Vote Populaire	% de sièges	Sièges
PC	44.4%	71.1%	59
Lib	28.7%	9.6%	8
NPD	26.2%	19.3%	<u>16</u>
			83

Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Les systèmes de représentation et les modes de scrutin afin de consolider leurs connaissances en ce domaine. Pour voir si les élèves comprennent le concept de représentation proportionnelle, demandez-leur de redistribuer les sièges aux élections 1979, 1980, 1984 et 1988 selon la représentation proportionnelle. Faire des hypothèses sur les conséquences politiques de ces résultats si le Canada avait eu, à l'époque, la représentation proportionnelle.

E) Les agents et médiateurs en régimes démocratiques

- 1) Pour introduire cette partie de la leçon, nous avons cru bon de suggérer d'impliquer les élèves dans un sondage. Ce sondage pourrait s'effectuer dans une autre classe à l'école, ou dans un endroit public tel un centre d'achat. Le questionnaire se trouve à la fin de cette partie et doit être photocopié pour distribution aux élèves.

Nous avons formulé les questions afin de limiter la durée de l'entrevue. Vous êtes évidemment libre de changer le questionnaire si bon vous semble. Il serait intéressant, dans le cas d'une élection provinciale, par exemple, de changer la portée des questions du niveau fédéral au niveau provincial.

Quand les entrevues sont terminées, analysez les résultats et tentez de découvrir les raisons pour ces résultats. Qu'est-ce que les résultats nous disent à propos de ce segment de la population qui a été interviewé. Est-ce que les élèves croient que les résultats sont valables pour la région où ils habitent?

- 2) Les partis politiques - Révisez avec les élèves les noms des partis politiques les plus importants au Canada. Demandez les fonctions d'un parti politique. Dressez une liste maîtresse au tableau quitte à la comparer plus tard avec la partie A de la fiche de lecture : Les agents et médiateurs en régimes démocratiques. Expliquez aux élèves le concept de système de parti. Consultez à cet effet la partie B de la même fiche de lecture. Demandez aux élèves d'identifier les différents systèmes de partis existant au monde.

Utilisez les transparents : Systèmes de partis et Chefs de gouvernement au Canada depuis la Confédération pour alimenter votre explication.

Demandez finalement aux élèves de lire les parties A et B et la fiche de lecture : Les agents et médiateurs en régimes démocratiques.

3) Les groupes de pression

Mettez les élèves en équipe et demandez-leur :

- a) une explication de ce que c'est qu'un groupe de pression
- b) des exemples de groupes de pressions (de préférence de différents domaines - économique, social, culturel, linguistique, écologique)
- c) de donner des avantages et des désavantages de l'existence des groupes de pression.

Discuter ou débattre la question de savoir si les groupes de pression devraient pouvoir aider ou combattre les différents partis politiques durant les campagnes électorales. Rappelez aux élèves que les trois partis politiques étaient unanimes à adopter une loi interdisant de telles activités pendant des campagnes électorales mais qu'une Cour provinciale l'a déclarée inconstitutionnelle jugeant qu'elle violait les droits d'expression. Qu'en pensent les élèves?

Quelle conclusion pourrait-on tirer de l'observation suivante publiée dans un journal américain?

Le Canada a banni toutes les annonces publicitaires pour le tabac en janvier 1989. Depuis, la vente de tabac a chuté, tombant 7% l'année dernière et un autre 10% les quatre premiers mois de cette année. Notons également qu'un paquet de cigarettes au Canada coûte deux fois plus cher qu'aux États-Unis.

Source : University of California, Berkeley Wellness Letter 7:1 Oct 1990

4) Les électeurs

Demandez aux élèves de décrire l'importance des électeurs dans une démocratie.

Quelles sont les responsabilités des électeurs? Que pourrait-il arriver si la majorité des électeurs ne se rendent pas aux urnes?

Analysez les taux de participation indiqués à la partie D de la fiche de lecture : Les agents et médiateurs en régime démocratique.

Qu'est-ce qui pourrait expliquer ces différences? Est-ce qu'on peut parler de «démocratie» quand moins de 50% de la population prend la peine de voter? Que pourrait-on faire pour encourager une plus grande participation dans le processus démocratique?

5) Les médias

Demandez aux élèves d'analyser l'influence que les médias (radio, télévision, journaux, panneaux publicitaires) ont sur leur comportement et sur leur vision du monde ou bien sur le comportement de la jeunesse en particulier. Est-ce que les médias véhiculent certaines valeurs relatives au comportement adolescent, aux vêtements qu'il faut porter, aux intérêts qu'il faut manifester?

Analysez si possible une annonce que tout le monde a vu à la télévision ou bien une émission que tout le monde regarde. Si vous êtes en période électorale, vous pourriez demander aux élèves d'analyser les techniques utilisées pour «vendre» tel ou tel parti politique. (Pour informations supplémentaires et analyse, consultez la stratégie «Techniques de propagande» dans le Guide d'enseignement [TRM] 10-20-30).

Analyser ensuite en classe un article de journal afin de déceler tout parti pris. Pour vous faciliter la tâche, nous joignons deux fiches «Il n'y a qu'un moyen d'échapper au trou d'enfer indien d'Ottawa» et «Le

bilinguisme : de bonnes nouvelles dans la guerre contre l'ignorance»

en anglais et en français que vous pourriez transformer en transparent. Les classes d'immersion pourraient analyser un éditorial en anglais afin de voir le parti pris qui se trouve réflété dans le choix, très vulgaire parfois, des mots.

Identifiez les mots et les expressions qui démontrent un parti pris. Quel est le message de l'auteur? Le rangerait-on à la droite ou à la gauche du continuum politique?

Comme devoir, demandez aux élèves de sélectionner trois éditoriaux d'un journal ou d'un périodique et d'identifier la position idéologique de l'éditorialiste.

6) La fonction publique

Demandez aux élèves ce que c'est que la fonction publique. Quel est son rôle? Comment peut-elle influencer les décisions du gouvernement? Faites une liste au tableau.

Est-ce que la bureaucratie comporte certains dangers pour une démocratie?

Demandez aux élèves de lire la partie F de la fiche de lecture : Les agents et médiateurs en régimes démocratiques.

7) L'armée et la police

Demandez aux élèves de quelle façon la police et l'armée pourraient devenir les agents dans la vie politique.

Qu'est-ce qui pourrait provoquer ces forces à s'immiscer dans la vie politique d'une nation? Quels intérêts ces forces seraient-elles susceptibles de défendre? Pourquoi? Comment appelle-t-on un état où les forces de l'ordre jouent un rôle propondérant dans la vie politique? (un état policier)

Les élèves peuvent-ils identifier des états policiers actuels?

IV. LES DROITS ET LIBERTÉS

Les concepts de droits et libertés ont été abordés en Études sociales 10. Il s'agit ici donc de réviser ces notions et de les lier au concept de régimes politiques.

a) Demandez aux élèves pourquoi les concepts de droits et libertés sont fondamentaux à la notion de démocratie.

Quelle vision de l'être humain sous-tend la notion que celui-ci jouit des droits inaliénables?

Quelles sont les différentes sortes de droits? Voir la fiche de lecture : Droits et libertés en régime démocratique. Après avoir déterminé les cinq sortes de droits, demandez aux élèves d'identifier les exemples spécifiques de droits appartenant à chaque catégorie. Vous pouvez faire référence à la Charte canadienne des droits et libertés à ce sujet.

Demandez aux élèves d'examiner les journaux afin d'identifier les questions relatives aux droits humains au niveau local ou régional, national et international. Discutez de quoi il s'agit et identifiez les droits en jeu.

b) Organiser une discussion autour de la situation suivante :

Le propriétaire d'un restaurant refuse l'entrée à son établissement à un jeune homme aux cheveux longs. Il explique son comportement en déclarant avoir le droit de décider qui peut entrer dans ce restaurant qui, après tout, lui appartient.

Qu'en pensent les élèves? Quels sont les droits en conflit? S'ils avaient à décider sur cette question comme juge, quelle décision prendraient-ils?

c) Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Droits et libertés en régime démocratique et de répondre aux questions suivantes :

- i) Distinguez les droits collectifs des droits individuels et donnez des exemples de chaque sorte.
- ii) Décrivez les origines modernes de la notion des droits individuels.
- iii) Nommez quelques documents qui ont joué un rôle dans la promotion du concept des droits de la personne.
- iv) Dans quel(s) document(s) les droits de la personne au Canada sont-ils protégés?
- v) Qu'est-ce que la protection des droits de la personne apporte à la société?

Conclusion

Assurez-vous par le biais d'un rappel cognitif que les élèves ont atteint les objectifs et ont assimilé les généralisations de cette partie du module. Révisez avec eux les objectifs tels qu'articulés à la page Avis aux élèves du livret d'élève et demandez-leur d'expliquer, les exemples à l'appui les généralisations suivantes :

- les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière démocratique
- les systèmes politiques diffèrent en pratique de la théorie
- les systèmes politiques s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes
- les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays démocratiques.

ANALYSE COMPARATIVE DES SYSTÈMES CANADIEN ET AMÉRICAIN

	CANADA	ÉTATS-UNIS
responsabilité ministérielle		
séparation des pouvoirs		
chef d'état		
chef de gouvernement		
pouvoir législatif		
pouvoir exécutif		
pouvoir judiciaire		

QUESTIONNAIRE POUR LE SONDAGE

Encerchez la meilleure réponse ou écrivez votre réponse selon le cas.

1. Pour quel parti au niveau fédéral seriez-vous le plus enclin à voter à l'heure actuelle?

P-C Lib NPD Parti réformiste Autre _____

2. Quelle est la question politique la plus importante qui doit être réglée à l'heure actuelle au Canada?

3. Quel parti a énoncé la meilleure politique selon vous pour chacune des questions ci-dessous :

les questions économiques

l'identité canadienne

le bilinguisme

le multiculturalisme

l'environnement

les politiques sociales

les autochtones

la constitution

la politique agricole

4. Quelle est votre source d'information la plus habituelle?

les parents

les amis

les journaux

la télévision

la radio

B. LES RÉGIMES DICTATORIAUX

OBJECTIFS :

Connaissances : À la fin de la partie B de ce module, l'élève aura acquis les connaissances et compris les concepts et généralisations suivantes :

- les types de dictatures;
- les avantages et les désavantages des dictatures;
- la distinction entre autoritarisme et totalitarisme;
- les fondements philosophiques du marxisme;
- l'évolution historique de l'humanité telle que comprise par les marxistes;
- l'apport particulier de Lénine au marxisme;
- la mécanique du totalitarisme en Union soviétique;
- le rôle du Parti et de l'État en Union soviétique;
- la nature des réformes déjà entreprises en Union soviétique et les conséquences de ces réformes sur la vie politique dans ce pays;
- les fondements philosophiques du fascisme;
- la genèse du fascisme en Italie et en Allemagne;
- les traits saillants du nazisme tel que pratiqué en Allemagne.

Habilités : À la fin de la partie B de ce module, l'élève aura amélioré son habileté à :

- recueillir de l'information d'un texte écrit;
- analyser les positions idéologiques;
- formuler des positions et les défendre lors des discussions de groupes ainsi que dans des essais argumentatifs;
- interpréter des caricatures de nature politique;
- travailler de façon coopérative avec d'autres élèves;
- participer activement dans le déroulement des activités de classe.

Attitudes : À la fin de la partie B de ce module, l'élève fera davantage preuve de :

- ouverture d'esprit face aux idéologies autres que la sienne;
- conscience vis-à-vis des problèmes actuels;
- désir de comprendre l'impact de l'histoire sur la réalité actuelle.

RESSOURCES :

(Pour l'élève)

- Lorient, G. **Idéologie et régimes politiques comparés**
- Fiches de lecture

(Pour l'enseignant)

- Transparents
- Truman et al., **Les Grands Courants de l'Histoire Moderne**

DÉMARCHE :

I. TYPES ET CARACTÉRISTIQUES DE DICTATURES

Amorce

1. Projetez le transparent : **Images de dictateurs** et demander aux élèves d'identifier les personnes qui y figurent (Hitler, Ceausescu, Staline).
Qu'est ce qu'ils ont en commun? Quand le fait qu'ils soient tous des dictateurs est reconnu, passez au transparent : **Avantages et désavantages des dictatures.**
2. Demandez aux élèves de préparer une définition de dictature.
Faites une définition collective et comparez-là avec celle-ci :
Une dictature est un système de gouvernement où le chef n'est pas lié par la loi et le gouvernement n'est pas responsable devant le peuple.
3. Divisez la classe en équipes et demandez à chaque équipe de faire une liste des avantages et des désavantages d'une dictature.
Après 5-7 minutes, partagez en plénière les points principaux et préparez une liste maîtresse. Comparez avec celle du transparent : **Avantages et désavantages des régimes dictatoriaux.**

A. Types de dictatures

1. Demandez aux élèves d'identifier les différentes façons de classifier les dictatures.
2. Résumez leurs efforts en projetant le transparent : Tableau des dictatures.
3. Demandez aux élèves d'identifier la nature de chaque type de dictature. Quels sont les traits qui distinguent l'un de l'autre?
4. S'il y en a qui rencontrent des problèmes à cet égard, référez-les à la fiche de lecture : Types de régimes dictatoriaux. De toute façon, chaque élève devrait se familiariser avec cette fiche.
5. Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Ferdinand Marcos et de répondre aux questions suivantes :
 - a) Quelle évidence peut-on citer que le règne aux Philippines de Ferdinand Marcos n'était pas démocratique?
 - b) Identifiez les accusations portées contre Marcos.
 - c) Quels sont certains traits de la vie politique des Philippines, d'après cet article?

B. Caractéristiques des dictatures

Rappelez aux élèves que l'activité qu'ils viennent de terminer mettait l'accent sur la question de qui exerçait le pouvoir.

Cette activité a pour but d'examiner la nature du pouvoir.

Informez-les qu'en général, les politologues ont identifié deux formes de pouvoir dictatorial ou tyrannique. Il s'agit d'autoritarisme et de totalitarisme.

Engagez une discussion sur les différences possibles entre ces deux types de pouvoir dictatorial. Le transparent : Formes de pouvoir en régimes dictatoriaux vous sera peut-être utile pour expliquer ces deux concepts.

Voici deux définitions du totalitarisme que vous pourriez également partager avec les élèves.

Selon Philippe Bénétou, «le totalitarisme peut se définir comme un régime politique où le pouvoir politique non seulement contrôle toutes les sphères de la vie sociale mais aussi s'ingénie à déformer, dénaturer la pensée humaine».1

Selon George Orwell, «le régime totalitaire entend transformer l'homme en un objet malléable, il vise à le décerveler en coupant sa conscience de la réalité objective».2

Demandez aux élèves d'identifier les régimes dictatoriaux actuels. Classifiez-les selon leur nature autoritaire ou totalitaire. Quelles ont été les caractéristiques identifiées pour justifier la classification.

Après cette discussion, faites lire la fiche : Dictatures autoritaires et totalitaires et demandez aux élèves d'en préparer un résumé.

1. Introduction à la politique moderne, Hachette, p. 305

2. Ibid

II. LE COMMUNISME

Les théories de base du marxisme sont assez compliquées et la lecture complète qu'offre Lorient à cet égard risque de perdre plusieurs élèves. Nous avons donc cru bon de simplifier les explications et de les offrir aux élèves par voie de fiches de lecture. Si des individus de votre classe font preuve d'un intérêt plus poussé, vous pouvez toujours leur suggérer la lecture des pages appropriées de Lorient.

A. Les fondements philosophiques du marxisme

Demandez aux élèves ce qu'ils savent du marxisme. Cela servira à vérifier l'état de compréhension des élèves. Orientez la discussion vers les fondements théoriques du marxisme.

Enchaînez avec une explication des trois principes fondamentaux du marxisme, à savoir : le matérialisme, la dialectique et la théorie de la lutte des classes.

Demandez ensuite aux élèves de lire la fiche de lecture : Karl Marx et la théorie communiste. Cette lecture servira à expliquer plus en détail ce que vous venez d'expliquer en général.

B. Le programme marxiste

Marx croit que la révolution est inévitable. Elle suivra, selon lui, un déroulement tout à fait prévisible en trois étapes. Expliquez aux élèves ces trois étapes, à savoir :

- a) la conscientisation et l'union de tous les prolétaires
- b) le socialisme ou la dictature du prolétariat
- c) le communisme

Insistez sur la différence entre le socialisme comme 2^e étape du programme communiste et le socialisme tel que compris par les sociaux-démocrates. Il y a souvent beaucoup de confusion à cet égard. Les

pages 150-155 de Lorient aident à expliquer ces concepts. Il est peut-être mieux tout de même de laisser de côté le Document XI (p. 153-154) car il est très avancé et souvent confond les élèves.

C. Le marxisme - léninisme

Marx croyait que la révolution aurait lieu tout d'abord dans les pays industrialisés. Grâce aux actions et au génie de Lénine, elle a eu lieu dans un des pays les plus arriérés et les moins touchés par la Révolution industrielle, c'est-à-dire en Russie.

Comment Lénine a-t-il pu réaliser cet exploit? Qu'a-t-il contribué au développement de la théorie marxiste?

En simplifiant un peu les choses, nous pouvons résumer la contribution de Marx-Engels d'une part et de Lénine d'autre part à ceci :

Théorie	+	Action	=	Révolution
(Marx-Engels)		(Lénine)		

Si Marx et Engels sont responsables en gros de la théorie du communisme, Lénine lui, est responsable du «praxis», c'est-à-dire, de l'adaptation et de la mise en application des théories marxistes.

Au lieu de laisser les événements se décanter et se dérouler comme l'avait prévu Marx, Lénine prône la nécessité d'organiser les ouvriers sous le leadership du Parti et de lancer cet avant-garde contre le régime répressif en place.

Lénine est connu donc entre autres choses pour l'importance qu'il accorde à l'organisation et au contrôle du Parti.

Expliquez ce qui précède aux élèves et demandez-leur de lire les pages 159-169 de Lorient. Laissez de côté le Document XIII pour l'instant. Assurez-vous que les élèves comprennent bien les 4 concepts clés contenus dans ces pages, à savoir le rôle du parti, le centralisme

démocratique, l'analyse léniniste de l'impérialisme et la transition du capitalisme au communisme.

L'explication de la transition du capitalisme au communisme aidera les élèves à situer le Document XIII (p. 164-168, Lorient). Demandez-leur maintenant de le lire et de répondre aux questions suivantes :

- a) Quelle est la critique que Lénine fait de la démocratie occidentale?
- b) Que pensez-vous de cette critique? Est-elle valide?
- c) Qu'est-ce que c'est que la dictature du prolétariat?
- d) Quels sont les traits principaux de la dictature du prolétariat?
- e) Décrivez le processus qui mènera au dépérissement de l'État.

D. Le totalitarisme en Union soviétique

Divisez les élèves en équipes et demandez-leur d'imaginer qu'ils forment le premier gouvernement de la Russie nouvellement communiste.

Chaque groupe se spécialisera dans un domaine de la vie et doit établir un plan d'action afin de contrôler son secteur. Les équipes devraient en même temps anticiper les problèmes et prévoir les solutions à ces problèmes. Cette activité ne requiert pas de connaissances nouvelles. Il s'agit de fait d'indiquer de quelle manière le gouvernement va prendre le contrôle de chaque domaine et de prévoir l'opposition que cette prise de contrôle pourrait susciter. Les domaines peuvent comprendre :

les industries

l'agriculture

la presse et les autres domaines de communication

l'éducation

les industries culturelles (l'industrie du livre, du disque, des spectacles etc.)

Après une dizaine de minutes de discussion, partagez les plans et discutez de leur bien-fondé. Quels problèmes les élèves ont-ils anticipés et quelles solutions ont-ils prévues?

Montrez-leur maintenant le transparent : Le totalitarisme communiste. Ce tableau essaie de démontrer comment un régime communiste totalitaire tente de tout contrôler. Y a-t-il des idées que les élèves peuvent ajouter au tableau?

E. Le parti, le gouvernement, l'État et les réformes en Union soviétique

Cette partie se veut un projet de recherche où des équipes se spécialisent dans un domaine donné et partagent leur expertise avec le reste de la classe. Ce projet vise à familiariser l'élève avec les structures politiques de l'URSS ainsi qu'avec les réformes entreprises depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Nous suggérons les divisions suivantes :

- le parti communiste en Union soviétique
- le stalinisme
- les institutions politiques en Union soviétique
- la géographie et la territorialité en Union soviétique (examinez aussi le phénomène nationaliste en Union soviétique)
- les réformes depuis Gorbatchev.

Réviser avec chaque équipe les pistes à suivre : voir fiche : Le parti, le gouvernement, l'État et les réformes : pistes pour la recherche qui les aideront à organiser leur recherche.

Ressources -

Vous pourriez vouloir consulter les ressources suivantes :

Loriot - Idéologies et régimes politiques comparés

les encyclopédies

les atlas

les journaux et les revues (surtout pour ce qui est des derniers événements en Union soviétique)

Fiche de lecture - «Gorbatchev joue-t-il franc jeu»?

Fiche de lecture - «Glasnost et Michael Gorbatchev»

Fiche de lecture - «Caricatures»

Fiche de lecture - «Le Kremlin précise»

Présentation -

Les élèves peuvent utiliser les transparents, des cartes ou d'autres supports visuels pour faire leur présentation. Il serait utile aussi qu'ils préparent un résumé qui pourrait être distribué aux autres élèves.

Après les présentations demandez aux élèves d'expliquer oralement les caricatures figurant aux fiches de lecture et à celle du transparent :
«Caricature»

F. Faisons le point

Divisez la classe en deux entre partisans du système communiste (orthodoxe et réformiste) et adversaires du communisme. Animez une discussion utilisant, si besoin est, les questions suivantes :

Quels sont les buts du communisme?

Ces buts sont-ils moraux, pratiques, faisables?

Les moyens qu'utilisent les communistes sont-ils justifiables sur le plan moral?

La chute du communisme en Europe de l'est représente-t-elle l'échec du vrai communisme ou l'échec d'un communisme pervers?

Quel est l'avenir du communisme en Union soviétique, en Europe de l'Est?

Reste-t-il des états communistes? Où?

Quelles sont leurs perspectives d'avenir?

Est-ce que «l'échec» du communisme signifie pour autant la victoire du capitalisme?»?

III. LE FASCISME

Si le communisme forme ce qu'on appelle une dictature de gauche, le fascisme, lui, représente une dictature de droite. Dans cette troisième partie nous allons examiner les fondements de base du fascisme ainsi que les formes politique dont le fascisme s'est vêtue.

A. Les fondements philosophiques du fascisme

Comme Lorient le souligne, le fascisme se définit en premier lieu par son opposition aux deux idéologies les plus répandues après la Première Guerre mondiale, à savoir, le libéralisme et le marxisme.

Examinez avec les élèves les raisons de cette opposition à ces deux idéologies. Le transparent : Les fondements philosophiques du nazisme pourrait vous aider à cette fin. (Ce transparent est une fusion des idées contenus dans Lorient et des idées d'autres sources. L'explication pour chaque idée se trouve tout de même dans Lorient)

Analysez chaque idée, demandant aux élèves d'évaluer le bien - fondé du raisonnement fasciste et de suggérer pourquoi cette idée exerçait un certain attrait dans le temps. Demandez aux élèves si les mêmes idées fascistes se manifestent dans notre société.

Une fois l'explication et la discussion terminées demandez aux élèves de lire Lorient p. 219 à 230 et d'en prendre des notes.

B. Le fascisme en Italie

Il n'est pas nécessaire de passer beaucoup de temps sur le fascisme en Italie. Notre étude du fascisme italien servira d'entrée en matière pour l'examen plus poussé que nous ferons du nazisme allemand.

Il est utile tout de même de comprendre certains concepts liés au fascisme italien. Abordez les concepts et les figures suivants par la voie

d'une explication, par la voie de lectures et de questions ou d'un sélectionnement de diapositives.

Voici les concepts à discuter :

- l'origine du mot «fascisme»
- la montée du fascisme en Italie et le rôle de Mussolini
- les particularités du fascisme italien y compris le corporatisme, et l'impérialisme
- les valeurs de base telles qu'on les voit dans la devise fasciste : croire, obéir, combattre

Ressources pour la lecture :

Loriot - p. 219 - 221, p. 230, p. 233 - 234

C. La genèse du fascisme en Allemagne

Amorcez une discussion sur les origines de la popularité du fascisme en certaines parties de l'Europe après la Première guerre mondiale.

Demandez ensuite ce qu'il y avait de particulier en Allemagne qui a contribué à la montée du fascisme : ex. - système électoral qui encourage l'existence d'une multitude de partis politiques, désillusion vis-à-vis une constitution imposée de l'extérieur, déception vis-à-vis des politiciens plus traditionnels, grave crise économique, désordre dans les rues entretenant un sentiment d'insécurité etc.

A l'aide du transparent : Le contexte de la montée du nazisme (qui existe également parmi les fiches de lecture), expliquez les différents développements qui ont contribué à la victoire du nazisme en Allemagne.

Demandez ensuite aux élèves de lire p. 237 à 243 et de faire le travail suivant au sujet du Document XXIV (p. 240 - 242 - extrait de Mein Kampf) :

Examinez et contrastez le parlementarisme tant décrié par Hitler et la conception de l'État que celui-là préfère. Quelles sont les natures des deux systèmes, selon Hitler?

Discutez de leurs réponses et insistez sur les concepts de «personnalité» et de «combat».

D. Hitler, le national - socialisme et le totalitarisme

Passez en revue les traits principaux de la dictature hitlérienne à l'aide du transparent : Traits saillants de la dictature hitlérienne. Élaborez sur chaque concept au fur et à mesure de votre explication.

Demandez aux élèves de lire la section appropriée de Lorient (p. 245-253), source principale des informations se trouvant sur le transparent.

Faites une des activités suivantes :

- i) Demandez aux élèves d'écrire un exposé sur un des thèmes suivants :
Pourquoi l'Allemagne est-elle devenue nazie en 1933?
Quelle a été l'influence de la Première guerre mondiale en Allemagne?
Quelles sont les grandes étapes de l'impérialisme hitlérien?
Décrivez l'organisation et la mise en oeuvre de la solution finale.
etc.

- ii) Organisez un débat ou une discussion sur le bien - fondé du fascisme/nazisme et sur la mise en oeuvre de cette idéologie en Allemagne.
Vous pouvez diviser la classe en groupes ou bien donner un rôle à chaque élève. Si vous préférez le dernier, voici quelques «rôles» que vous pourriez distribuer :

-ancien soldat allemand
-ancien nazi allemand
-juif qui avait quitté l'Allemagne
-un Polonais
-un soldat russe fait prisonnier par les Allemands

- un idéologue fasciste
- un prêtre ou un religieux
- un ancien industrialiste allemand
- un démocrate français
- un démocrate américain
- un ancien membre de «Hitler jeunesse»
- un néo-nazi contemporain (un «skinhead» par exemple)
- un ancien communiste allemand
- un ancien social-démocrate allemand
- un membre de la «nation aryenne» de l'Alberta
- un survivant d'Auschwitz
- etc.

Voici quelques questions que vous pourriez poser pour animer le débat.

Quelles sont les principales idées philosophiques à la base du fascisme?

Quelle vision de l'être humain les Nazis adoptent-ils?

Pourquoi les Nazis ici présents sont-ils des Nazis?

Demandez à ceux qui ont souffert de raconter leur vie.

Quel est le bilan du nazisme?

Y a-t-il une place pour le fascisme dans notre société contemporaine?

- iii) Divisez la classe en groupe et donnez-leur la responsabilité de préparer une présentation orale sur le thème du fascisme/nazisme. Vous pouvez leur donner une grande liberté de choix si vous voulez. Leurs présentations pourraient prendre différents formats : entrevues, tables rondes, annonces commerciales, discours devant les foules etc.

Conclusion

En guise de conclusion, demandez aux élèves, dans un paragraphe ou oralement, de résumer la place et le rôle de l'individu dans les systèmes dictatoriaux. Demandez-leur de s'appuyer sur des exemples pour illustrer leur point de vue.

En dernier lieu, assurez-vous par les biais d'un rappel cognitif que les élèves ont atteint les objectifs et ont assimilé les généralisations de cette partie du module. Révisez avec eux les objectifs tels qu'articulés à la page Avis aux élèves du livret d'élève et demandez-leur d'expliquer, les exemples à l'appui, les généralisations suivantes :

- les idéologies contiennent des croyances et des idées sur la nature humaine et servent à expliquer et à justifier les systèmes politiques
- les systèmes politiques peuvent être organisés d'une manière dictatoriale
- les systèmes politiques diffèrent en pratique de la théorie et s'adaptent aux nouvelles idées et aux circonstances changeantes
- les chefs politiques acquièrent, exercent et maintiennent leurs pouvoirs de différentes façons dans les pays démocratiques ou dictatoriaux
- le rôle de l'individu dans la société diffère selon le système politique choisi

C. SYNTHÈSE

Les trois synthèses que vous trouverez au cours de cette unité vous permettront de réviser le matériel couvert tout en préparant les élèves à l'art d'écrire un essai argumentatif ou un exposé. Le Programme d'études nous demande de nous pencher sur au moins une question d'ordre social et une question d'enquête. La première se prête à un travail de type «essai argumentatif» tandis que la deuxième est davantage du type «exposé». Afin de traiter et de l'un et de l'autre nous proposons de les intégrer dans nos synthèses.

Pour la première synthèse, nous vous proposons un essai argumentatif relevant des questions d'ordre social. Deux questions se trouvant dans le Programme d'études s'y prêtent à merveille, à savoir :

- Jusqu'à quel point la prise de décisions politiques devrait-elle être réservée à un groupe particulier dans la société?
- Dans quelle mesure les droits d'une minorité devraient-ils être protégés dans une société? Devrait-il y avoir des limites aux droits de la majorité?

Avant d'assigner cette tâche aux élèves, il serait opportun de réviser avec eux la grille de notation du Ministère pour les essais argumentatifs. Vous pourrez également discuter de l'organisation d'un essai argumentatif (voir Appendice - Études sociales 20A) et du vocabulaire à employer.

MODULE 3 : SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

A. SYSTÈMES À ÉCONOMIE LIBÉRALE

1. La justification de l'économie libérale
2. Le fonctionnement de l'économie libérale
3. La critique de l'économie libérale
4. La crise de 1929
5. Le capitalisme de demain

B. SYSTÈMES À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

1. Organisation d'une économie centralisée
2. Évaluation de l'économie centralisée de type soviétique
3. Réformes et transformations

C. SYSTÈMES À ÉCONOMIE MIXTE

1. John Stuart Mill et le libéralisme réformé
2. John Maynard Keynes
3. Le fonctionnement d'une économie mixte
4. Le portrait d'une économie mixte : Le Canada
5. Les idéaux de la social-démocratie
6. La social-démocratie en Saskatchewan
7. La Suède
8. La social-démocratie aujourd'hui

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

OBJECTIFS :

Connaissances : A la fin de ce module, l'élève aura acquis les connaissances et compris les concepts et généralisations suivants :

- les valeurs et les caractéristiques principales du capitalisme, du communisme et de la social-démocratie
- le fonctionnement des économies libérale, communiste et mixte
- la contribution aux sciences économiques d'Adam Smith, de John Stuart Mill, de Karl Marx et de John Maynard Keynes
- les exemples d'économies libérale, communiste et mixte en pratique
- la définition de plusieurs mots clés dont marché, concurrence, main invisible, planification centralisée, planification indicative, intervention, cycle d'affaires, surplus, pénurie, déficit, dette, paiements de transfert etc
- les divers moyens par lesquels un gouvernement peut intervenir dans l'économie

Habilités : À la fin de ce module, l'élève aura amélioré son habileté à :

- lire et interpréter les graphiques
- lire et produire les cartes de concepts
- formuler et défendre les positions par écrit et à l'occasion des discussions de groupes
- recueillir de l'information
- travailler de façon coopérative avec d'autres élèves
- participer activement au déroulement des activités de la classe
- utiliser le modèle d'enquête de prise de décision

Attitudes : À la fin de ce module, l'élève fera davantage preuve de :

- ouverture d'esprit face aux idéologies économiques autres que la sienne
- désir d'approfondir ses connaissances en ce domaine

RESSOURCES :

(Pour l'élève)

- Lorient, G. **Idéologie et régimes politiques comparés**
- Fiches de lecture

(pour l'enseignant)

- transparents

DÉMARCHE

Préambule

Ce module vise à épouser une des stratégies d'enquête que le programme d'études nous enjoint à suivre. Dans ce cas précis, nous procéderons selon le modèle de prise de décisions. Ce modèle, explicité à la page 4 du programme, est reproduit ci-dessous, pour votre information.

Modèle de prise de décisions

- Identifier la question d'ordre social
- Identifier les solutions possibles
- Établir un plan de recherche
- Recueillir, organiser et interpréter l'information
- Évaluer les solutions possibles en utilisant l'information recueillie
- Prendre une décision, planifier ou passer à une action compatible avec la décision, si elle est souhaitable et possible
- Évaluer le processus de prise de décisions, la décision et l'action

Notre modèle qui embrassera les trois systèmes économiques avec lesquels nous voulons nous familiariser se déroulera de la façon suivante :

Identifier la question d'ordre social

À partir d'un article et d'une caricature, les élèves seront amenés à se poser des questions sur le rapport souhaitable entre le gouvernement et l'économie

De cette discussion se dégagera la question qui restera au centre de nos préoccupations dans ce module, à savoir :

Le gouvernement devrait-il intervenir dans l'économie?

N.B. Si l'enseignant(e) le juge à propos, il peut examiner cette question en se limitant à un secteur d'intérêt particulier pour ces élèves : agriculture, environnement, secteur pétrolier, secteur manufacturier etc.

Identifier les solutions possibles

les élèves feront des hypothèses sur :
les choix possibles
les points de vue possibles
les principes à prendre en considération

Établir un plan de recherche

En établissant ce plan, les élèves se poseront les questions suivantes :

- Quels termes clés nous intéressent?
- Quelles théories entrent en jeu?
- Sur quelles valeurs reposent les choix possibles?
- De quelle information a-t-on besoin?
- Où peut-on trouver ces informations?
- Quels pays ont mis en pratique des différents choix possibles?

Recueillir, organiser et interpréter l'information

Les élèves se prépareront 3 dossiers organisés autour de la théorie et de l'application des 3 choix possibles

Les pistes à donner aux élèves vous seront expliquées sous la rubrique «démarche».

Évaluer les solutions possibles

Les élèves seront appelés à analyser, synthétiser et évaluer l'information qu'ils auront recueillie.

Ils seront ensuite invités à examiner les conséquences de chaque solution alternative.

Prendre une décision

Les élèves choisissent la meilleure alternative et défendent leur choix.

Ils établissent un plan d'action pour l'application de leur choix.

Évaluer le processus de prise de décision, la décision et l'action

Lors de l'étape de l'évaluation, les élèves se posent les questions telles que :

De quelle manière ma solution résout-elle le problème?

Comment évaluer la réussite ou l'échec de ma solution?

Comment la solution affecte-t-elle les droits de la personne?

Est-ce que, personnellement, je pourrais vivre avec la solution?

AMORCE

1. Identifier la question d'ordre social

- a) Indiquez aux élèves le plan d'attaque de ce module. Expliquez-leur qu'il s'agit de suivre un modèle d'enquête appelé modèle de prise de décision.

À l'aide du transparent : **Modèle de prise de décision**, décrivez le déroulement de ce modèle étape par étape.

Demandez aux élèves d'analyser le modèle. Pour alimenter la discussion, vous pourriez poser les questions suivantes :

- à quoi un modèle sert-il?
- ce modèle est-il utile?
- est-il complet?
- est-il logique, rationnel?

Quand la discussion est terminée, procédez avec la première étape, expliquée ci-dessous.

- b) Faites lire la fiche : La relance passe par l'abandon du «cowboy capitalism» se trouvant dans le cahier de lecture. Expliquez à titre de remarques préliminaires qu'il s'agit de la ville de Houston au Texas. À l'instar de Calgary, Houston a connu un boom spectaculaire au début des années 80 grâce à la montée du prix du pétrole. Quand ce prix est descendu, Houston a connu certains problèmes. Cet article tente de découvrir ce que Houston a appris de cette période mouvementée de sa vie collective ainsi que les conclusions qu'elle en a tirées.

Pour conclure la lecture demandez aux élèves de préparer des réponses aux questions suivantes :

- Que l'auteur veut-il dire par «cowboy capitalism»?
- Pourquoi faut-il selon certains abandonner cette philosophie?
- Que propose-t-on de mettre à sa place?
- Connaissez-vous d'autres villes ou régions qui ont eu des expériences semblables? Quelles stratégies ont-elles entreprises pour faire face à ces problèmes?

- c) **Montrez le transparent : L'Ouest.** Demandez aux élèves d'expliquer le message de cette caricature. Au cas où l'on ne le note pas, faites remarquer que le silo de grain ressemble au Premier ministre Mulroney (notez les yeux, le menton, le costume). Pour en savoir davantage sur la façon d'exploiter les caricatures, consultez la stratégie «Analyse des caricatures» dans le guide d'enseignement.

Quelles politiques ou pratiques du gouvernement fédéral forment la cible de cette caricature?

- d) Demandez maintenant aux élèves de formuler la question d'ordre social. Dans les deux cas (fiche de lecture et transparent), il s'agit de savoir si le gouvernement, que ce soit local ou national, devrait intervenir dans le processus économique. La question pourrait donc se lire comme celle-ci :

Le gouvernement devrait-il intervenir dans l'économie?

Pour ceux qui préfèrent les questions moins larges ou plus adaptées aux intérêts des élèves, on pourrait se limiter à un secteur d'activité donné tels que l'environnement ou l'agriculture etc. (Ex. le gouvernement devrait-il intervenir dans le secteur de l'agriculture?)

2. Identifier les solutions possibles

- a) Demandez aux élèves de faire des hypothèses quant aux solutions possibles. Catégorisez les hypothèses. En général, on devrait être capable de les classer dans trois grandes catégories : NON, OUI et jusqu'à un certain point, ce qui correspond à l'économie libérale, l'économie planifiée (ou centralisée) et l'économie mixte.

3. Établir un plan de recherche

- a) Faites une liste des termes clés relatifs aux trois solutions possibles identifiées ci-dessus. Identifiez les théories de base (conception de l'être humain) qui entrent en jeu. Listez les valeurs sous-jacentes aux différentes

théories de base. Identifiez les pays qui ont opté pour une des trois solutions possibles. Où pourrait-on trouver de l'information?

- b) A partir des trois solutions possibles mentionnées ci-dessus (2a), demandez aux élèves d'identifier des questions qui guideront leur recherche. Partagez-les en classe. Tentez de garder ces questions à l'esprit tout au long du module et de faire le lien entre ces questions et les thèmes traités en classe aux moments opportuns.
- c) Expliquez le plan que nous avons dressé pour guider notre recherche. (transparent : Plan de recherche). Comment pourrait-on l'améliorer pour répondre aux questions formulées par les élèves?

Le reste de ce module suit le plan indiqué par le transparent.

4. Recueillir, organiser et interpréter l'information

La démarche à suivre suggérée dans les pages qui suivent s'appuie principalement sur l'enseignant(e) et sur les élèves. Il est important de souligner à ce stade-ci que ça serait une bonne occasion d'inviter des gens de la communauté qui ont une expertise quelconque dans le domaine des diverses idéologies économiques à venir parler à la classe. Ces personnes ou groupes peuvent représenter un appui très important pour votre enseignement.

- 5. Les étapes suivantes du modèle de prise de décision, c'est à dire l'évaluation des solutions possibles, la prise de décision quant à la question de l'intervention du gouvernement dans l'économie, le passage à l'action et l'évaluation se feront dans la partie CONCLUSION.

RECHERCHE

A. SYSTÈMES À ÉCONOMIE LIBÉRALE

1. La justification de l'économie libérale

- a) Réviser avec les élèves les valeurs sous-jacentes à la notion de libéralisme politique (individualisme, liberté personnelle, initiative privée etc).
- b) Demandez-leur d'appliquer ces mêmes notions au domaine économique (auto-intérêt, propriété privée, entreprise privée, responsabilité individuelle, liberté économique y compris le droit de faire des projets, le droit d'acheter et de vendre, le droit d'échanger etc).
- c) Demandez maintenant aux élèves de lire Lorient : Idéologies et régimes politiques comparés p. 27 - 29 (Le libéralisme économique) et :
 - d'expliquer le rôle d'Adam Smith pour ce qui a trait au libéralisme économique
 - d'élaborer sur les quatre principes du capitalisme : la propriété privée, la loi du marché, le profit et la séparation de l'économie de la politique.
- d) Résumez ce que les élèves viennent de lire à l'aide du transparent : Le libéralisme économique. Insistez sur les termes clés tels que : le marché, offre et demande, concurrence, main invisible, intérêt particulier, intérêt général, non-intervention.
- e) Examinez le transparent : Économie libérale afin de voir une autre façon de présenter les termes clés. Insistez sur les nouveaux termes qui y apparaissent.

2. Le fonctionnement de l'économie libérale

- a) Réviser avec les élèves les trois questions fondamentales auxquelles une économie doit répondre (quoi produire? comment le produire? et combien en produire?)

Comment le système capitaliste répond-il à ces questions?

- b) Demandez aux élèves de lire la fiche : Caractéristiques d'une économie capitaliste afin de voir une explication plus élaborée des caractéristiques fondamentales du capitalisme.

Le Marché

i) Expliquez à l'aide du transparent : **La structure d'un modèle du système des prix :**

- ce que c'est qu'un marché
- l'interaction entre individus et entreprises dans un système de marché

La Souveraineté du consommateur

i) Revenez sur la question du choix de ce qui est produit. Discutez avec les élèves qui, en fin de compte, exercent ce choix. Si, en théorie, il s'agit de consommateur, demandez aux élèves d'identifier ce qui, en réalité, diminue la souveraineté du consommateur.

ii) Demandez aux élèves de lire fiche : La souveraineté du consommateur afin de consolider leur compréhension à cet égard.

L'offre et la demande

Pour certains élèves la loi de l'offre et de la demande incarne la logique même; pour d'autres, elle est difficile à comprendre. C'est pourquoi nous avons cru bon de suggérer une explication à partir du transparent provenant des fiches de lectures que les élèves auront à revoir plus tard.

i) Avant de commencer l'explication technique de la loi, il faut situer les élèves. Il s'agit, dans les graphiques que les élèves auront à examiner, de la production et de la vente des oeufs.

Dans la 1^{re} partie du transparent : **La courbe de l'offre et de la demande**, nous voyons ce qui arrivera à la quantité demandée si le prix baisse.

Demande ↗ si PRIX ↘

Dans la 2^e partie, nous voyons ce qui arrivera à la quantité offerte si les prix montent.

Offre ↗ si PRIX ↗

Sur le transparent suivant **L'offre et la demande pour les oeufs** nous voyons ce qui arrive quand les deux courbes sont superimposées. Le point de rencontre devient le prix dans une économie libérale.

Nous pouvons utiliser ce même graphique pour examiner ce qui arrivera si les prix sont fixés arbitrairement, par le gouvernement par exemple, sans tenir compte de la loi de l'offre et de la demande. Disons, par exemple, que le gouvernement fixe le prix pour une douzaine d'oeufs à 50¢. Qu'est-ce qui arrivera? (La quantité offerte sera 5 boîtes par semaine tandis que la demande la fixera à 16. Il y aura donc une pénurie) :

Demande > Offre = Pénurie

Si, par contre, le gouvernement fixe le prix à 1\$ la douzaine l'offre sera plus grande que la demande.

Offre > Demande = Surplus

Dans le système capitaliste, ces deux problèmes, c'est-à-dire surplus et pénurie se régleront automatiquement par le jeu du prix. Dans le cas d'une pénurie, on n'a qu'à augmenter le prix afin de réduire la demande. Dans le cas du surplus, on réduit les prix afin d'augmenter la demande.

- ii) Quand vous êtes sûr que les élèves ont compris la loi, vous pouvez leur demander de consolider leurs connaissances en lisant les fiches : **La courbe de l'offre et de la demande** et **Hamburgers et poulets**. Cette lecture aidera les élèves à préparer une réponse par écrit ou oralement au dilemme suivant que vous pouvez leur exposer :

Situation hypothétique :

Pays x a un potentiel agricole excellent. Il a de vastes champs qui sont surtout propices à la production du coton.

Qu'arrivera-t-il au prix du coton et aux fermiers s'ils se mettent tous à produire du coton?

Quels sont les intérêts en jeu dans cette question? Le gouvernement sera-t-il tenté d'intervenir? Pourquoi? Quelles stratégies alternatives pourrait-on concevoir? Examinez les scénarios possibles. Que feriez-vous si vous étiez responsable de la politique agricole dans pays X?

La concurrence

- i) Révisez avec les élèves pourquoi la concurrence est essentielle au bon fonctionnement du capitalisme.
- ii) Demandez-leur ensuite ce qui peut entraver l'opération de la concurrence dans un système capitaliste. Discutez à l'aide du transparent : Entraves possibles à la concurrence.
- iii) Adam Smith avait suggéré qu'un des rôles du gouvernement dans un système capitaliste était de protéger la compétition et la concurrence. Qu'est ce qu'un gouvernement pourrait faire pour favoriser le maximum de compétition.

Après avoir discuté de cette question, montrez le transparent : Réponses possibles aux tentatives d'entraver la concurrence et demandez aux élèves de lire les fiches de lecture : Le profit et la concurrence et Le pouvoir monopolistique dans le cadre du système des prix.

- iv) Si vous avez une collection de numéros du Financial Post ou de Business Report du Globe & Mail (ou de son équivalent au Devoir ou à La Presse) vous pourrez demander aux élèves de trouver des articles traitant des questions de concurrence, de monopoles, de publicité, de cartels ou de

prises en main. Discutez et déterminez les implications des articles pour le système capitaliste.

v) Demandez aux élèves s'il est toujours souhaitable de favoriser la compétition au détriment de la consolidation ou de la nationalisation des entreprises. Demandez-leur de dresser une liste des situations où il serait mieux pour le pays, la province ou le public de permettre la création de monopoles publics ou privés ou de grosses entreprises qui se sont constituées en avalant des petites.

- pour des raisons humanitaires - assurance médicale, assurance hospitalisation
- pour des raisons liées au concept des obligations sociales et culturelles envers tous les citoyens : Radio-Canada, Postes-Canada, services municipaux, service santé, écoles, universités
- pour des raisons liées à la construction d'une infrastructure économique
 - dans le passé : Air Canada, Pétro-Canada
 - aujourd'hui : Hydro-Québec, Hydro-Ontario
- pour des raisons liées à l'efficacité et la compétitivité économiques (le fusionnement de plusieurs petites industries en une grande industrie permet une rationalisation des moyens de production et de l'administration et donne à la nouvelle compagnie une structure et une force nécessaires pour lui permettre de concurrencer avec des compagnies rivales au plan international).

Il faut souligner la tendance actuelle vers un marché capitaliste global de plus en plus interdépendant. Pour être compétitives à ce plan, les petites compagnies ont peu de choix : se laisser avaler par des plus grandes compagnies ou se joindre aux multinationales déjà existantes.

Le profit

i) Engagez une discussion sur la moralité du profit.

- Est-il moral de faire un profit?
- Y a-t-il des limites au profit qu'un individu ou qu'une entreprise devrait faire?

Est-ce que le dicton suivant d'Adam Smith est vrai? : «La recherche de l'intérêt particulier conduit à l'intérêt général».

Qu'est-ce qui doit se passer pour que cela soit vrai? (investissements au lieu de consommation, achat de produits faits au pays et non pas importés, existence de lois sociales pour empêcher l'exploitation des ouvriers etc).

ii) Faites lire la fiche : La propriété privé et le profit et donnez dix minutes aux élèves pour analyser et expliciter l'expression de P. Prudhon «la propriété est le vol». Une façon de voir cette idée à la lumière des conditions actuelles serait d'associer à la propriété en question son lieu d'origine et les gens associés à sa production. Ainsi, en nous achetant une voiture, nous voyons le caoutchouc présent dans les pneus (a-t-on exploité les travailleurs de caoutchouc), les minerais dans la tôle (qu'a-t-on fait à la terre et aux travailleurs), le tissu des bancs (qui a tissé ça, combien ont-ils été payé etc.) Si nous achetons une chemise, nous devons être conscients des femmes en Corée ou en Inde qui ont peiné 10 à 12 heures au-dessus de leurs machines. Que leur a-t-on volé? leur vision, leur vie de famille, leur santé?

iii) Les profits que font les entreprises et les banques au Canada sont parfois source de controverse. Montrez le transparent : «Ceux qui ne payent pas» aux élèves. Quelle en est leur réaction? Discutez du bien-fondé d'un système qui permet une telle chose.

3. La critique de l'économie libérale

a) Révisez avec les élèves les valeurs et principes fondamentaux qui soutiennent le système capitaliste. Tentez ensuite de voir si ces valeurs et ces principes renferment certains dangers. En guise de résumé de votre discussion, montrez le transparent : **Conséquences nocives du capitalisme**. Faites lire ensuite les pages 29-32 de Loriot et demandez aux élèves d'indiquer par écrit la différence entre le libéralisme classique et sa version moderne.

- b) Animez un débat ou une discussion sur une des croyances clés du capitalisme, à savoir, que l'être humain est motivé par la poursuite de l'auto-intérêt. Divisez la classe en deux. Donnez quelques minutes à chaque équipe pour préparer sa position. L'une sera partisane de la position que l'être humain est surtout motivé par la recherche de l'auto-intérêt, l'autre adversaire à cette position.
- c) A la fin de la discussion, faites-lire la fiche de lecture : Égoïsme et les sciences économiques. Demandez aux élèves d'indiquer les arguments et les exemples utilisés par l'auteur pour réfuter la thèse voulant que la motivation principale de l'être humain soit la recherche de l'auto-intérêt.

4. La crise de 1929

1929 donna la preuve aux adversaires de l'économie libérale que le système capitaliste était à long terme intenable. Dans une certaine mesure, ils avaient raison car la crise de 1929 a mis un terme au laissez-faire total. Le capitalisme qui subsiste aujourd'hui, au moins dans le monde industrialisé, est un capitalisme atténué par l'existence d'un réseau de programmes sociaux qui nous évitera, nous l'espérons au moins, toute nouvelle expérience de dépression.

Le capitalisme sauvage se pratique aujourd'hui toutefois dans plusieurs pays du Tiers-Monde où des lois sociales n'existent pour ainsi dire pas.

- a) A l'aide du transparent : **La Grande Dépression - Causes**, expliquez aux élèves les causes de la dépression. Pour ce faire, il faudra expliquer les concepts suivants :
- la bourse
 - les actions
 - la spéculation
 - la surproduction
 - la création des cartels
- b) Demandez aux élèves d'imaginer le déroulement probable des événements après le Krach du 24 octobre 1929. Encouragez-les à spéculer sur le sort des petits investisseurs qui sont ruinés par la chute de la valeur des actions.

Étudiez ensuite comment cette dégringolade affecte les autres secteurs de l'économie.

Faites un résumé de ce processus à l'aide du transparent : **La Grande Dépression - le cercle vicieux**

- c) Demandez maintenant aux élèves de spéculer sur les conséquences sociales, économiques et politiques de cette dépression. Faites le point à l'aide du transparent : **Conséquences de la Grande Dépression.**

- d) Pour discuter des réponses à amener aux problèmes économiques, politiques et sociaux occasionnés par la dépression, divisez la classe en groupes de travail. Expliquez aux groupes que leur tâche est de mettre au point un programme que le gouvernement canadien pourrait adopter pour sortir le pays de la dépression. Donnez aux équipes 10 à 15 minutes pour préparer leurs suggestions. Partagez et discutez du bien-fondé (valeurs, conséquences) des différentes suggestions.

A l'aide du transparent : **Réponses à la Grande Dépression**, expliquez aux élèves quelles réponses le Canada, les États-Unis et l'Allemagne ont adoptées face à ce défi.

Pour faire le point sur tout ce qui concerne la dépression, demandez aux élèves de lire les pages 450-458 des Grands Courants de l'Histoire moderne et de prendre les notes nécessaires pour consolider leur compréhension.

Puisqu'il est question dans cette lecture de la politique de Keynes, il serait utile d'expliquer que celle-ci sera étudiée ultérieurement et que pour l'instant il suffit de savoir que Keynes a soutenu l'idée que pour ramener la prospérité le gouvernement devait intervenir dans l'économie par le biais de dépenses accrues gouvernementales.

5. Le capitalisme de demain

- a) Demandez aux élèves d'évaluer les chances pour le capitalisme de survivre longtemps à l'avenir.

Quelles sont les principales forces du capitalisme? ses principales faiblesses?

- b) Discutez du sort économique du principal pays capitaliste du monde, à savoir, les États-Unis. Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Le lendemain n'est pas rose qui a trait à la situation économique aux États-Unis et de résumer les principaux problèmes que ce pays confronte. Discutez-en. Soulignez que les États-Unis, bien que s'inspirant du modèle capitaliste, ne sont pas pour autant un pays purement capitaliste. Rappelez par exemple que le gouvernement américain intervient massivement dans l'économie américaine par deux biais, à savoir :
- i) le programme de défense - l'octroi de contrats pour la fabrication des armements est un outil très efficace d'intervention.
 - ii) le programme spatial (NASA) - ce programme aussi coûte extrêmement cher et fournit des milliers d'emplois.
- c) Demandez maintenant aux élèves de lire la fiche : L'Accord du libre échange est-il un cimetière de dinosaures? et de résumer les principaux points de l'argument de Mme Burgess. Quels sont, selon Mme Burgess, les principaux points de différence entre le capitalisme «libre entreprise» et le capitalisme «coopératif»?
- d) Faites lire la fiche : Libre-échange nord-américain - égalité de chances dans la misère. Demandez aux élèves de commenter :
- i) la description du capitalisme tel que pratiqué au Mexique,
 - ii) la validité de l'argument de Mme Barlow.

B. SYSTÈMES À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

1. Organisation d'une économie centralisée

- a) Faites un rappel historique et idéologique en posant quelques questions sur les buts du marxisme - léninisme en général et au sujet de l'économie en

particulier. Faites ressortir les idées d'égalité, d'entreprise publique et de planification centralisée.

- b) Situez les élèves sur le plan historique à l'aide du transparent : **URSS - Rappel historique.**
- c) Abordez la question de l'organisation d'une économie centralisée à l'aide du transparent : **Organisation d'une économie centralisée.** Expliquez que ce modèle fut celui en vigueur en Union Soviétique jusqu'à tout récemment. Il est encore utilisé dans certains pays communistes qui n'ont pas encore adopté les mécanismes du marché libéral. La compréhension de ce modèle reste importante car elle sous-tend la compréhension des réformes économiques tentées actuellement par l'Union soviétique et ses anciens alliés est-européens.

Demandez aux élèves d'expliquer le diagramme.

- d) A l'aide du transparent : La planification centrale en URSS (qui se trouve également reproduit comme partie de la fiche de lecture du même nom), expliquez l'opération de la planification en mettant l'accent sur le fonctionnement hiérarchique et la situation centrale du Gosplan.

Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : La planification centrale en URSS et de répondre aux questions suivantes (rappelez encore aux élèves qu'il s'agit de la situation d'avant les réformes) :

- i) Expliquez le rapport entre les concepts suivants et le système économique soviétique : la propriété privée, la souveraineté du consommateur, la loi de l'offre et de la demande, l'entreprise privée, la «deuxième économie».
- ii) Expliquez le processus de la planification centrale.
- iii) Quels sont les stimulants disponibles pour inciter les travailleurs et les entreprises à rencontrer les objectifs du Plan?

- e) Demandez aux élèves de spéculer sur les forces et les faiblesses du Plan. Abordez cette idée en leur demandant s'ils se fixent des objectifs pour eux-mêmes. Quels pourraient être ces objectifs? Si oui, est-ce qu'ils déterminent les moyens à employer pour y arriver? Quel est donc l'utilité d'un Plan? Quels pourraient en être les dangers?
- f) Demandez aux élèves de lire la fiche : Les plans quinquennaux et de dresser le bilan de l'utilisation des premiers plans en Union soviétique.

Demandez aux élèves en même temps de documenter les principaux objectifs des premiers plans en URSS. Comme le côté négatif du Plan est peu discuté dans la fiche, nous l'avons davantage développé. Voir le transparent : **Bilan de l'utilisation des premiers plans en URSS** que vous voudriez peut-être partager avec les élèves à la fin de la discussion.

2. Évaluation de l'économie centralisée de type soviétique

- a) En guise d'amorce à cette partie, montrez le transparent : **Centralisation**. Demandez aux élèves d'expliquer le point de vue du caricaturiste. Enchaînez en demandant aux élèves d'identifier les avantages et les désavantages d'une économie décentralisée.
- b) Afin de résumer les points soulevés lors de la discussion, montrez les transparents : **Désavantages et avantages d'une économie décentralisée**.
- c) Demandez aux élèves de lire la fiche : Avantages et désavantages d'une économie centralisée en vue de rédiger un court exposé sur l'efficacité et le bien-fondé de la planification centrale comme système économique.

3. Réformes et transformations

- a) Révisez avec les élèves la nature des réformes en cours en Union soviétique ainsi que dans les anciens alliés de l'URSS (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie etc.).
Mentionnez en particulier les mots clés :
glasnost - (transparence)
perestroïka - (restructuration)
passage d'une économie centralisée à une économie de marché
- b) Demandez aux élèves de dresser une liste des actions à prendre pour «libéraliser» une économie centralisée. Pesez les avantages et les désavantages de chaque action et identifiez les conséquences possibles.
- c) Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Les Soviétiques légalisent la propriété privée des usines et de spéculer sur les raisons pour lesquelles certains Soviétiques s'y opposeraient.
- d) La discussion que vous avez eue ci-haut (b) vous aurait permis d'identifier les difficultés que les autorités soviétiques et d'autres rencontreront à passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Expliquez aux élèves qu'ils vont bientôt lire un article assez difficile tiré du Monde relatif à ces difficultés. Pour faciliter cette lecture, montrez et discutez préalablement le transparent : Les défis du passage du marxisme au marché. Si vous croyez vos élèves capables de lire la fiche de lecture : Du marxisme au marché, sans préalables, vous pourriez utiliser le transparent comme une synthèse.
- e) Faites lire la fiche : Du marxisme au marché et demandez aux élèves de donner leur point de vue sur les chances des autorités soviétiques et est-européennes de transformer leurs économies.
- f) Discutez tout autre développement dans le domaine économique dans ces pays qui a eu lieu depuis la rédaction de ce guide.

C. SYSTÈMES À ÉCONOMIE MIXTE

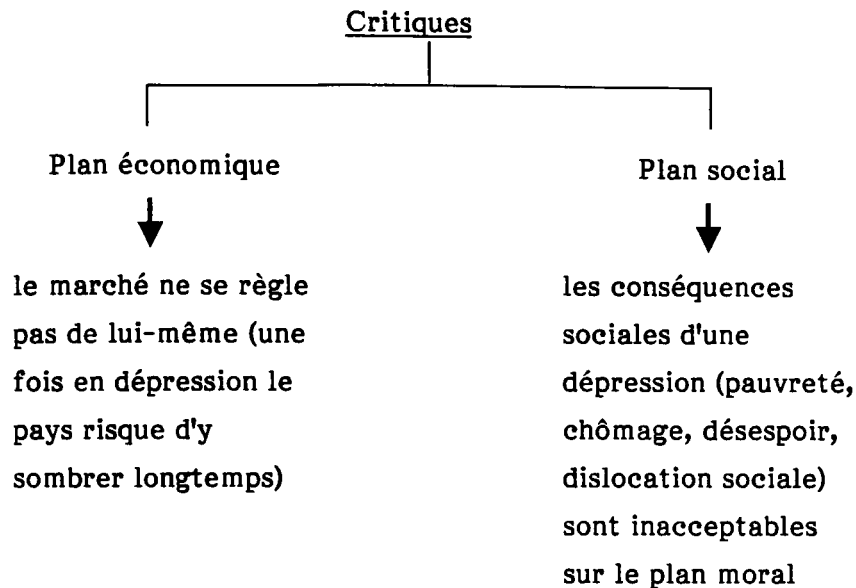
1. John Stuart Mill et le libéralisme réformé

- a) Réviser avec les élèves les critiques dirigées contre l'économie de marché.
- b) Demander aux élèves en groupe ou en plénière de suggérer des solutions possibles aux problèmes soulignés dans (a).
- c) Enchaîner avec une explication brève de la philosophie de John Stuart Mill. Après avoir tracé les grandes lignes de ce libéralisme réformé, demander aux élèves de lire la fiche de lecture : La pensée de John Stuart Mill. Élaborez sur cette lecture en révisant ensemble la fiche : John Stuart Mill et l'intervention de l'État.

2. John Maynard Keynes

- a) Rappelez aux élèves l'impact que l'année fatidique de 1929 a eu sur l'économie mondiale d'une part et sur la théorie du capitalisme style laissez-faire d'autre part.
- b) Revoir avec les élèves le cercle vicieux dans lequel l'économie s'est engagée lors de la dépression.

- c) Faites voir aux élèves les deux critiques majeures dirigées contre le capitalisme lors de la crise de 1929



- d) Demandez aux élèves ce qu'on pourrait faire pour redémarrer l'économie
- augmenter l'offre? Comment?
 - augmenter la demande? Comment?
 - alléger les problèmes sociaux? Comment?
 - baisser le taux de chômage? Comment? etc.
- e) Comparez les réponses des élèves aux idées de Keynes. Faites comprendre l'idée centrale de Keynes (dépenser pour ramener la prospérité) et les dangers y attenant (déficit gouvernemental accru).
- f) Appliquez cette philosophie de dépenses gouvernementales aux problèmes économiques et sociaux de la dépression. Y a-t-il des solutions qui n'ont pas déjà été suggérées qui se présentent?
- g) Pour résumer la philosophie de Keynes, faits lire la fiche de lecture : **John Maynard Keynes**.

3. Le fonctionnement d'une économie mixte

La philosophie keynésienne admet la nécessité parfois d'une intervention gouvernementale dans l'économie. La question se pose donc de savoir dans quels domaines ou par quels biais cette intervention devrait se faire.

- a) Demandez aux élèves en groupe ou seuls de préparer une carte de concepts indiquant les instruments possibles de l'intervention gouvernementale dans une économie mixte. Discutez d'abord en plénière afin de donner des idées à tout le monde.
- b) Partager les idées des élèves et montrez, si besoin est, le transparent : **Instruments de l'intervention gouvernemental** (se trouve également à titre de fiche dans le livret d'élève).
- c) Puisque les élèves ont peu de connaissances économiques, ils éprouvent souvent des difficultés à comprendre certaines notions clés. C'est pourquoi nous avons préparé le transparent : **La politique fiscale et la politique monétaire : une comparaison** (se trouve également à titre de fiche dans le livret d'élève).

Nous vous suggérons de guider les élèves à travers ces idées en leur posant des questions avant de dévoiler la partie appropriée du transparent.

Le tout devrait vous permettre de traiter de :

- la politique fiscale
- la politique monétaire
- la notion d'économie surchauffée ou molle
- le cycle d'affaires
- les stratégies gouvernementales possibles pour ralentir ou stimuler l'économie, selon le cas
- les contraintes auxquelles un gouvernement fait face dans l'utilisation de ces différents instruments

Après avoir discuté tout ceci avec les élèves, demandez-leur de le réviser en lisant les fiches appropriées dans le livret d'élève.

- d) Le dernier transparent aura peut-être soulevé dans l'esprit des élèves des questions relatives à la dette nationale. Pour vous aider à répondre à ces questions, nous avons préparé le transparent : **Quelques notions budgétaires**. Les élèves devraient savoir la différence entre un déficit et la dette et devraient être conscients du débat relatif à la grandeur de la dette actuelle.

4. Le portrait d'une économie mixte : Le Canada

Les buts de cette partie sont :

- i) de permettre à l'élève de s'informer sur l'état de l'économie de son propre pays
- ii) de permettre à l'élève d'acquérir une certaine expérience à lire et à interpréter les graphiques.

Cette partie consiste en un travail à faire seul ou en groupes à partir des fiches de lecture.

Faites des photocopies de la fiche de travail qui se trouve en fin de module : La situation économique et financière canadienne et distribuez-les aux élèves. Demandez aux élèves de répondre aux questions en consultant les graphiques rassemblés sous la rubrique de la fiche : Un portrait de l'économie canadienne - des graphiques.

Discutez des conclusions des élèves et révisez les principales questions.

5. Les idéaux de la social-démocratie

Cette activité a pour but de vous permettre de situer la social-démocratie par rapport aux deux autres systèmes déjà étudiés.

- a) Demandez aux élèves de dessiner 4 colonnes sur une feuille de papier, de les libeller comme suit et de compléter la grille (voir c).
Comparez leurs réponses avec la grille se trouvant incluse dans la fiche :
Les idéaux de la social-démocratie.

	Communisme	Social-démocratie	Capitalisme/ Libéralisme
Origine des croyances (philosophe, auteur etc)			
Méthode de prendre le pouvoir			
Forme de gouvernement			
Forme de planification			
Degré de nationalisation			
La propriété privée			
Pays représentatifs			

- b) Discutez des réponses et identifiez les concepts clés tels que planification indicative, nationalisation etc.
- c) Demandez aux élèves de lire les fiches de lecture : «Le socialisme et la social-démocratie» ainsi que «Les idéaux de la social-démocratie»

A la fin de la lecture, discutez des points suivants :

- la signification des devises communiste et socialiste
- l'origine des croyances. Bien que Keynes ne soit pas à l'origine du socialisme on peut citer son nom comme l'auteur qui a inspiré les sociaux-démocrates.
- les objectifs. Avec quels objectifs les élèves sont-ils d'accord? Avec lesquels ne sont-ils pas d'accord?
- les caractéristiques distinctes du socialisme? Contrastez chaque item de la fiche de lecture avec le communisme et le libéralisme.
- les dangers. Ces dangers sont-ils déjà perceptibles au Canada qui, bien qu'il ne soit pas tout à fait social-démocrate, a tout de même adopté plusieurs idées des sociaux-démocrates?

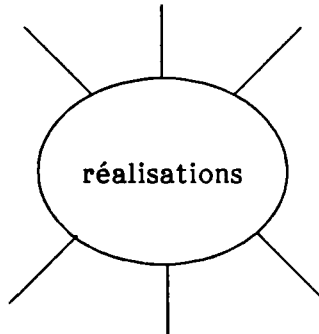
6. La social-démocratie en Saskatchewan

Expliquez aux élèves que le premier gouvernement social-démocrate en Amérique du Nord a vu le jour chez notre voisine la Saskatchewan en 1944.

Ce gouvernement dirigée by Tommy Douglas a adopté une foule de mesures dont plusieurs ont été empruntées par d'autres administrations par la suite.

Dans ce sens, le gouvernement CCF de la Saskatchewan a constitué un foyer d'expérimentation sociale, économique et politique en Amérique du Nord et a établi une culture politique qui reste pour ainsi dire unique en son genre dans cette partie du monde.

- a) Demandez aux élèves de lire la fiche de travail : Une ère socialiste et de préparer une carte schématique indiquant les principales réalisations du gouvernement de Tommy Douglas. La carte pourrait prendre une forme comme celle-ci :



- b) Comparez les cartes des élèves avec le transparent : **Une ère socialiste - la Saskatchewan**
- c) Quelles sont les idées de Douglas qui ont été adoptées par le gouvernement fédéral ou par d'autres provinces?

assurance maladie -	gouvernement fédéral
nationalisations -	Québec (Hydro Québec) Ontario (Ontario Hydro)
droits de la personne -	tous les paliers de gouvernement
assurance automobile -	Manitoba Colombie Britannique Ontario (à voir)
éducation -	tous les gouvernements
travailleurs -	tous les gouvernements à quelques exceptions près

7. La Suède

La Suède est souvent citée en tant que modèle de la social-démocratie. Elle pratique toutefois une social-démocratie très spécifique qui s'écarte en bien des façons de ce à quoi on pourrait s'attendre d'un régime socialiste.

Il est important que les élèves comprennent que la social-démocratie suédoise s'appuie sur un secteur économique privé très dynamique. Les industries en Suède sont pour la plupart entre les mains des particuliers. Pour ce qui est de l'économie donc, la Suède est caractérisée par l'existence d'une économie de marché.

Si le gouvernement s'abstient d'intervenir dans le domaine de la production de la richesse, il n'en va pas de même du côté de la distribution de la richesse. A cet égard, le gouvernement suédois poursuit une politique très interventionniste. Afin de donner à chaque citoyen une chance d'épanouissement égale, le gouvernement a mis en place un réseau de programmes sociaux qui assure le bien-être de la population du berceau jusqu'au tombeau. De ce point de vue, la Suède est le modèle même de l'État-providence.

Cette générosité gouvernementale occasionne évidemment des dépenses considérables qui doivent être couvertes par le biais des impôts et des taxes. C'est pourquoi le haut niveau de taxation est une autre caractéristique de la social-démocratie suédoise.

Les explications pré-liminaires ci-haut doivent aider à situer l'élève et à le préparer aux fiches de lecture qui ont principalement pour buts de l'amener à comprendre plus en détail la spécificité suédoise et à réfléchir sur le bien-fondé de cette alternative aux autres systèmes déjà étudiés.

- a) **Situer la Suède sur une carte mondiale. Donnez les principales caractéristiques de la Suède en comparaison avec celles du Canada**

	Suède	Canada
Population	8.4 million	26 million
Densité de population	19 au km ²	3 au km ²
Population urbaine comme % de la population totale	86	77
Exportation de biens et de services comme pourcentage du PIB (1985)	35	29
Taxes et impôts comme pourcentage du PIB (1982)	50.3	34.9
% d'emploi au secteur public	8.0	4.5

- b) **Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : La Démocratie et l'entreprise publique en vue de faire l'exercice suivant.**

Exercice - Demandez aux élèves de préparer un précis de la lecture à partir des rubriques suivantes :

- **La Social-démocratie : Valeurs de base**
- **Le programme des sociaux-démocrates en Suède**
- **Le système démocratique en Suède**
- **Les services publics en Suède**
- **La taxation en Suède**

Discutez des points saillants sous chaque rubrique.

- c) **Pour une idée plus récente de l'expérience suédoise, demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Le dilemme suédois et de faire un bilan de l'économie suédoise à l'heure actuelle.**

8. La social-démocratie aujourd'hui

- a) Demandez aux élèves d'identifier les provinces et les pays qui ont des gouvernements sociaux-démocrates.

Discutez des chances des sociaux-démocrates (NPD) de prendre le pouvoir en Alberta. Quel secteur de la population serait enclin à voter NPD? Pourquoi? Quel secteur y résisterait? Pourquoi?

- b) Demandez aux élèves de lire la fiche de lecture : Le capitalisme contre Keynes. Expliquez qu'il s'agit d'un procès imaginaire. Demandez aux élèves de répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi, selon Keynes, la théorie d'Adam Smith n'a-t-elle pas fonctionné ce siècle?
- Pourquoi, selon Keynes, serait-il impossible de retourner à un système de capitalisme pur?
- Pourquoi Keynes cite-t-il le Japon comme exemple d'une économie mixte?

- c) Une des critiques du capitalisme de la part des sociaux-démocrates et des Marxistes concerne le rôle des travailleurs. Selon les critiques, les capitalistes exploitent les travailleurs de plusieurs façons : ils s'accaparent de la plus-value (des profits). Ils aliènent le travailleur du fruit de son travail, ils excluent les voix des travailleurs du processus de gestion et de la prise de décision.

Les sociaux-démocrates ont tenté de résoudre ce problème en nationalisant certaines entreprises. De cette façon, l'entreprise appartenait à tous les citoyens, et non pas aux particuliers. L'entreprise publique, toutefois, peut mener à l'inefficacité, comme nous l'avons vu dans les pays de l'est.

Y a-t-il d'autres solutions aux problèmes posés par le capitalisme à cet égard?

Amenez les élèves à discuter de la possibilité pour les travailleurs (ou producteurs) de posséder l'entreprise. Ceci vous permettra de discuter de choses telles que les coopératives (Alberta Wheat Pool, UFA Coop, etc) et les entreprises possédées par les producteurs (l'abattoir Fletcher's à Red Deer).

Demandez ensuite aux élèves de lire la fiche : Les syndicats québécois deviennent amateurs des nouvelles voies capitalistes relative à une expérience innovatrice tentée au Québec.

Demandez aux élèves d'expliquer le fonctionnement du fonds de solidarité. Est-ce qu'ils pensent qu'un tel fonds est une bonne idée? Quels en sont les coûts et les bénéfices?

- d) Divisez la classe en groupes. Demandez-leur de lire les deux fiches de travail : Un survivant politique de la France, Un manifeste socialiste et demandez-leur : n'y a-t-il pas des choses que l'argent ne peut acheter? - en vue d'identifier les valeurs humaines et politiques qui sous-tendent les croyances de Michel Rocart et de Bob Rae.

Demandez-leur de déterminer en quoi les croyances des deux hommes sont compatibles avec la social-démocratie et en quoi elles s'en écartent.

Chaque groupe fait son rapport. Discutez en classe.

CONCLUSION

Évaluer les solutions possibles en utilisant l'information recueillie et prendre une décision, planifier ou passer à l'action.

Pour les deux dernières étapes du modèle de prise de décision qui nous intéresse ici, nous suggérons l'organisation d'une table ronde.

A cette occasion, demandez aux élèves de se regrouper selon leurs tendances économiques (libérale, communiste ou social-démocrate) et :

- de préparer une explication de leur position
- de préparer cinq questions à poser à chaque autre équipe (une personne différente doit y répondre à chaque fois)
- un plan d'action (qui répond à la question : Que faire maintenant que je crois au libéralisme, au communisme ou à la social-démocratie?)

A la fin de la discussion, passez au vote en ce qui concerne la question d'ordre social initial «Le gouvernement devrait-il intervenir dans l'économie».

Vu l'impopularité fréquente de la solution communiste, vous pourriez demander à quelques élèves de bien vouloir défendre cette position ou vous pourriez la défendre vous-même.

Révisez le rappel (livret d'élève) avec les élèves en vous assurant qu'ils ont compris les généralisations.

SYNTHÈSE

Cette synthèse s'inspirera des questions d'enquête et donnera lieu, de la part des élèves, à un exposé sur un des sujets suivants :

Quelles ressemblances et différences existent-ils entre la théorie idéologique et la pratique des divers systèmes économiques?

De quelle façon le gouvernement canadien intervient-il dans le système économique du Canada?

Comment les droits et les responsabilités sont-ils traités dans les divers systèmes économiques?

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE CANADIENNE

1. Le Produit national brut

Comparez la croissance économique du Canada avec celle d'autres pays pour les années 1966 - 1984

Contrastez la croissance économique des différentes provinces pour les années 1987 - 1988. Qu'est-ce qui explique, à votre avis, la piètre performance des économies du Manitoba et de la Saskatchewan?

2. Les exportations

Contrastez la part des exportations dans le produit intérieur brut du Canada avec celle d'autres pays.

Quelles sont les implications d'un pourcentage si élevé?

3. Les déficits budgétaires

Contrastez les derniers exercices financiers quant à leur rapport avec le Produit intérieur brut. Quelles sont les tendances?

Contrastez les déficits canadiens à ceux d'autres pays. Quelles conclusions en tirez-vous?

4. Frais de la dette

Combien de cents par dollar de revenu le gouvernement fédéral, affecte-t-il au paiement des frais de la dette?

Contrastez avec les provinces. Quelles provinces affectent le moins d'argent aux frais de la dette? Pourquoi?

Quel pourcentage la dette publique nette représente-t-elle du PIB au niveau fédéral? au niveau des provinces?

5. Le budget et les dépenses gouvernementales

Comparez les principaux postes de dépenses pour tous les gouvernement au Canada pris ensemble.

A quoi affecte-t-on le plus d'argent?

Comparez la situation au Canada avec celle des autres pays.

6. La politique fiscale

Contrastez les augmentations d'impôt aux différents paliers de gouvernement. Que constate-t-on?

Quelles ont été les contributions des sociétés (entreprises) au revenue gouvernemental?

Examinez les tendances actuelles quant à l'augmentation des dépenses aux différents paliers de gouvernement.

7. Conclusion

En vos propres paroles, évaluez la situation financière et économique du Canada.

MODULE 4

FACE AU PRÉSENT

FACE À L'AVENIR

MODULE 4 : FACE AU PRÉSENT, FACE À L'AVENIR

OBJECTIFS :

Connaissances : À la fin de ce module, l'élève aura acquis les connaissances et compris les concepts et généralisations suivantes :

- systèmes politiques et économiques en place dans un pays donné;
- les éléments communs du capitalisme, du communisme, et de la social-démocratie;
- les principes fondamentaux d'au moins un système alternatif.

Habilités : À la fin de ce module, l'élève aura amélioré son habileté à :

- mener à bien un projet de recherche;
- écrire un exposé de façon claire et précise;
- analyser les systèmes politiques et économiques en vue de déceler les valeurs et principes sous-jacents;
- travailler en groupe.

Attitudes : À la fin de ce module, l'élève fera davantage preuve :

- de curiosité envers d'autres valeurs politiques et économiques que celles étudiées auparavant;
- d'esprit critique et analytique.

RESSOURCES :

- Cahier de l'élève

DÉMARCHE :

A. ÉTUDES DE CAS

Le but de cette partie est de permettre aux élèves de mettre en application les connaissances et les habiletés acquises lors de l'étude des trois premiers modules. Cette «mise en application» s'effectuera par le biais d'un projet de recherche sur les systèmes politiques et économiques d'un pays choisi par les élèves. Les élèves peuvent travailler seul ou en groupes, comme bon vous semble.

En guise d'amorce à ce projet, vous pourriez montrer le transparent : **Une Surprise** aux élèves. Demandez-leur d'expliquer le message transmis par le caricaturiste. Que peut-on conclure quant au pays et quant au système politique en place dans ce pays? Quand la discussion est terminée, veuillez procéder à la prochaine étape.

Encouragez chaque élève ou chaque groupe à choisir un pays qui les intéresse et qui, mieux encore, fait la manchette des actualités. De cette façon, le projet de recherche sera, à leurs yeux, plus pertinent et les aidera à comprendre un sujet qui revêt une certaine importance.

Révisez avec les élèves les pistes du projet de recherche qui se trouvent sous forme de la fiche de lecture : Projet de recherche : pistes de réflexion. Ces pistes sont suggérées pour rappeler à l'élève les différentes composantes des systèmes politiques et économiques. Elles servent donc à la fois de révision et de tremplin pour l'exploration des aspects politiques et économiques d'un autre pays.

Discutez la forme de présentation avec les élèves ainsi que la grille de notation.

B. NOUVEAUX DÉPIS

Le but de cette partie du module est de sensibiliser les élèves à l'existence de nouveaux problèmes et de nouvelles idées qui contestent ou qui mettent en doute les croyances et les pratiques politiques et économiques traditionnelles.

Cette discussion les encouragera à sortir des chemins battus du capitalisme, du socialisme et du communisme afin de voir d'autres alternatives et d'autres façons de concevoir le monde et les rapports que l'humanité entretient avec ce monde.

Jusqu'à maintenant, nous avons étudié les croyances et les principes qui différencient les systèmes politiques et économiques les uns des autres. Nous suggérons que vous abordiez ce nouveau sujet en demandant aux élèves de réfléchir sur ce que le capitalisme, le communisme et la social-démocratie ont en commun.

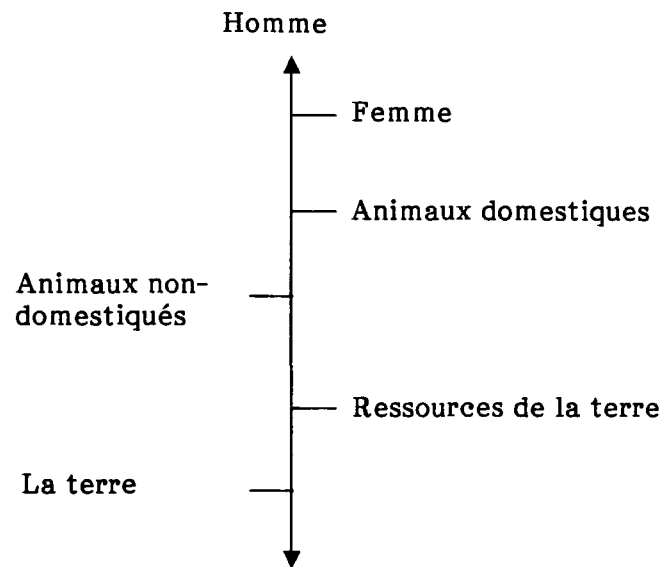
Afin d'aider les élèves dans cette démarche qui s'avérera probablement difficile pour eux, montrez l'acétate : «Capitalisme, Communisme et Social-démocratie - Éléments en commun.» Demandez aux élèves d'expliquer en quoi consiste les 4 éléments identifiés (matérialisme, définition du progrès, façon de voir la terre comme «objet» et vision de l'être humain) et de quelle façon les trois idéologies entretiennent les points de vue semblables quant à ces éléments.

Pour vous aider à alimenter la discussion, nous examinons ces idées ci-dessous :

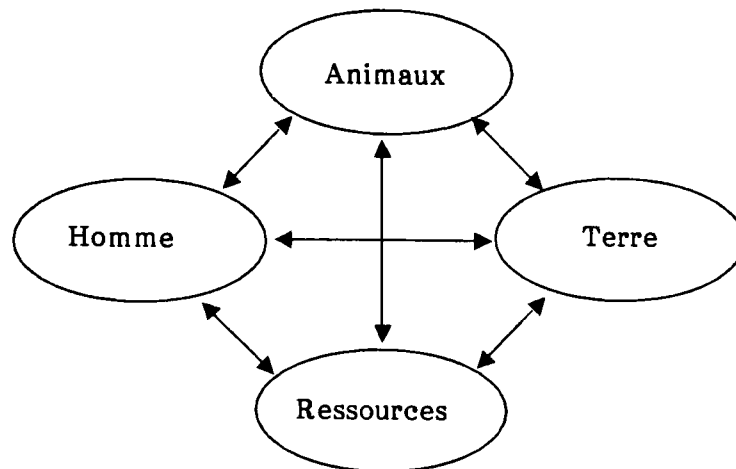
- 1) Le matérialisme - le matérialisme se réfère à une philosophie de vie selon laquelle un des buts principaux sinon le but principal de la vie est d'améliorer les conditions matérielles dans lesquelles nous vivons. L'être humain, par conséquent, doit s'efforcer d'acquérir des objets qui rendra sa vie plus agréable, plus confortable. Qu'on acquiert ces objets pour soi-même (capitalisme) ou pour la communauté toute entière (socialisme ou communisme) ne change rien au fait que l'acquisition elle-même devient un but et un point par rapport auquel nous jugerons notre réussite ou échec.
- 2) Le développement - dans les trois systèmes sous discussion, le développement est défini de façon linéaire et matérialiste. Le terme «linéaire» suggère l'existence d'une ligne qui se prolonge de façon infinie vers un développement de plus en plus complet et sophistiqué. L'étape actuelle du développement d'un pays donné occuperait un point sur cette ligne. Le terme «matérialiste» réfère à la tendance de définir le développement par rapport au produit national brut et aux indicateurs de la richesse matérielle et financière d'un pays.
Dans les trois systèmes sous discussion, l'industrialisation est devenu un des instruments privilégiés pour réaliser le développement.
- 3) La terre comme objet - la préoccupation déjà soulignée des trois systèmes pour un développement conçu surtout sous l'angle économique et industriel a relégué la terre au rang de ressource à exploiter afin d'en tirer profit. Selon cette conception des choses, la terre est un objet, une chose dont l'être humain se sert pour atteindre ses objectifs à lui. L'être humain se voit supérieur à la terre et à part de la terre. Cette façon de voir la terre

est à contraster avec une autre vision qui conçoit la terre comme un tout, comme un organisme vivant dont l'être humain fait partie. Selon cette dernière conception, en faisant du mal à la terre, l'être humain se fait du mal à lui-même, car il est intimement lié à la terre et ce qui affecte cet organisme l'affecte lui aussi.

- 4) la vision de l'être humain - la vision traditionnelle de l'être humain le met au sommet d'une hiérarchie qu'on pourrait schématiser comme suit :



La nouvelle vision de l'«Homme» le voit comme un élément d'un réseau d'interactions planétaires . L'homme affecte son environnement et est affecté par cet environnement. On pourrait schématiser ce rapport comme suit :



Demandez aux élèves s'ils connaissent des alternatives aux idéologies déjà étudiées - des alternatives qui adoptent un autre point de vue sur le progrès, sur l'écosystème ou sur le but de la vie en général. S'ils n'en connaissent pas, est-ce qu'ils peuvent concevoir des alternatives. Quels seraient les principes fondamentaux de ces alternatives?

Divisez la classe en groupes en donnant à chaque équipe soit la fiche de lecture «Parti vert du Québec» soit la fiche «Le système d'économie bouddhiste». Demandez à chaque équipe d'identifier les valeurs et les principes fondamentaux de chaque philosophie, de les contraster avec les principes des systèmes idéologiques déjà étudiés et de présenter le tout à la classe. Vous pourriez demander aux élèves d'imaginer un scénario d'avenir basé sur ces principes et valeurs - Quels en seraient les avantages et les inconvénients :

- pour les êtres humains
- pour les plantes et animaux
- pour la terre

et que faudrait-il changer pour qu'un tel scénario soit réalisable.

Conclusion

Vérifiez quelles élèves peuvent expliquer et donner des exemples des généralisations contenues à la page «Rappel»

Synthèse finale et révision

Cette dernière synthèse vous donnera une autre occasion de pratiquer la rédaction d'un essai argumentatif.

Nous vous proposons, à cet effet, les sujets suivants :

- Jusqu'à quel point les systèmes politiques et économiques devraient-ils accorder plus d'importance au bien commun aux dépens des intérêts individuels?
- Le gouvernement devrait-il intervenir dans le système économique pour protéger les intérêts de la société?

Quant à la révision, nous vous laissons la responsabilité de déterminer le domaine où vos élèves ont le plus besoin d'aide. Vous pourriez par ailleurs demander aux élèves une évaluation de l'unité. Cela pourrait être utile pour rectifier le tir le prochain semestre.

TRANSPARENTS

INDEX DES TRANSPARENTS

MODULE 1

- TR 1 Domaines de la vie publique
- TR 2 Valeurs : Domaine politique
- TR 3 Valeurs : Domaine économique
- TR 4 Valeurs : Domaine social
- TR 5 Valeurs : Domaine environnemental
- TR 6 Valeurs : Domaines culturel et linguistique
- TR 7 Analyse d'une valeur : la famille
- TR 8 L'interventionniste et l'individualiste
- TR 9 Champs d'intervention gouvernementale - l'expérience canadienne
- TR 10 Intervention : domaine culturel
- TR 11 Intervention : domaine social
- TR 12 Développement historique des théories politiques et économiques

MODULE 2A

- TR 13 Émergence de l'individualisme
- TR 14 Le système parlementaire canadien
- TR 15 Le système présidentiel américain
- TR 16 Fédéralisme et unitarisme
- TR 17 Distribution des pouvoirs législatifs au Canada
- TR 18 Résultats des élections les plus récentes au Canada
- TR 19 Des élections intéressantes
- TR 20 Systèmes de partis
- TR 21 Chefs de gouvernement au Canada depuis la Confédération

MODULE 2B

- TR 22 Images de dictateurs
- TR 23 Avantages et désavantages des dictatures
- TR 24 Tableau des dictatures
- TR 25 Formes de pouvoir en régimes dictatoriaux

- TR 26 Le totalitarisme communiste
- TR 27 Caricature
- TR 28 Les fondements philosophiques du fascisme
- TR 29 Le contexte de la montée du nazisme
- TR 30 Traits saillants de la dictature hitlérienne

MODULE 3

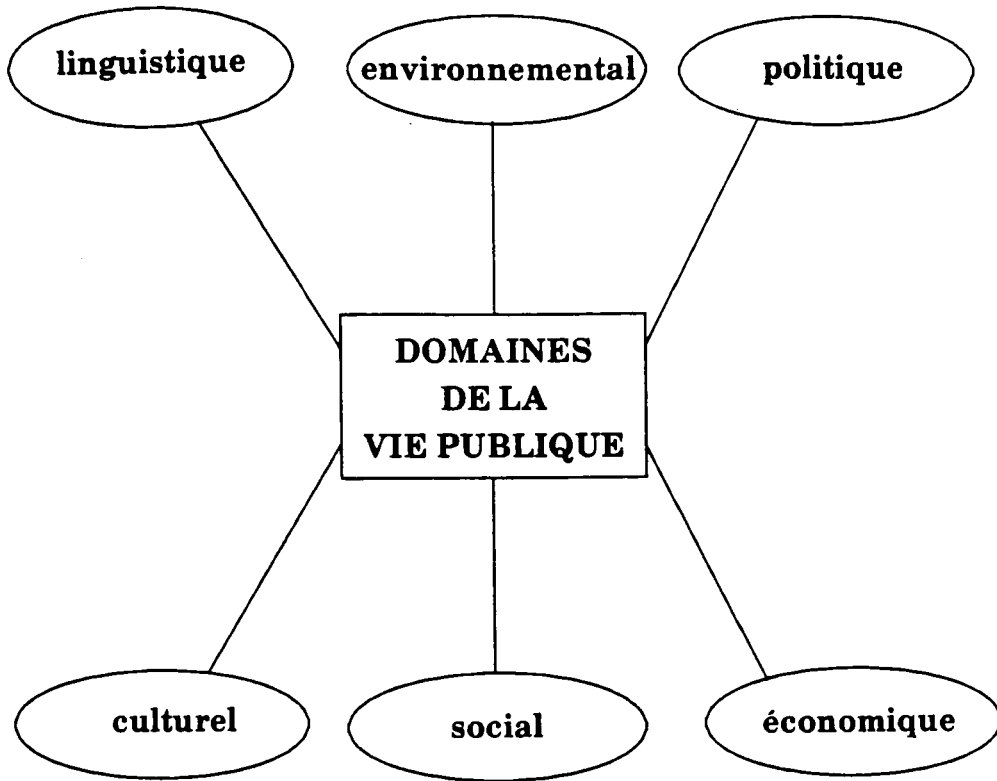
- TR 31 Modèle de prise de décisions
- TR 32 L'Ouest
- TR 33 Plan de recherche
- TR 34 Le libéralisme économique
- TR 35 Économie libérale - Concepts et termes clés
- TR 36 La structure d'un modèle du système des prix
- TR 37 La courbe de l'offre et de la demande
- TR 38 L'offre et la demande pour les œufs
- TR 39 Entraves possibles à la concurrence en système capitaliste
- TR 40 Réponses possibles aux tentatives d'entraver la concurrence
- TR 41 Ceux qui ne payent pas
- TR 42 Conséquences nocives du capitalisme
- TR 43 La Grande Dépression - Causes
- TR 44 La Grande Dépression - Le cercle vicieux
- TR 45 Conséquences de la Grande Dépression
- TR 46 Réponses à la Grande Dépression
- TR 47 U.R.S.S. - Rappel historique
- TR 48 Organisation d'une économie centralisée
- TR 49 La planification centrale en U.R.S.S.
- TR 50 Bilan de l'utilisation des premiers plans en U.R.S.S.
- TR 51 Centralisation
- TR 52 Désavantages d'une économie centralisée
- TR 53 Avantages d'une économie centralisée
- TR 54 Les défis du passage du marxisme au marché libre
- TR 55 Instruments de l'intervention gouvernementale
- TR 56 La politique fiscale et la politique monétaire : Une comparaison
- TR 57 Quelques notions budgétaires
- TR 58 Une ère socialiste - La Saskatchewan

MODULE 4

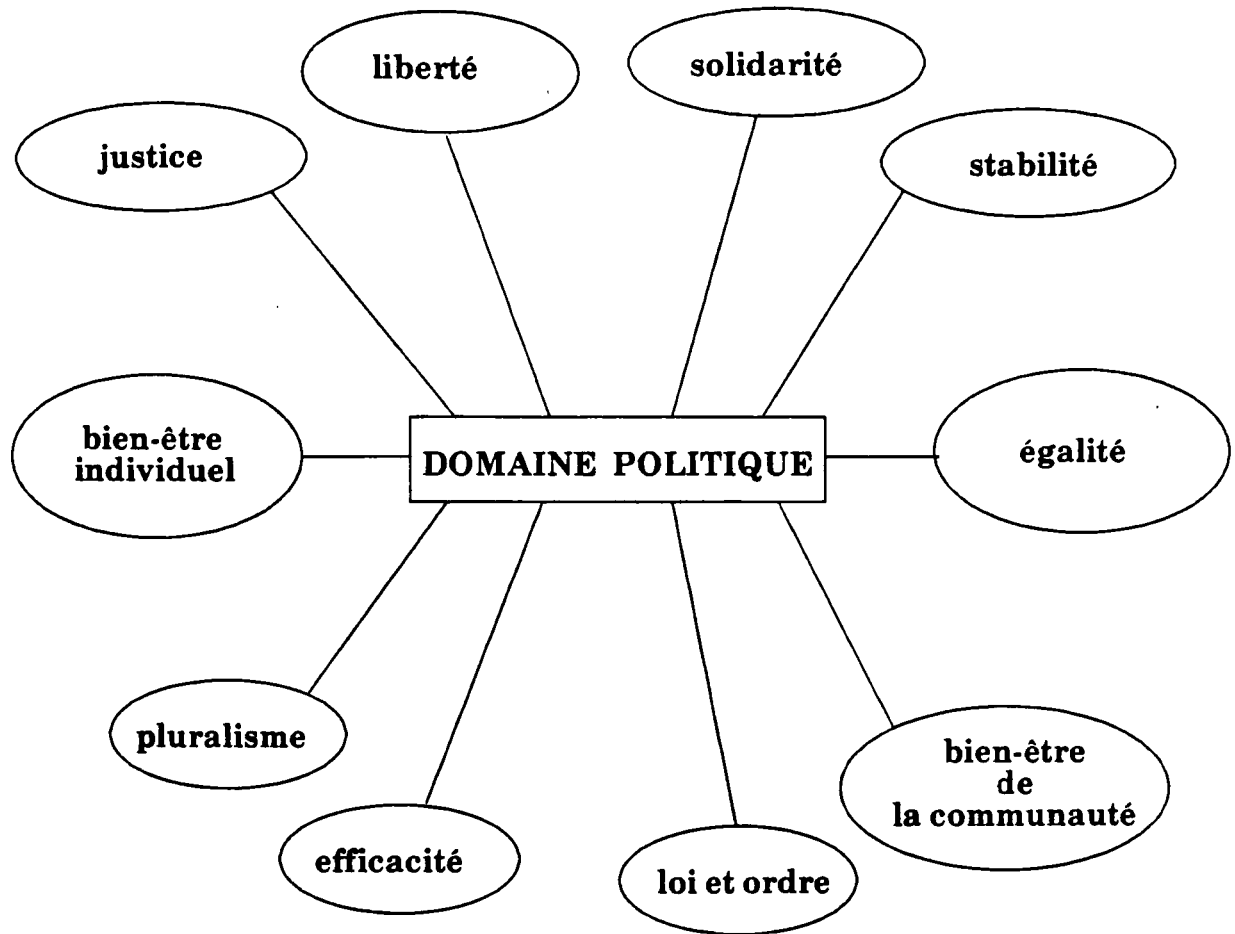
TR 59 Une surprise

TR 60 Capitalisme, Communisme et Social-démocratie : Éléments communs

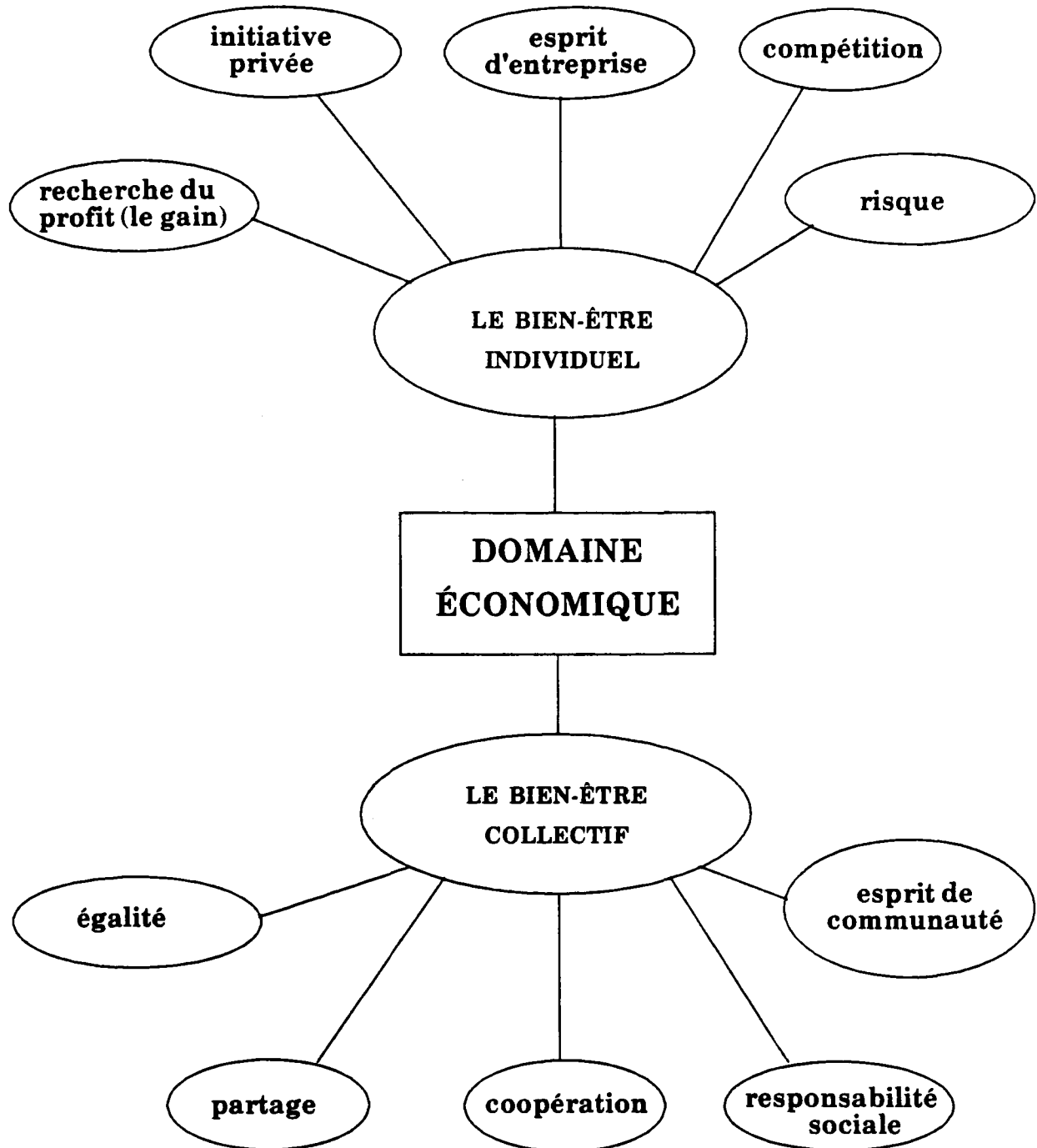
DOMAINES DE LA VIE PUBLIQUE



VALEURS : DOMAINE POLITIQUE

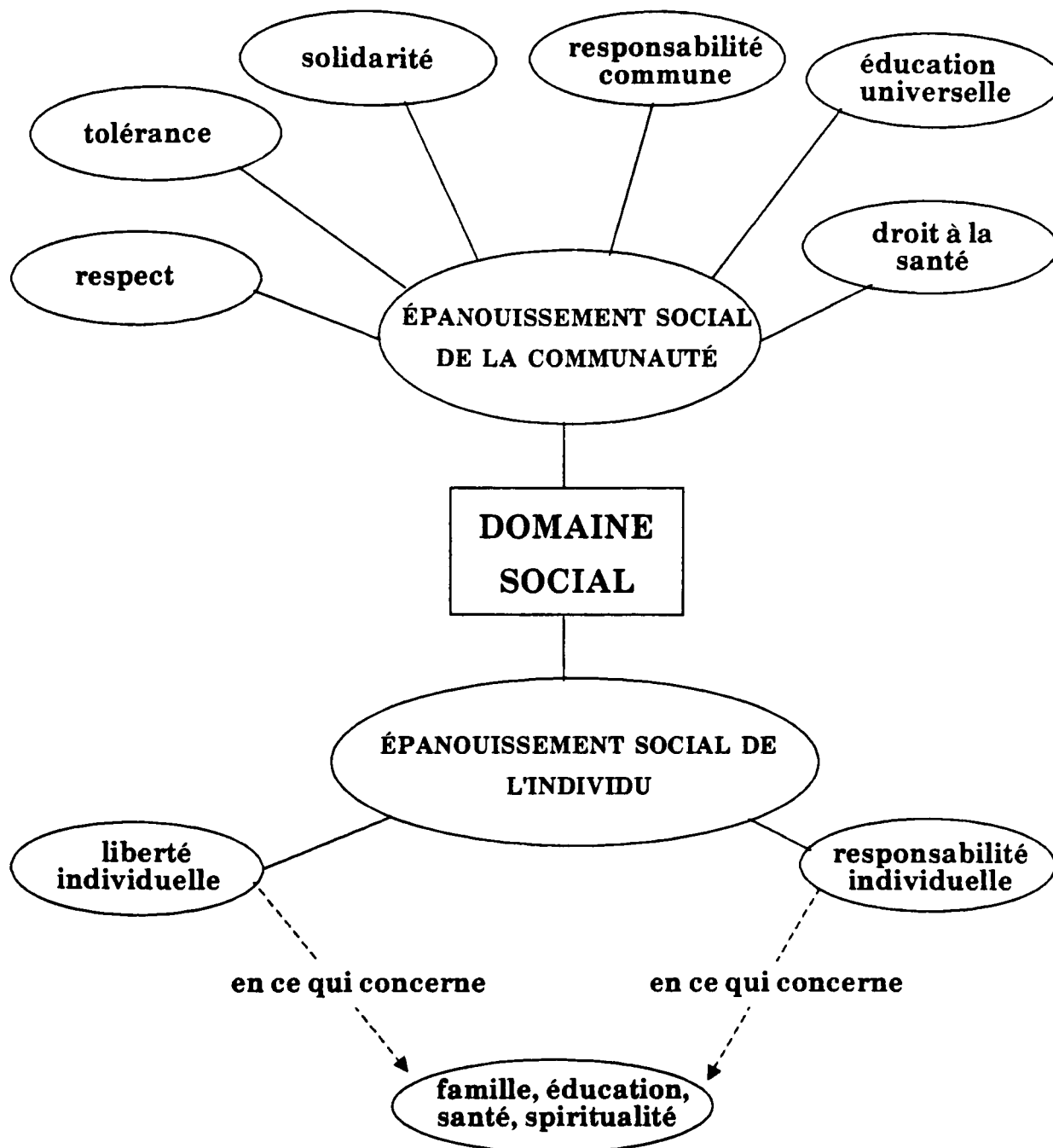


VALEURS : DOMAINE ÉCONOMIQUE



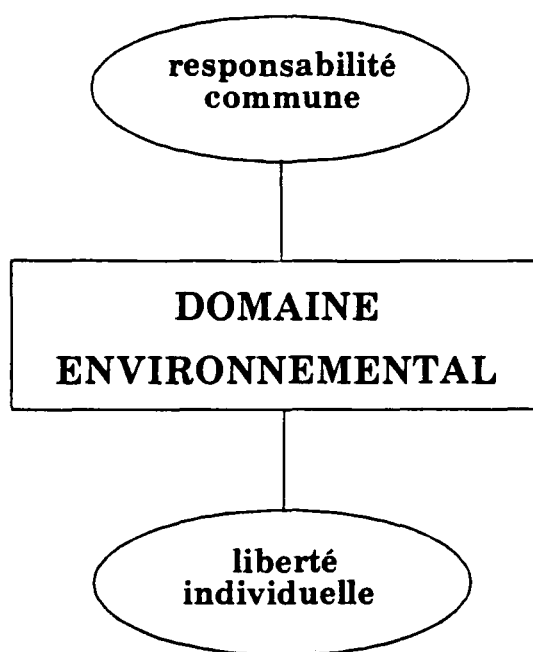
Examinez les forces et les faiblesses de chacun de ces attributs.

VALEURS : DOMAINE SOCIAL



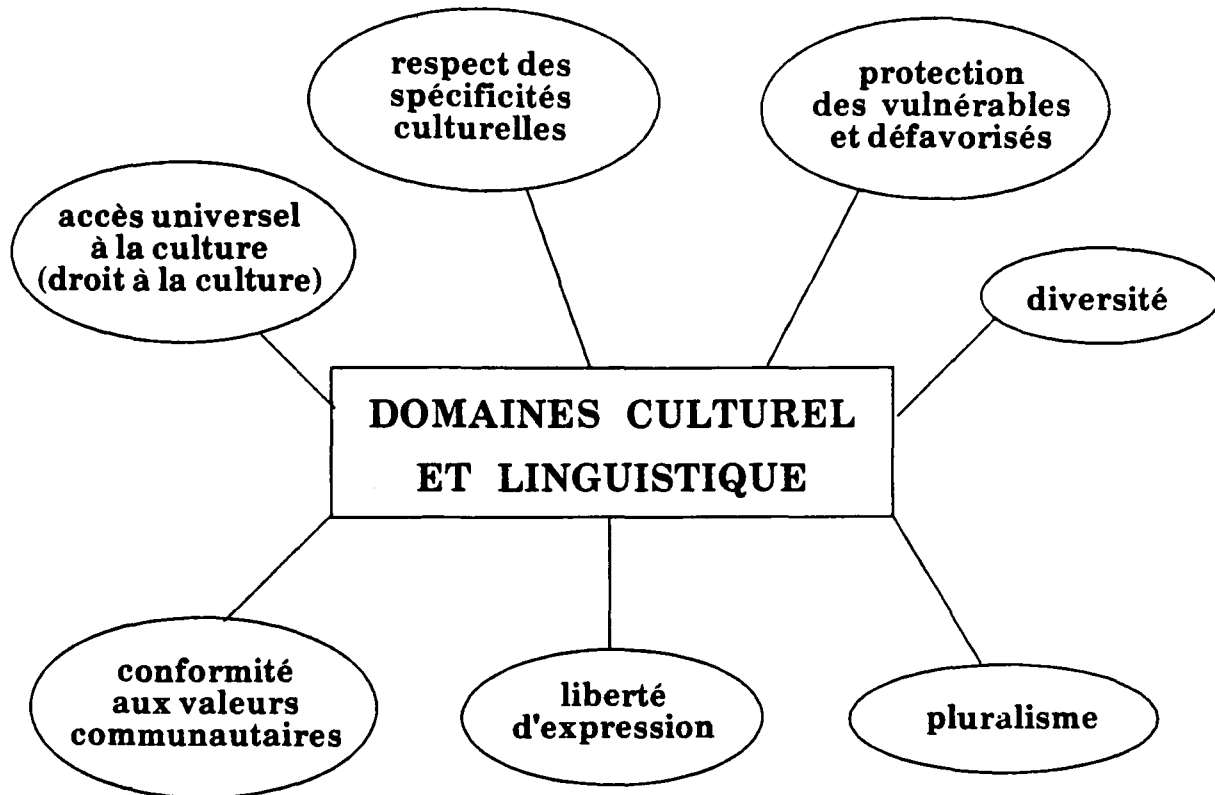
VALEURS : DOMAINE ENVIRONNEMENTAL

**L'environnement est vu comme une richesse commune à toute l'humanité.
Ainsi avons-nous une responsabilité commune de ne pas violer son
harmonie naturelle.**



**L'environnement est vu comme une autre ressource sur laquelle l'individu
peut exercer son initiative, son esprit d'entreprise et son avidité.**

VALEURS : DOMAINES CULTUREL ET LINGUISTIQUE



ANALYSE D'UNE VALEUR : LA FAMILLE

Valeur/Principe	Mesures à prendre
<p>la famille</p> <p>Nous croyons que la famille est à la base de toute société saine.</p> <p>Nous désirons donc prendre toutes les mesures possibles pour permettre à la famille de rester unie, de vivre ensemble et de s'épanouir.</p>	<p>mesures légales</p> <ul style="list-style-type: none"> - rendre le divorce impossible et le mariage indissoluble - criminaliser la contraception <p>mesures sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> - établir des garderies dans les lieux de travail - payer les mères pour rester à la maison - accorder des primes aux familles avec de nombreux enfants - renforcer la responsabilité des parents dans l'éducation de leurs enfants - favoriser les sports (par la construction de complexes sportifs par exemple) qui permettent la participation de toute la famille <p>mesures fiscales</p> <ul style="list-style-type: none"> - accorder des avantages fiscaux (alléger l'impôt) aux familles nombreuses - supprimer les taxes (la T.P.S. par exemple) sur les articles de première nécessité pour élever les enfants (nourriture, vêtements, livres) <p>mesures économiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - embaucher en priorité les pères et les mères de famille qui sont mariés et qui vivent avec leurs conjoint(e)s

Parmi les mesures suggérées, lesquelles seraient acceptables et inacceptables dans notre société contemporaine? Pourquoi?

L'INTERVENTIONNISTE ET L'INDIVIDUALISTE

	L'interventionniste (gauche)	L'individualiste (droite)
Vision de l'être humain	<ul style="list-style-type: none"> • l'homme est bon, généreux, consciencieux, gentil mais vulnérable quand il est seul • la personne s'épanouit en tant que membre de la communauté humaine 	<ul style="list-style-type: none"> • l'homme est égocentrique, paresseux et cruel, mais plein de ressources • sa survie et son épanouissement dépendent de lui seul • l'homme est un être rationnel capable de s'occuper de ses propres intérêts
Le gouvernement doit :	<ul style="list-style-type: none"> • prendre des mesures pour favoriser le développement et l'épanouissement de chaque être • protéger les faibles et les défavorisés • prévenir les abus des plus forts • prendre des mesures pour favoriser l'intégration de chaque personne dans sa communauté 	<ul style="list-style-type: none"> • ne pas déranger l'ordre naturel • ne pas intervenir dans la vie des gens • se limiter dans ses activités à la protection des droits de l'individu
Dangers	<ul style="list-style-type: none"> • brime l'initiative des individus entrepreneurs • conduit au développement d'une société conformiste, bureaucratifiée, peu encline au risque ou à l'innovation, médiocre, paresseuse • l'individu créatif et original risque d'étouffer au milieu du conformisme social 	<ul style="list-style-type: none"> • conduit au développement d'une société injuste, inégale, avare, privée de conscience morale, mesquine, sans humanité • domination des plus forts et des plus riches • conduit à l'aliénation et à la démoralisation des travailleurs

CHAMPS D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE L'EXPÉRIENCE CANADIENNE

Domaine économique

- nationalisations (le contraire des privatisations)
- subventions aux entreprises/ industries
- subventions aux producteurs (fermiers, pêcheurs, etc.)
- politique fiscale (recettes et dépenses gouvernementales)
- politique monétaire (taux d'intérêt et masse monétaire)
- conditions de travail
- salaire minimum
- heures de travail
- vacances payées
- assurance-chômage

Droits collectifs

- droit aux écoles confessionnelles (Ont., QC., Sask., Alb.)
- droits des autochtones
- droit à une éducation dans une langue officielle minoritaire
- droits des minorités

Domaine social

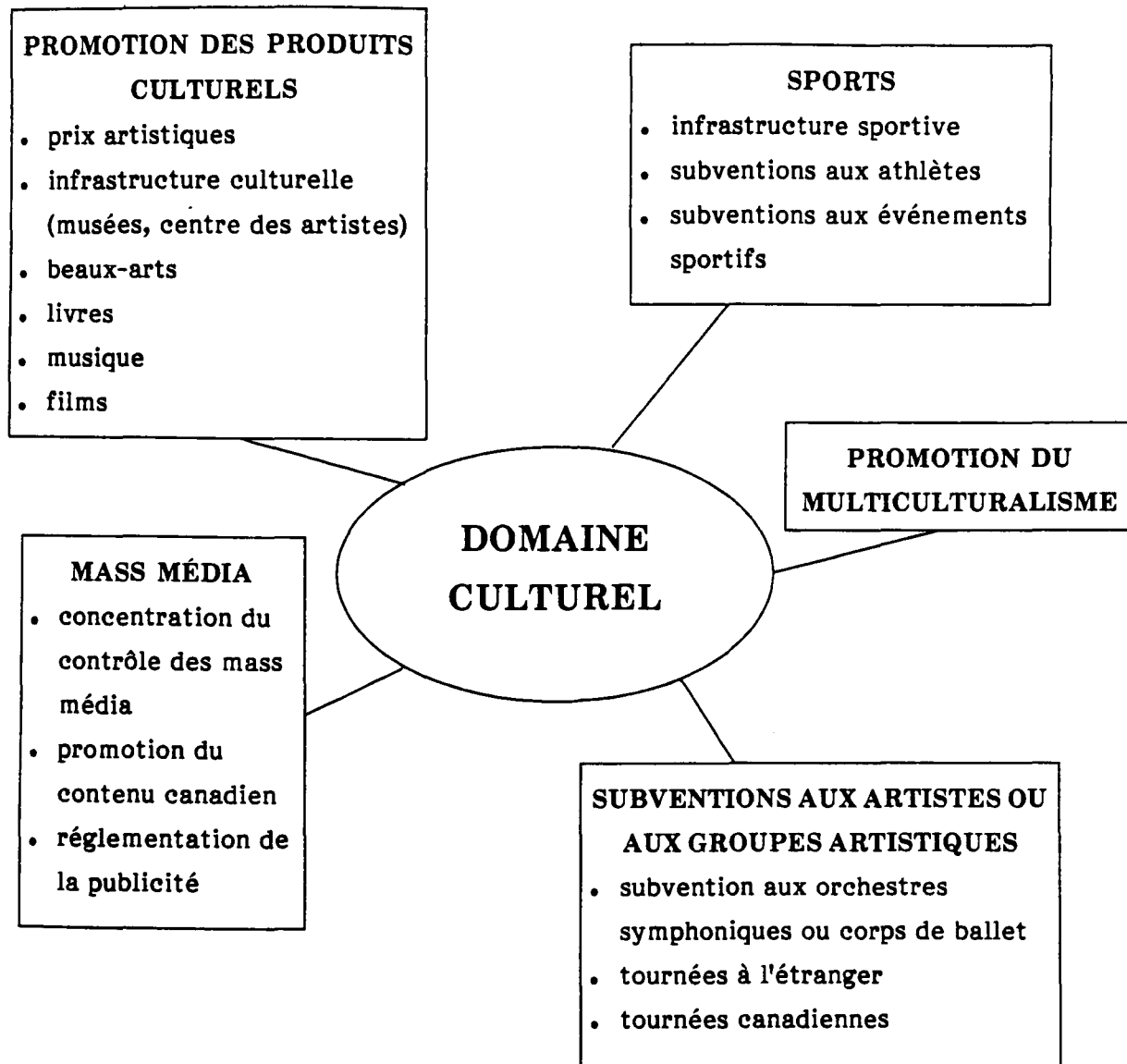
- lois sociales (peine capitale, avortement, censure, discrimination)
- pratiques d'embauche - «action affirmative»
- éducation - infrastructure, curriculum, organisation
- santé - infrastructure, assurance médicale

Domaine culturel - linguistique

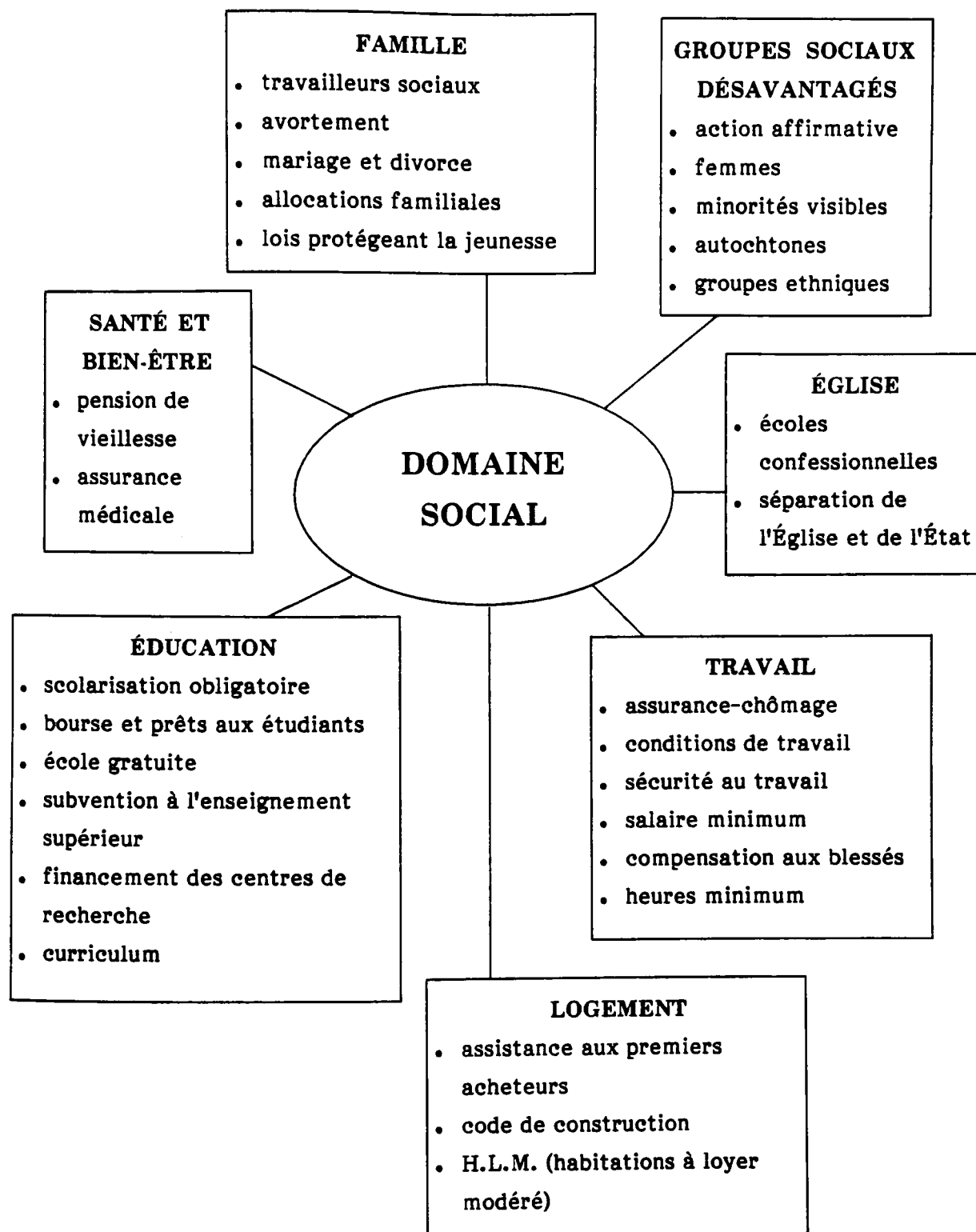
- création d'une infrastructure culturelle (Radio-Canada, musées, centres sportifs)
- subventions aux groupes culturels (groupes de danse, chanteurs, orchestres symphoniques)
- programme d'appui aux groupes minoritaires de langue officielle
- promotion du bilinguisme
- promotion du multiculturalisme

Libertés fondamentales

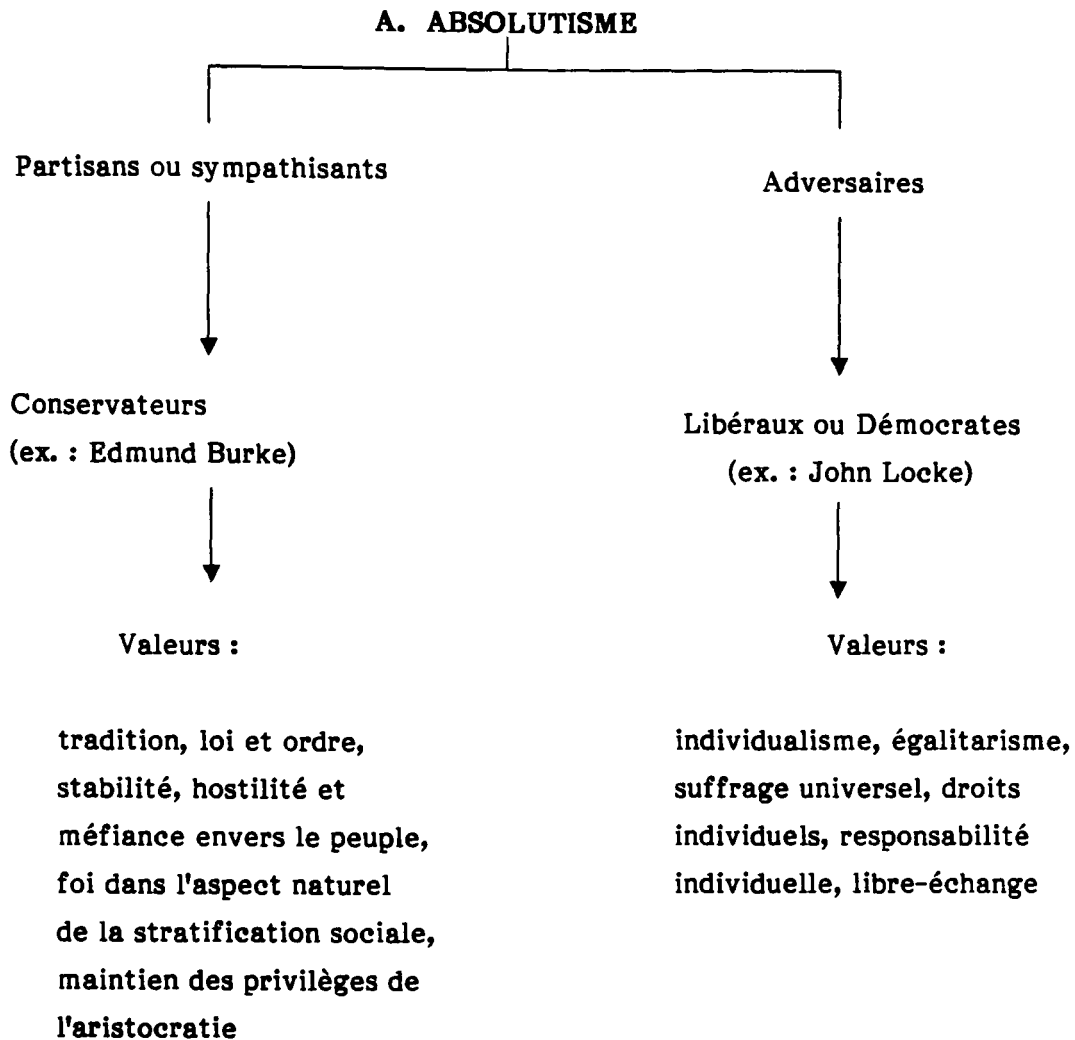
- lois garantissant les droits fondamentaux (Charte des droits, etc.)
- établissements des Commissions des droits de la personne

INTERVENTION : DOMAINE CULTUREL

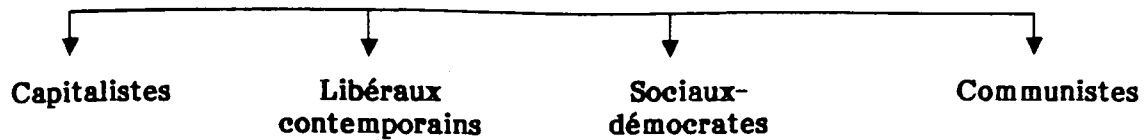
INTERVENTION : DOMAINE SOCIAL



DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DES THÉORIES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES



B. LIBÉRAUX (ADVERSAIRES AU CONSERVATISME)

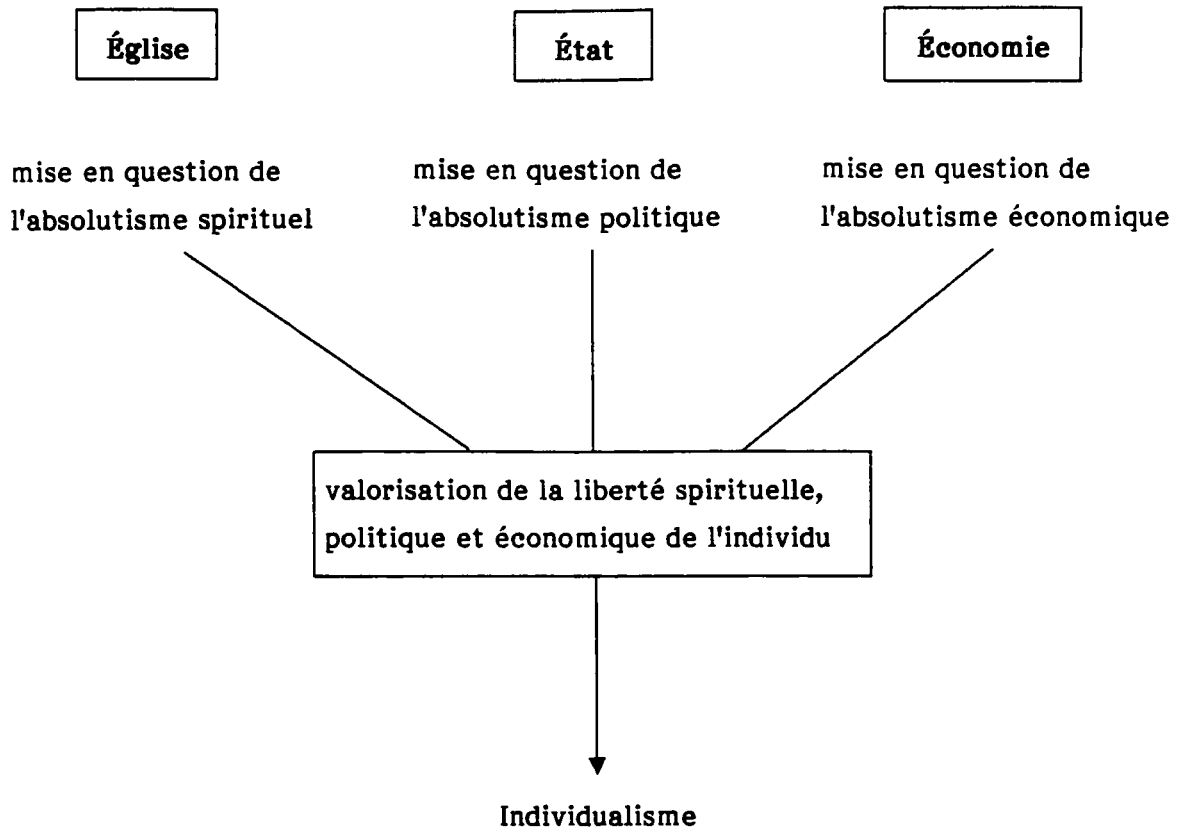


Valeurs :	Valeurs :	Valeurs :	Valeurs :
initiative privée	libertés individuelles	libertés sociales	égalité
entreprise privée	correction des abus du capitalisme	égalitarisme	contrôle total de l'État
responsabilité individuelle	économie mixte	bien-être collectif	lutte des classes
droits économiques	conscience sociale	priorité à la communauté	coopération obligatoire
laissez-faire	équilibre entre bien-être personnel et bien-être collectif	coopération	socialisation des biens de production
profit personnel		justice sociale	
bonheur personnel		libertés personnelles qui n'affectent en rien la liberté des autres	
compétition			
matérialisme			
bien-être individuel		économie mixte	
(appelés aussi parfois les libéraux classiques)		la solidarité	

**C. THÉORIES ET PRATIQUES :
LE VISAGE POLITIQUE DES THÉORIES CONTEMPORAINES**

	Gauche	Centre	Droite (mélange de conservateurs et de capitalistes)	
Valeurs écono- miques	<ul style="list-style-type: none"> • entreprises publiques • coopératives • égalité économique • bien-être collectif • intervention de l'État • coopération • solidarité • travail comme moyen de s'épanouir et de contribuer à la société 	<ul style="list-style-type: none"> • équilibre entre le bien-être individuel et le bien-être collectif • équilibre entre libertés économiques et responsabilité de l'État d'intervenir pour corriger les abus du système de marché libre 	<ul style="list-style-type: none"> • bien-être individuel • initiative privée • entreprise privée • libertés économiques • travail comme moyen d'accumuler du capital • profit • compétition • privatisation 	
Valeurs socio- politiques	<ul style="list-style-type: none"> • droits sociaux (droits à l'éducation, à la santé etc.). • responsabilité sociale • solidarité avec les peuples opprimés • sensibilité à l'environnement • justice sociale • droits collectifs • promotion sociale (action affirmative) 	<ul style="list-style-type: none"> • changements graduels • droits politiques • société juste • libertés civiles • civisme • égalité des chances 	<ul style="list-style-type: none"> • tradition • loi et ordre • famille traditionnelle • valeurs «chrétiennes» • moralité traditionnelle • hostilité aux changements • stabilité et maintien de l'ordre naturel (inégalité des classes) 	
Visage politique du Canada	<p>Communiste</p> <p>↓</p> <p>←-----→</p>	<p>Parti libéral</p> <p>↓</p> <p>←-----→</p>	<p>Parti réformiste</p> <p>↓</p> <p>←-----→</p>	
Ailleurs	<p>Partis communistes</p>	<p>Partis sociaux-démocrates ou travaillistes</p>	<p>Parti démocrate (É.-U.)</p>	<p>Parti progressiste conservateur</p>
			<p>Parti républicain (É.-U.)</p> <p>Partis chrétiens-démocrates (Allemagne)</p>	<p>Partis populistes (France)</p>

ÉMERGENCE DE L'INDIVIDUALISME



Termes :

l'idéologie individualiste

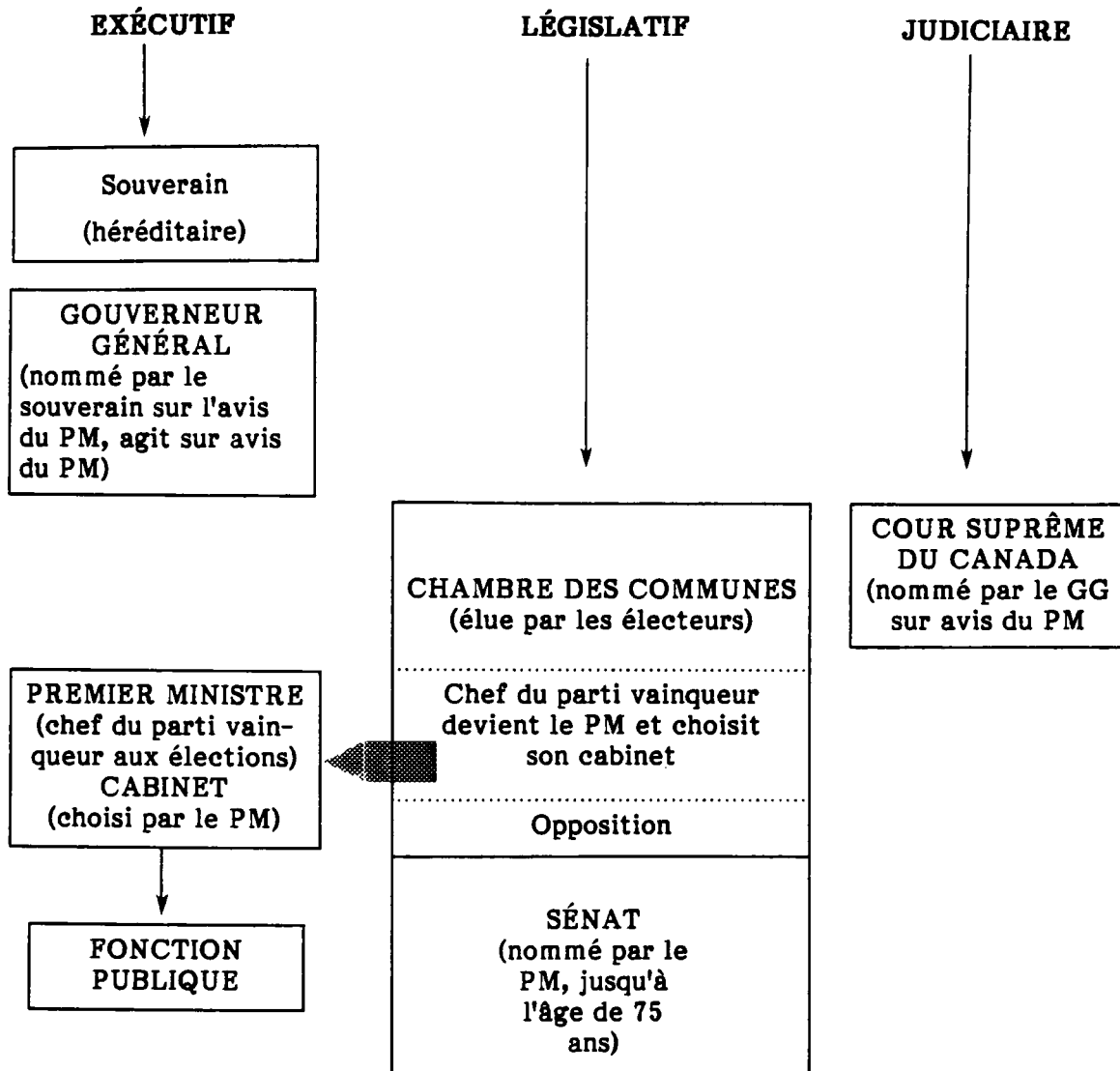
la politique

Questions :

Qui (quelle classe de la société) a été instrumental^(e) dans la mise en question de l'absolutisme spirituel, politique et économique?

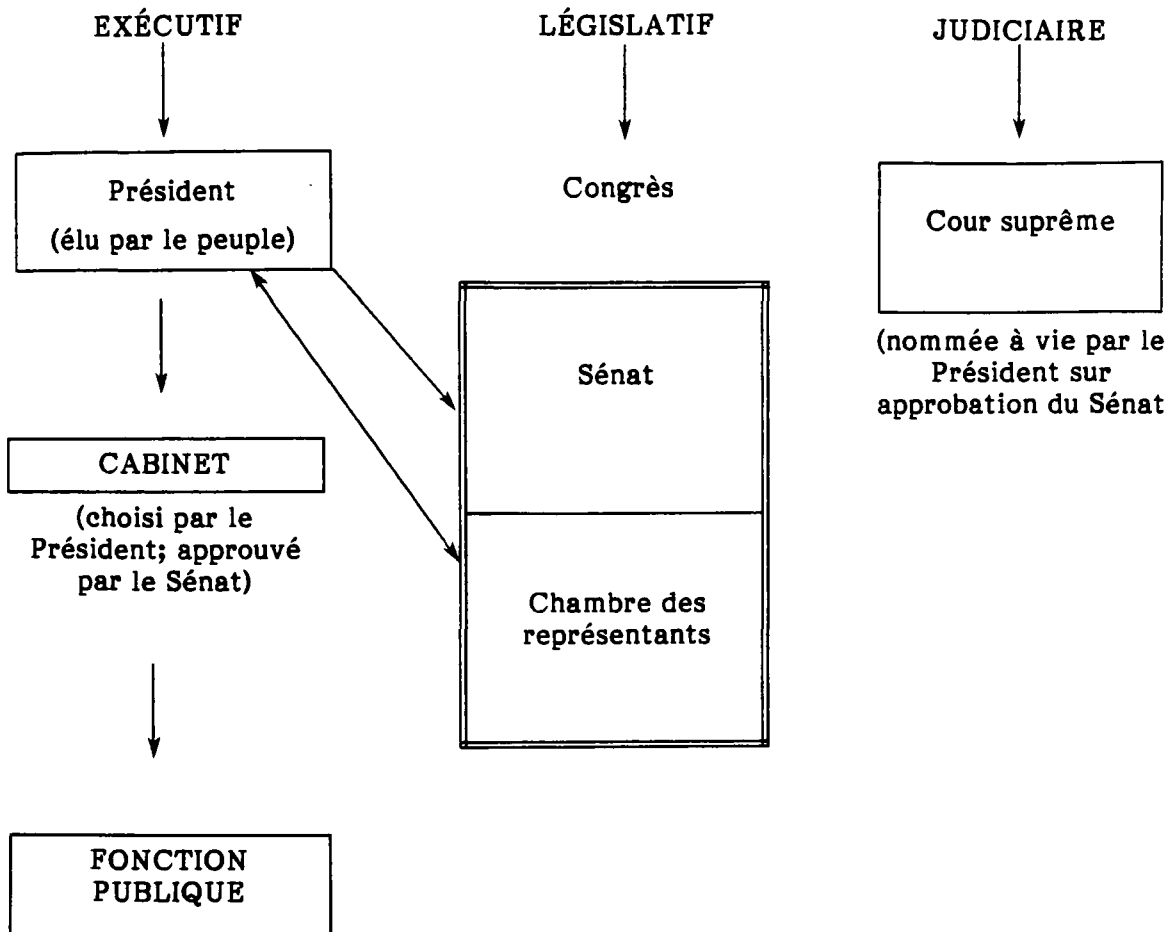
Qui a bénéficié le plus du courant individualiste? Qui a perdu? (Discussion du rôle de la bourgeoisie).

LE SYSTÈME PARLEMENTAIRE CANADIEN



Note : Le Premier Ministre et son cabinet font partie à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif; le pouvoir exécutif est responsable devant le pouvoir législatif.

LE SYSTÈME PRÉSIDENTIEL AMÉRICAIN



FÉDÉRALISME ET UNITARISME**État fédéral**

La Constitution confère certains domaines ou juridictions au gouvernement central ou fédéral et d'autres aux gouvernements régionaux (au Canada, les provinces; aux États-Unis, les États). Chaque niveau de gouvernement est souverain dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution.

ex. : Canada, États-Unis, Allemagne, Australie

État unitaire

Le gouvernement national est le détenteur de tout pouvoir. Il peut déléguer une partie de son pouvoir aux autres gouvernements, tels les gouvernements municipaux qui sont créés pour répondre aux besoins locaux. Ces gouvernements locaux sont tout de même sous la tutelle du gouvernement national et ne sont aucunement souverain dans l'exercice de leurs fonctions.

ex. : Grande-Bretagne, France, Suède

DISTRIBUTION DES POUVOIRS LÉGISLATIFS AU CANADA

Juridiction fédérale

le pouvoir général «de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada»

la réglementation de l'industrie et du commerce

la défense

la monnaie

le pouvoir de se procurer de l'argent par tous modes ou systèmes de taxation

le service postal

le droit criminel

les banques

les Indiens et les terres réservées aux Indiens

le mariage et le divorce

le pouvoir résiduaire (les pouvoirs qui n'ont pas été prévus en 1867 ex. : aviation), etc.

Juridiction provinciale

la taxation directe
l'administration et la vente des terres publiques

les institutions municipales

la propriété et les droits civils

le bien-être social et la santé

les ressources naturelles non renouvelables

enseignement/éducation (sauf en ce qui concerne les minorités religieuses ou les minorités de langue officielle)

Juridiction partagée

agriculture
immigration

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LES PLUS RÉCENTES AU CANADA

1979				1980			
	% du vote	Nombre de sièges	% des sièges		% du vote	Nombre de sièges	% des sièges
PC	36	136	48,2 %	Lib.	44	147	52,1 %
Lib.	40	114	40,4 %	PC	33	103	36,5 %
NPD	18	26	9,2 %	NPD	20	<u>32</u>	11,3 %
Crédit s.	5	<u>6</u>	2,1 %			282	
		282					
1984				1988			
	% du vote	Nombre de sièges	% des sièges		% du vote	Nombre de sièges	% des sièges
PC	50	211	74,8 %	PC	43,7	169	57,3 %
Lib.	29	40	14,2 %	Lib.	32	83	28,1 %
NPD	18	30	10,6 %	NPD	20	43	14,6 %
Autres	3	<u>1</u>	0,4 %	Autres	5	<u>0</u>	0 %
		282				295	

DES ÉLECTIONS INTÉRESSANTES

Election 1988**Beaches - Woodbine
(Toronto)**

		% du vote
NPD	15 723	35,1 %
Lib.	14 907	33,3 %
PC	13 084	29,2 %
Autres	<u>1 055</u>	2,4 %
	44 769	

**Regina - Wascana
(Saskatchewan)**

		% du vote
PC	15 383	34,1 %
NPD	14 825	32,9 %
Lib.	14 814	32,8 %
Autres	<u>139</u>	0,3 %
	45 161	

Élections où la victoire va au perdant

Québec/1966

	% du vote populaire	Nombre de sièges
Union nationale	40 %	55
Lib.	47,2 %	51
Autres	12,8 %	0

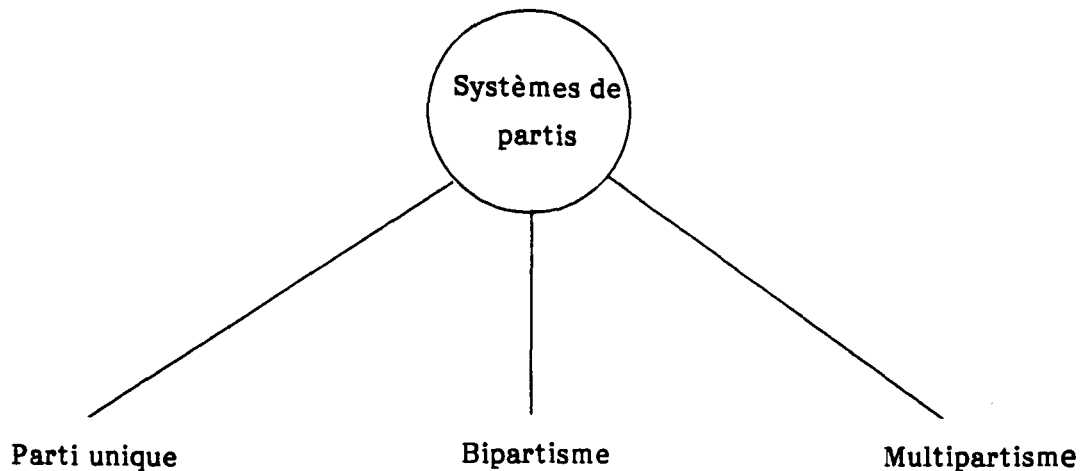
Canada/1979

	% du vote populaire	Nombre de sièges
Lib.	40	40,4 %
PC	36	48,2 %
NPD	18	9,2 %

SYSTÈMES DE PARTIS

Définition :

Le «système de parti» est un terme utilisé pour décrire les rapports qui existent entre différentes formations de partis dans une juridiction politique.



une seule formation
politique
ex. : Éthiopie, Libye,
Syrie

deux partis politiques
qui alternent au pouvoir
ex. : les États-Unis

plusieurs partis politiques
ex. : Israël, Pays-Bas,
Allemagne

Le Canada?

Consultez le prochain transparent et décrivez le système de parti en place au Canada.

Le Canada est considéré comme un système bipartiste dominant, parce que les tiers partis n'ont jamais réussi les percées électorales nécessaires pour prendre le pouvoir.

**CHEFS DE GOUVERNEMENT AU CANADA
DEPUIS LA CONFÉDÉRATION**

Dates	Premiers ministres	Partis
1867-1873	J. A. MacDonald	PC
1873-1878	A. MacKenzie	Lib.
1878-1891	J. A. MacDonald	PC
1891-1892	John Abbott	PC
1892-1894	John Thompson	PC
1894-1896	Mackenzie Bowell	PC
1896	Charles Tupper	PC
1896-1911	Wilfrid Laurier	Lib.
1911-1920	Robert Borden	PC
1920-1921	Arthur Meighen	PC
1921-1926	W. L. Mackenzie King	Lib.
1926	Arthur Meighen	PC
1926-1930	W. L. Mackenzie King	Lib.
1930-1935	R. B. Bennett	PC
1935-1948	W. L. Mackenzie King	Lib.
1948-1957	Louis Saint-Laurent	Lib.
1957-1963	John Diefenbaker	PC
1963-1967	Lester B. Pearson	Lib.
1967-1979	Pierre E. Trudeau	Lib.
1979-1980	Joe Clark	PC
1980-1984	Pierre E. Trudeau	Lib.
1984	John N. Turner	Lib.
1984	Brian Mulroney	PC

IMAGES DE DICTATEURS



New York Review of Books
27 avril 1989



La Presse - 6 février 1988



AVANTAGES ET DÉSAVANTAGES DES DICTATURES

AVANTAGES

- efficacité** (Chacun fait ce qu'on lui dit de faire. On ne gaspille pas les énergies dans la dissension.)
- uniformité** (On ne gaspille pas nos énergies non plus dans la vaine tentative de se distinguer les uns des autres.)
- solidarité** (Psychologiquement, on a le sentiment de faire partie d'un grand tout invincible.)
- facilité** (Il n'est plus nécessaire de penser pour soi-même.)
- sécurité** (Grâce à l'efficacité et même à la brutalité de la police, il y a moins de crime.)

DÉSAVANTAGES

abrutissement de l'individu

(L'individu en tant que tel ne compte plus. Il n'a pas de droits et son épanouissement personnel est sans importance.)

manque de stimulants pour bien travailler

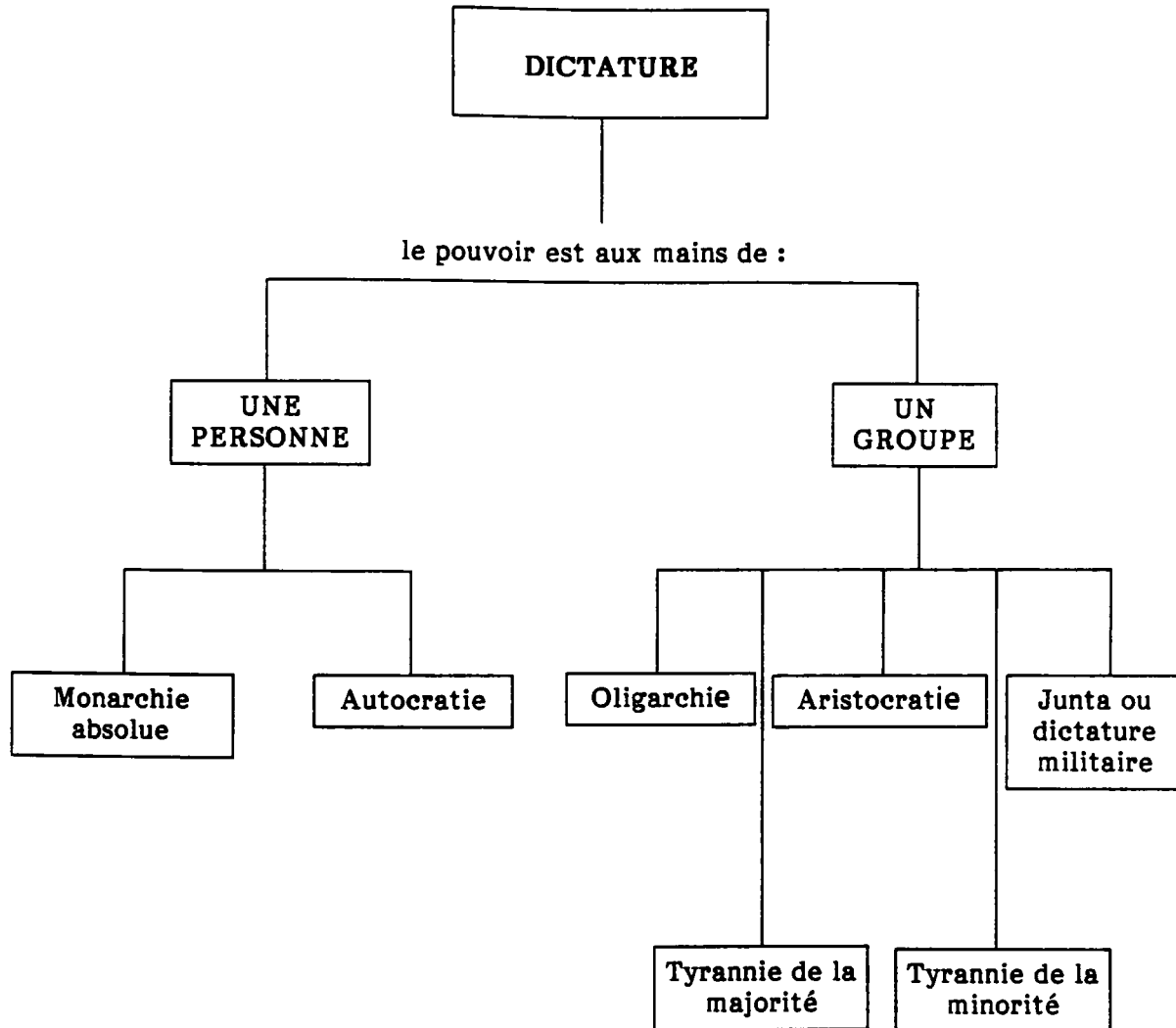
nivellement de la population

(La conformité érigée en vertu décourage toute tentative de se distinguer de la masse ou d'être original et créatif.)

création d'une collectivité morne, découragée et malhonnête

(Pour réussir (et même survivre), il faut épouser publiquement les valeurs du régime, même si on n'y croit pas. Cela conduit à la malhonnêteté, au découragement et à la schizophrénie morale.)

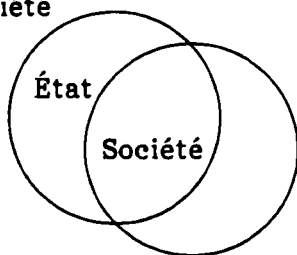
TABLEAU DES DICTATURES



FORMES DE POUVOIR EN RÉGIMES DICTATORIAUX

Autoritarisme

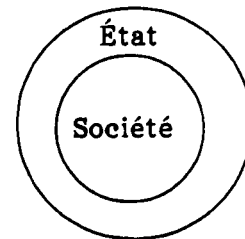
- l'autoritarisme impose la volonté de l'État à une sphère de la vie sociale et politique, mais il laisse une marge importante d'autonomie à la société



- l'État autoritaire est aussi appelé parfois une dictature conservatrice
- l'État autoritaire cherche l'obéissance des citoyens, mais ne s'efforce pas de changer la nature même de l'homme
- l'État autoritaire se garde souvent d'intervenir dans les domaines économiques, spirituels ou dans certaines sphères de l'activité sociale
- Exemples : les dictatures latino-américaines (Pinochet, Samoza)

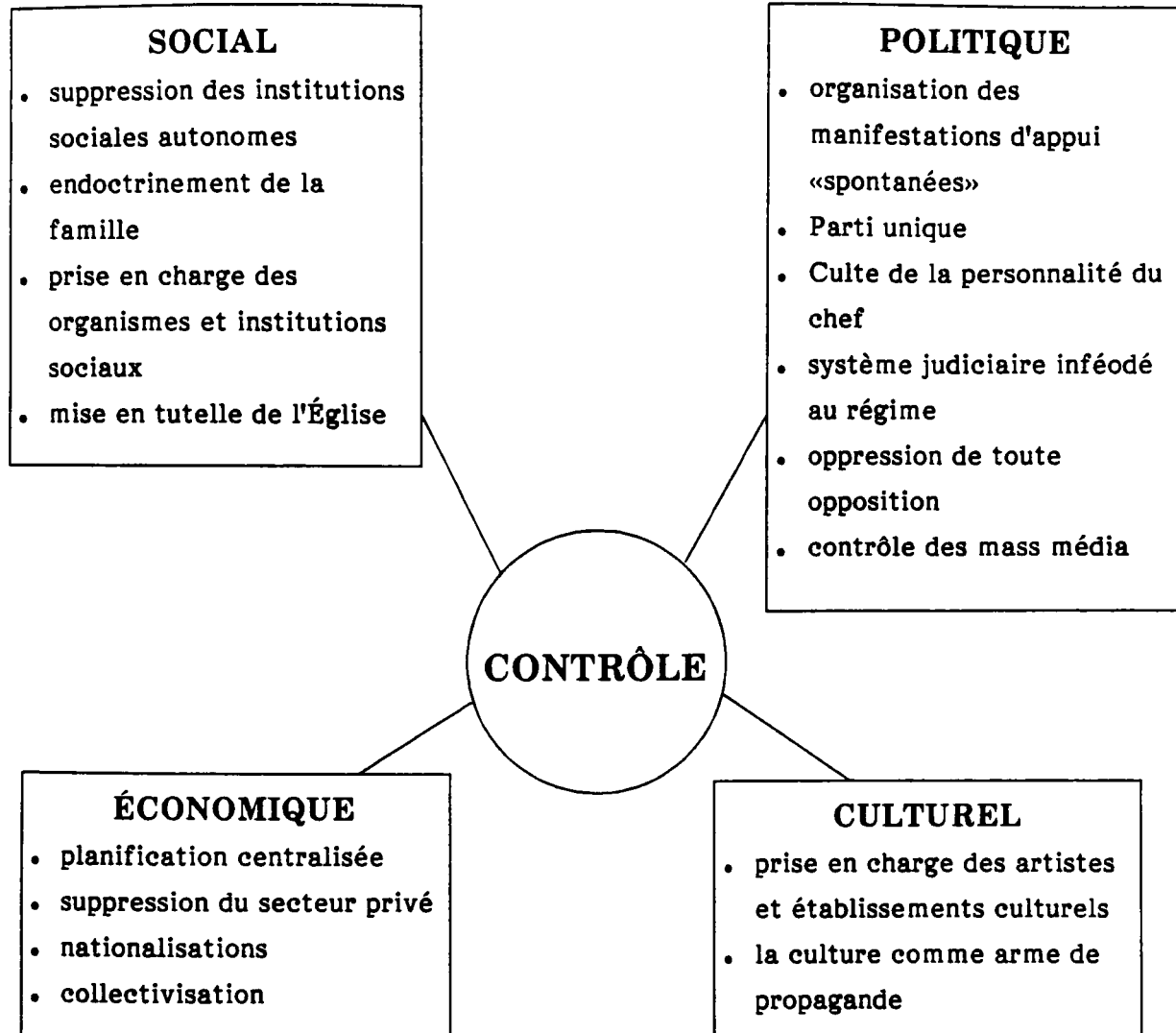
Totalitarisme

- le totalitarisme cherche à imposer sa volonté à toutes les sphères d'activités humaines, ne laissant aucune marge d'autonomie à l'individu ou à la société

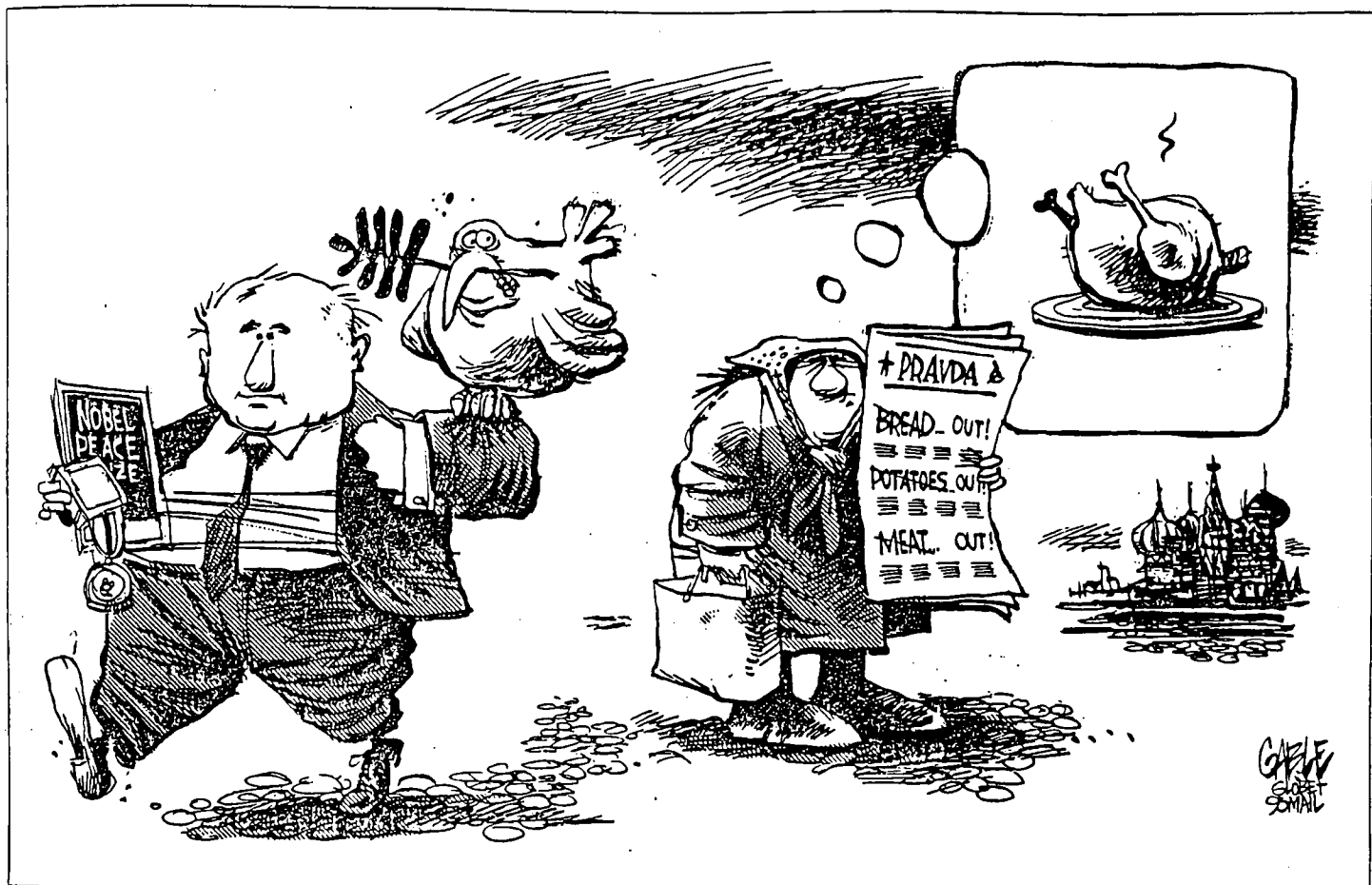


- un État totalitaire cherche à créer un nouvel homme, une personne dont les intérêts se fondent dans ceux de l'État
- Exemples : les dictatures communistes et marxistes - léninistes (U.R.S.S., Chine, Vietnam, etc.)

LE TOTALITARISME COMMUNISTE



CARICATURE



LES FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES DU FASCISME

Le fascisme se définit en premier lieu par son opposition au libéralisme et au marxisme.

I. Contre le libéralisme

1. Contre l'égalité
2. Contre l'individualisme
3. Contre la démocratie libérale
4. Contre le capitalisme

II. Contre le marxisme

1. Contre la lutte des classes
2. Contre l'internationalisme de la classe prolétarienne

III. Pour une troisième voie

1. Pour le nationalisme
2. Pour l'élitisme et le culte du chef
3. Pour le militarisme et le règne de l'ordre
4. Pour le totalitarisme et le consensus social
5. Pour le racisme (l'Allemagne)

LE CONTEXTE DE LA MONTÉE DU NAZISME

Le Traité de Versailles

- l'Allemagne, accusée d'être seule responsable de la guerre, perd d'importants territoires et se trouve condamnée à payer de lourdes réparations aux pays vainqueurs
- l'Empereur (le Kaiser) Guillaume II démissionne et l'Empire est remplacé par une République
- l'armée allemande ne doit pas dépasser 100 000 hommes
- la rive gauche du Rhin est occupée par des troupes alliées et la rive droite démilitarisée dans une zone s'étendant à 50 k du fleuve

La Constitution

(un modèle en son genre du point de vue démocratique, mais vouée à l'échec, car inadaptée à l'Allemagne de l'époque)
prévoit

- un Président élu directement par le peuple
- un Cabinet ministériel responsable
- le recours au référendum
- la représentation proportionnelle

Problèmes

- la République et la Constitution sont rejetées en bloc par la population allemande qui les associe au Traité de Versailles
- la représentation proportionnelle et la multitude de partis politiques sont à la source d'une grande instabilité politique; aucun gouvernement ne peut conserver une majorité au Parlement
- la crise économique donne à la République un coup mortel

(suite)

Adolf Hitler (1889-1945)

- né en Autriche d'humbles origines
- après une jeunesse révoltée, il s'installe à Vienne où il devient un homme à tout faire et un artiste commercial
- sa demande d'admission à l'Académie des arts et d'architecture à Vienne est refusée
- se met à haïr la petite bourgeoisie, la classe moyenne et les Juifs
- s'enrôle pour la Première Guerre mondiale où sa conduite lui mérite la Croix de fer
- décide, après la défaite allemande, de devenir politicien
- se joint au Parti national - socialiste des travailleurs allemands en 1920
- en 1923, il tente un coup d'état (putsch) à Munich qui sera un échec sanglant
- emprisonné pour 9 mois, il en profite pour écrire son livre idéologique Mein Kampf (Mon combat)

La marche vers le pouvoir**Élections jusqu'à la crise économique**

mai 1924	élections au Reichstag	6,4 %	pour le Parti nazi
décembre 1924	élections au Reichstag	2,9 %	pour le Parti nazi
décembre 1928	élections au Reichstag	3,5 %	pour le Parti nazi

Krach 1929

<u>Élection 1930</u>	Reichstag	18 %	pour le Parti nazi
-----------------------------	-----------	------	--------------------

Élections présidentielles 1932

Hindenburg	53 %
Hitler	37 %

(suite)

Élection juillet 1932 Reichstag 37 %

- le parti nazi devient le plus grand au Parlement

Élection novembre 1932 Reichstag 32 %

- les Nazis perdent du terrain

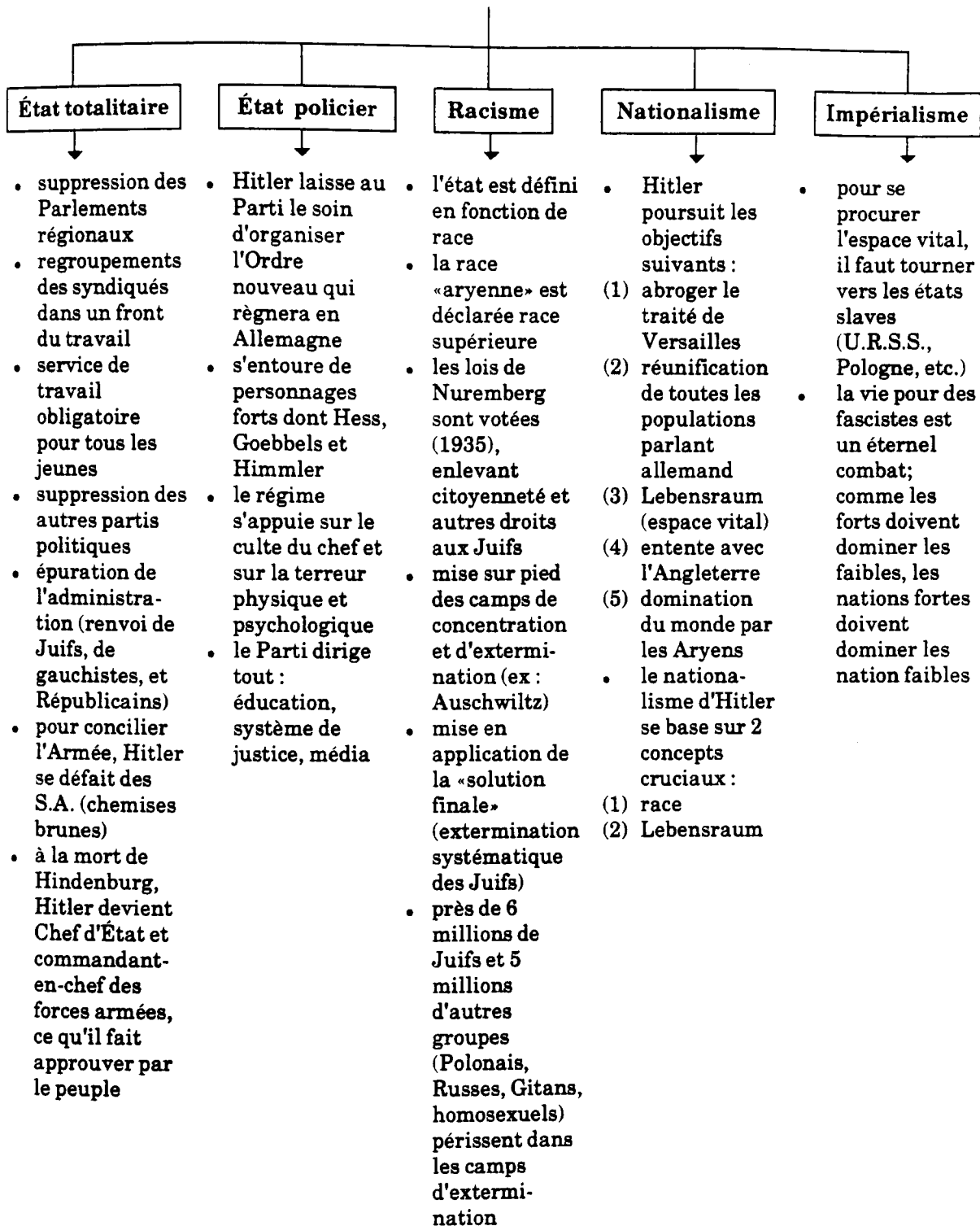
Crise gouvernementale du 30 janvier 1933

- vu l'impossibilité de former un gouvernement sans les Nazis, Hindenburg invite Hitler à devenir Chancelier
- Hitler a donc profité de la division profonde qui secoue la société allemande

Dernières élections démocratiques en mars 1933

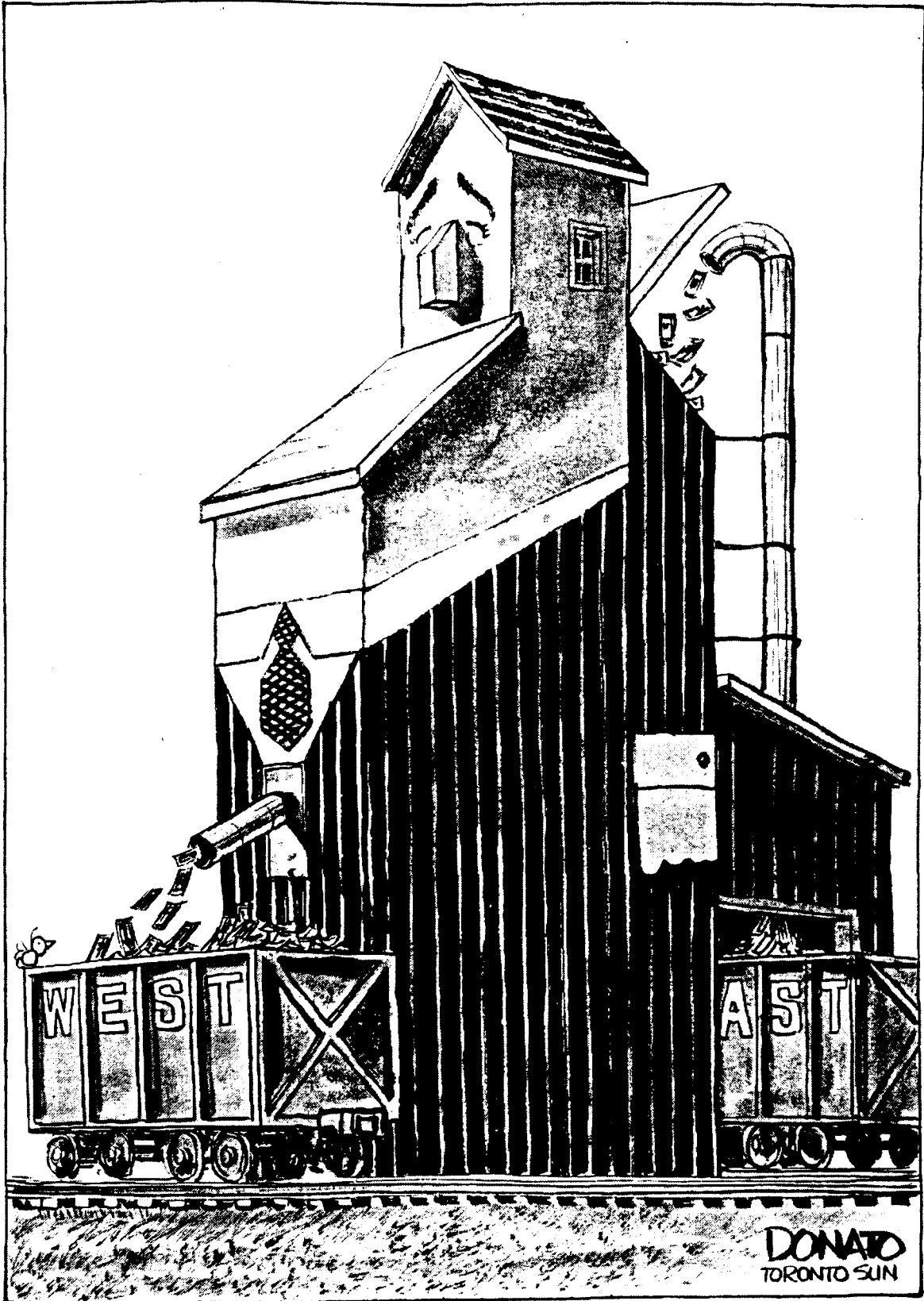
- le parti nazi recueille 44 % du vote
- Hitler décide de demander au Reichstag les pleins pouvoirs (les pouvoirs dictatoriaux). Par différents moyens, il empêche les députés communistes de se présenter au vote et à force d'intrigues et de menaces, il manipule les autres députés. Ainsi, en dépit de sa situation de gouvernement minoritaire, il recueille des 2/3 des voix nécessaires pour devenir dictateur.

TRAITS SAILLANTS DE LA DICTATURE HITLÉRIENNE



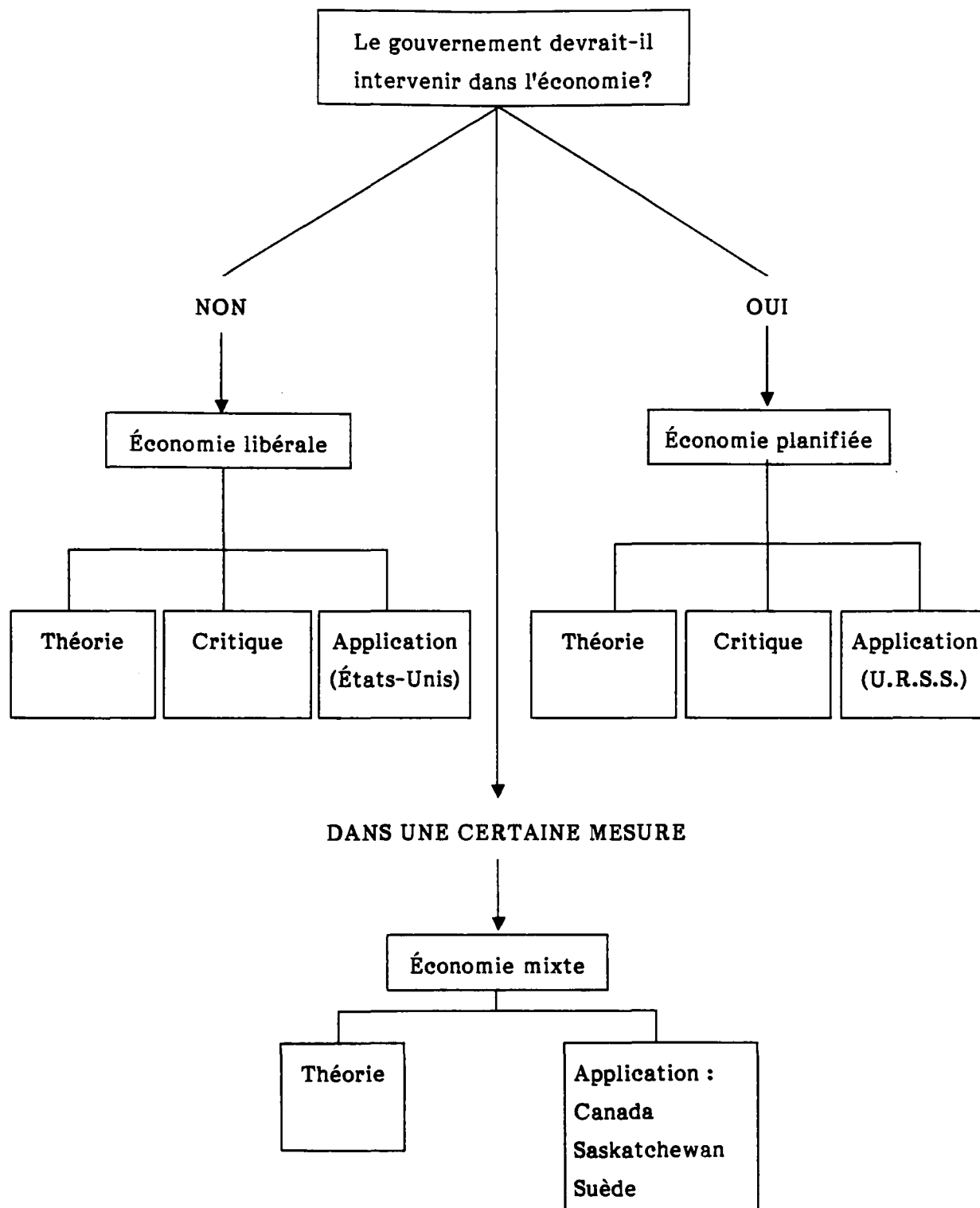
MODÈLE DE PRISE DE DÉCISIONS

- Identifier la question d'ordre social
- Identifier les solutions possibles
- Établir un plan de recherche
- Recueillir, organiser et interpréter l'information
- Évaluer les solutions possibles en utilisant l'information recueillie
- Prendre une décision, planifier ou passer à une action compatible avec la décision, si elle est souhaitable et possible
- Évaluer le processus de prise de décisions, la décision et l'action

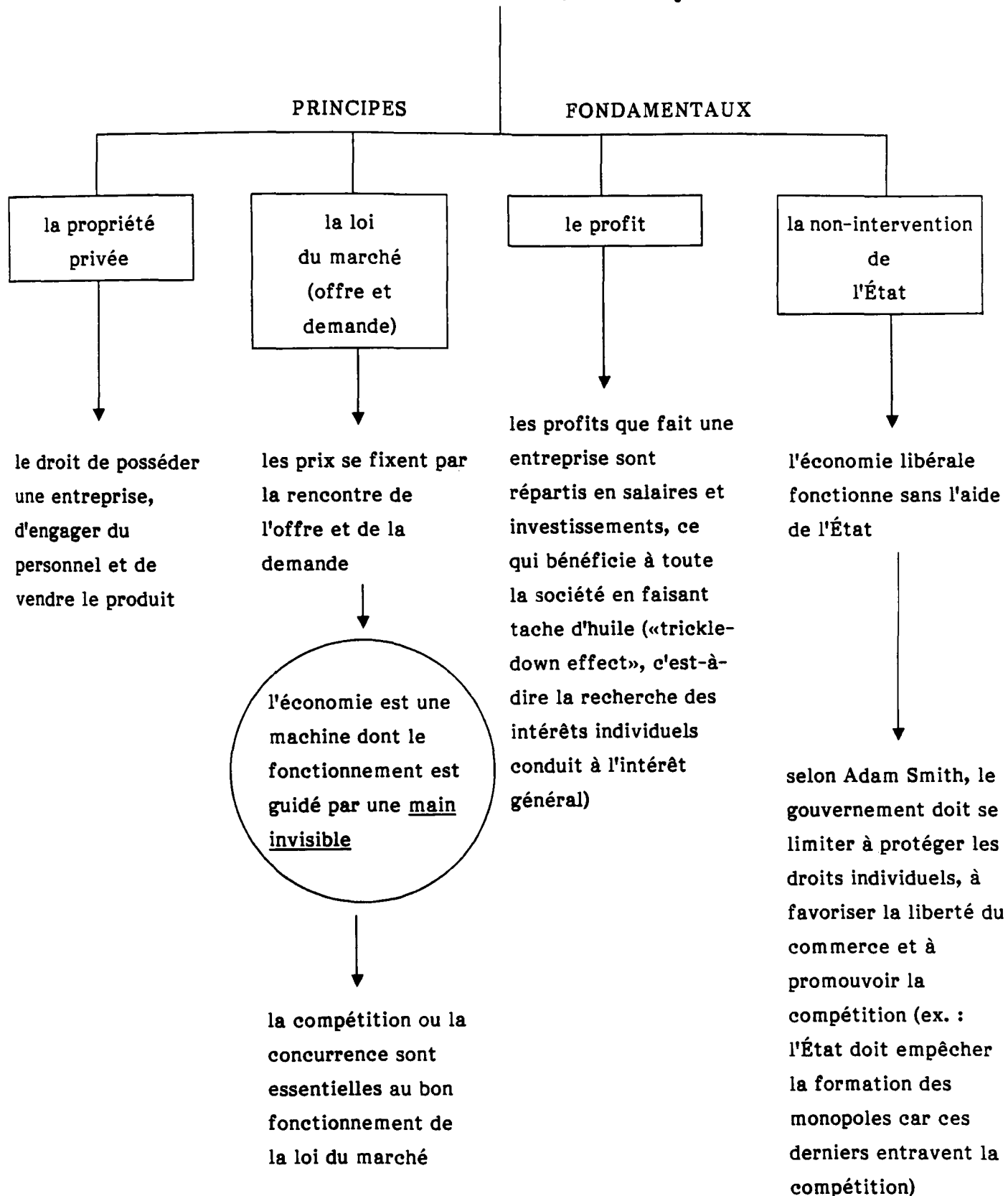


Source : Andy Donato - Gucci Blues - Political Cartoons Key Porter Books. 1988.

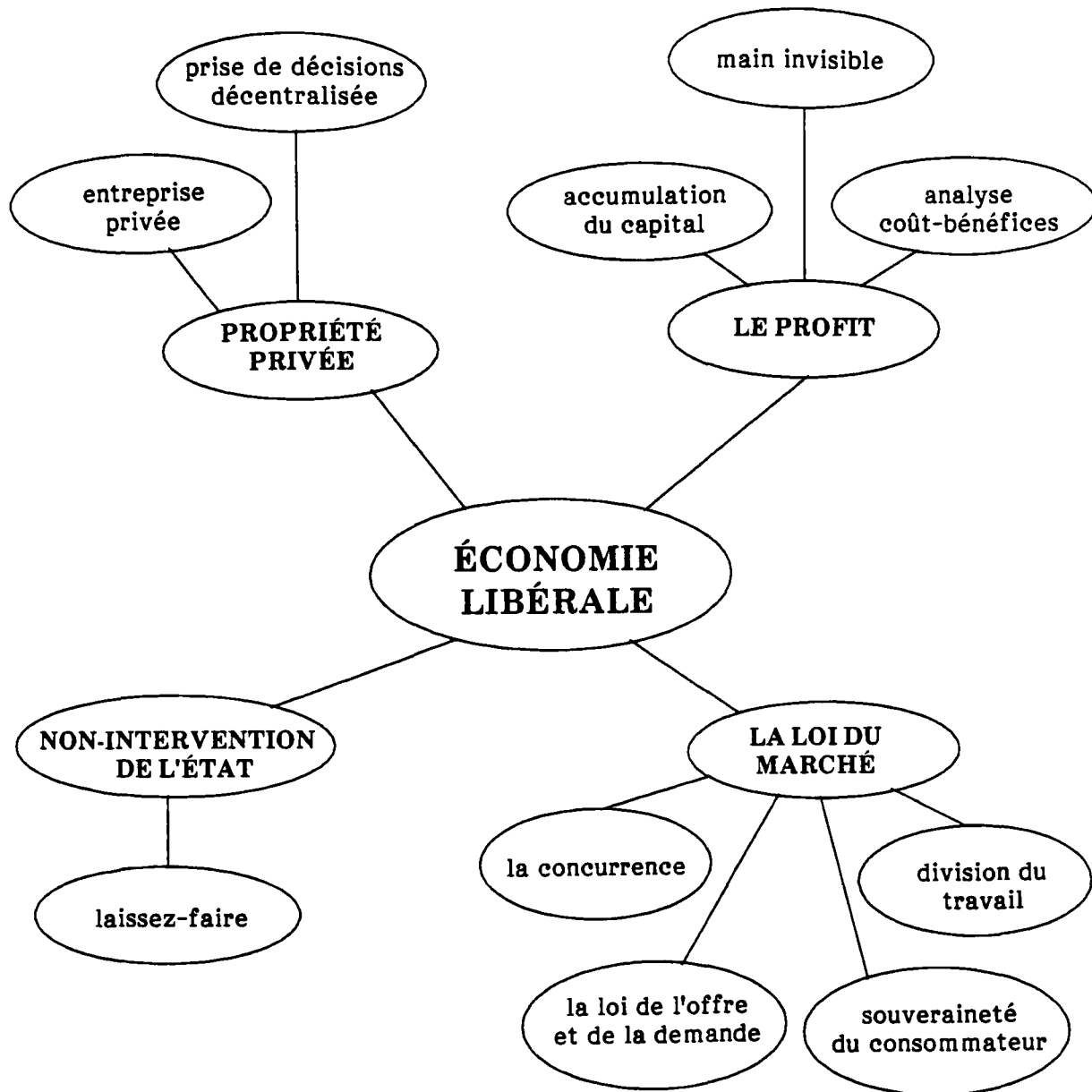
PLAN DE RECHERCHE



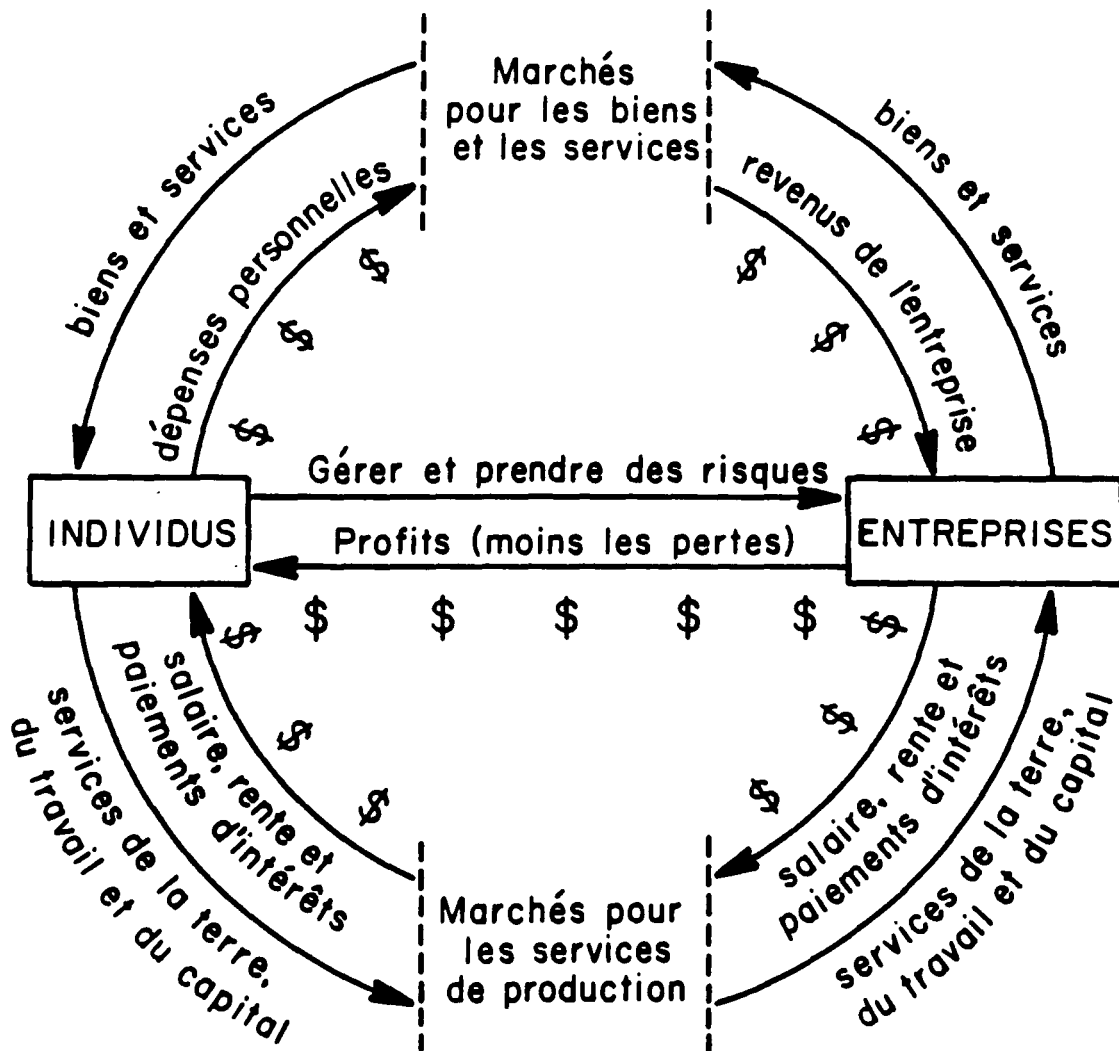
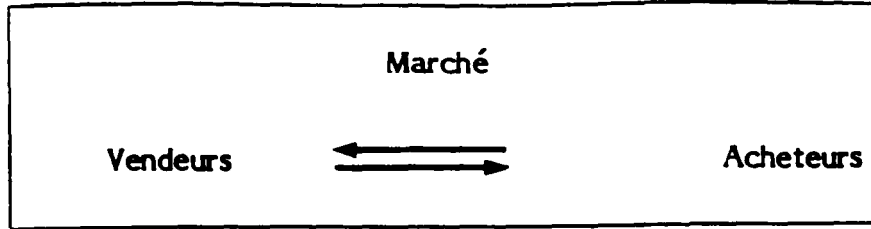
LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE



ÉCONOMIE LIBÉRALE - CONCEPTS ET TERMES CLÉS

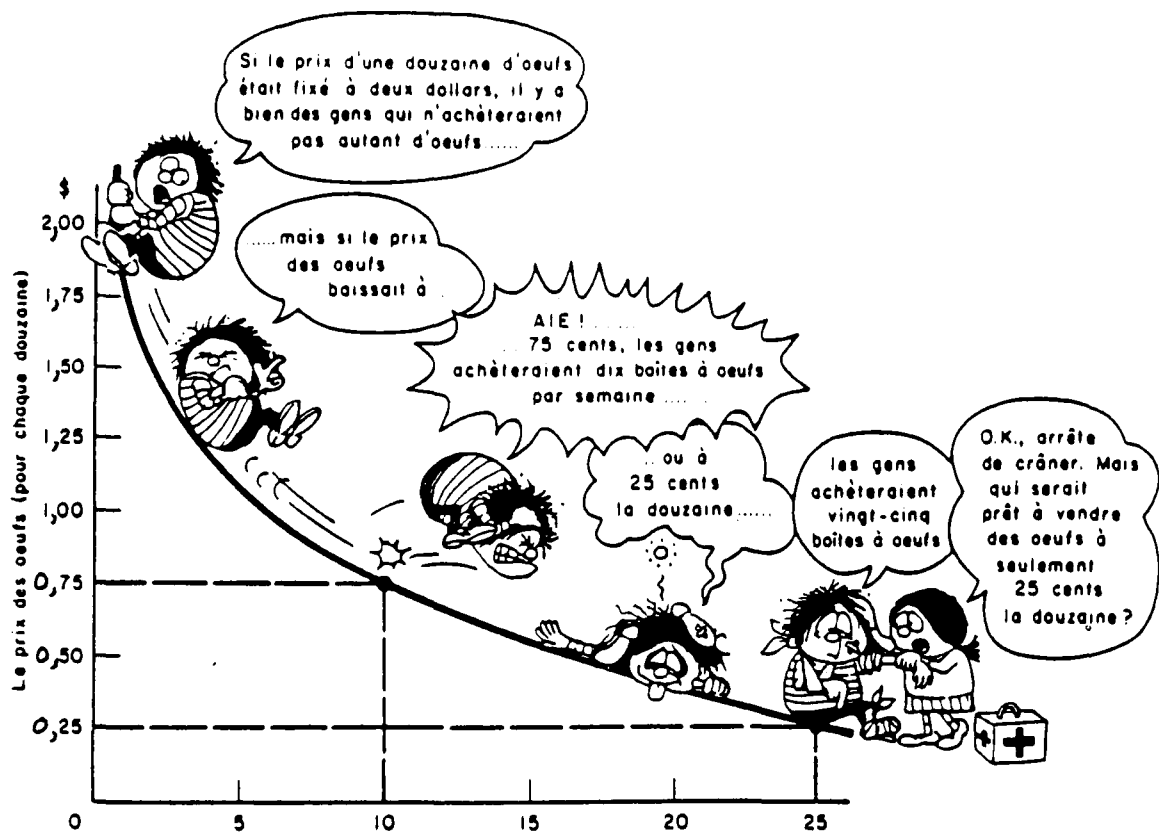


LA STRUCTURE D'UN MODÈLE DU SYSTÈME DES PRIX



LA COURBE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

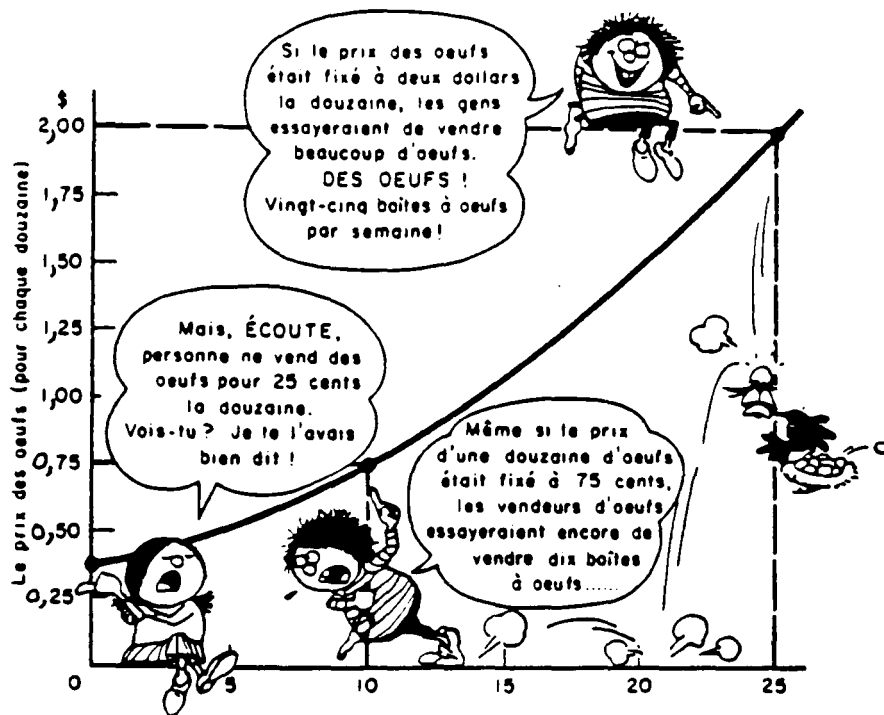
Plus le prix des oeufs est bas, plus les gens essayeront d'acheter des oeufs.



La quantité demandée (nombre de boîtes à œufs par semaine)

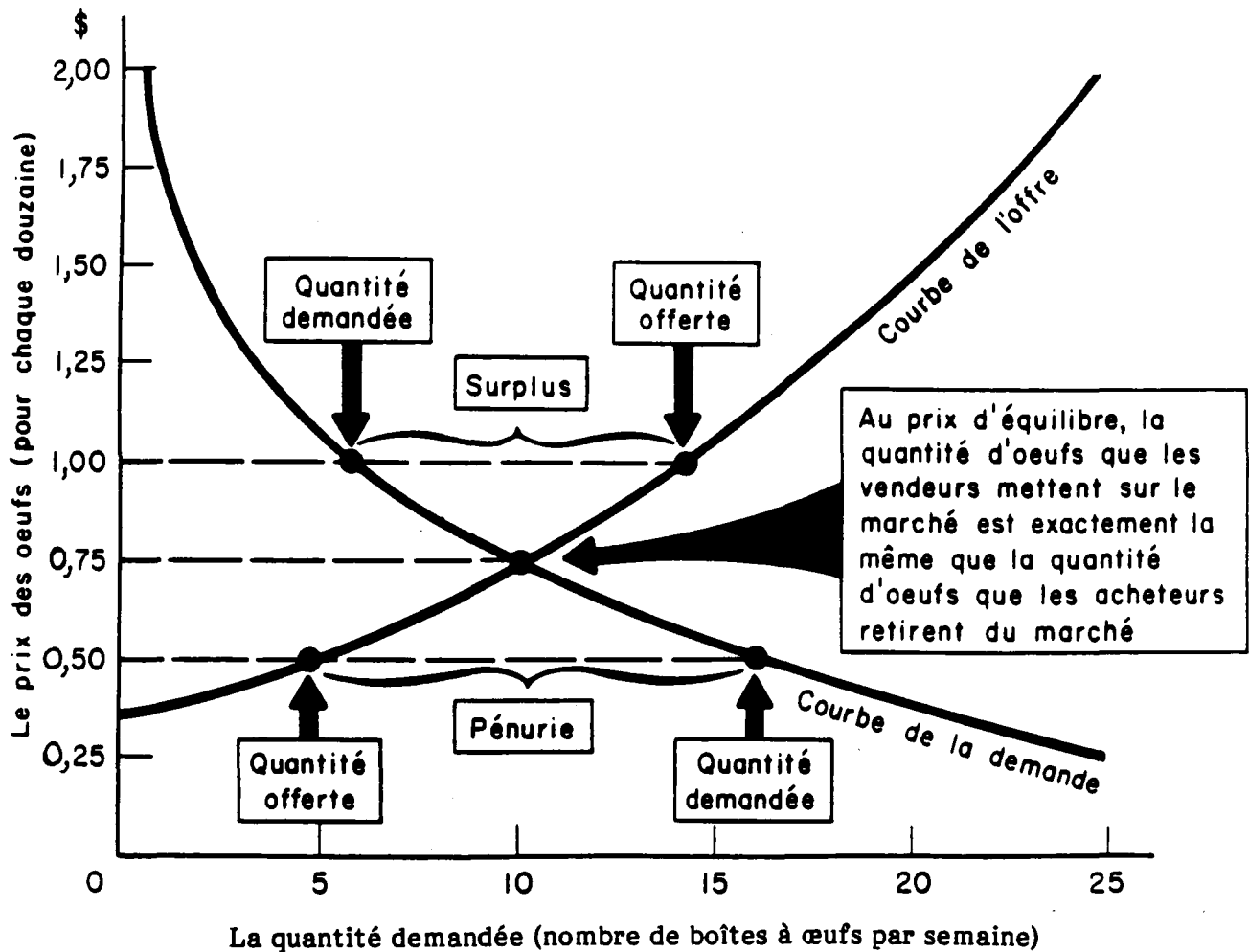
(suite)

Plus le prix des oeufs est élevé, plus les gens s'essayeront à vendre des oeufs.



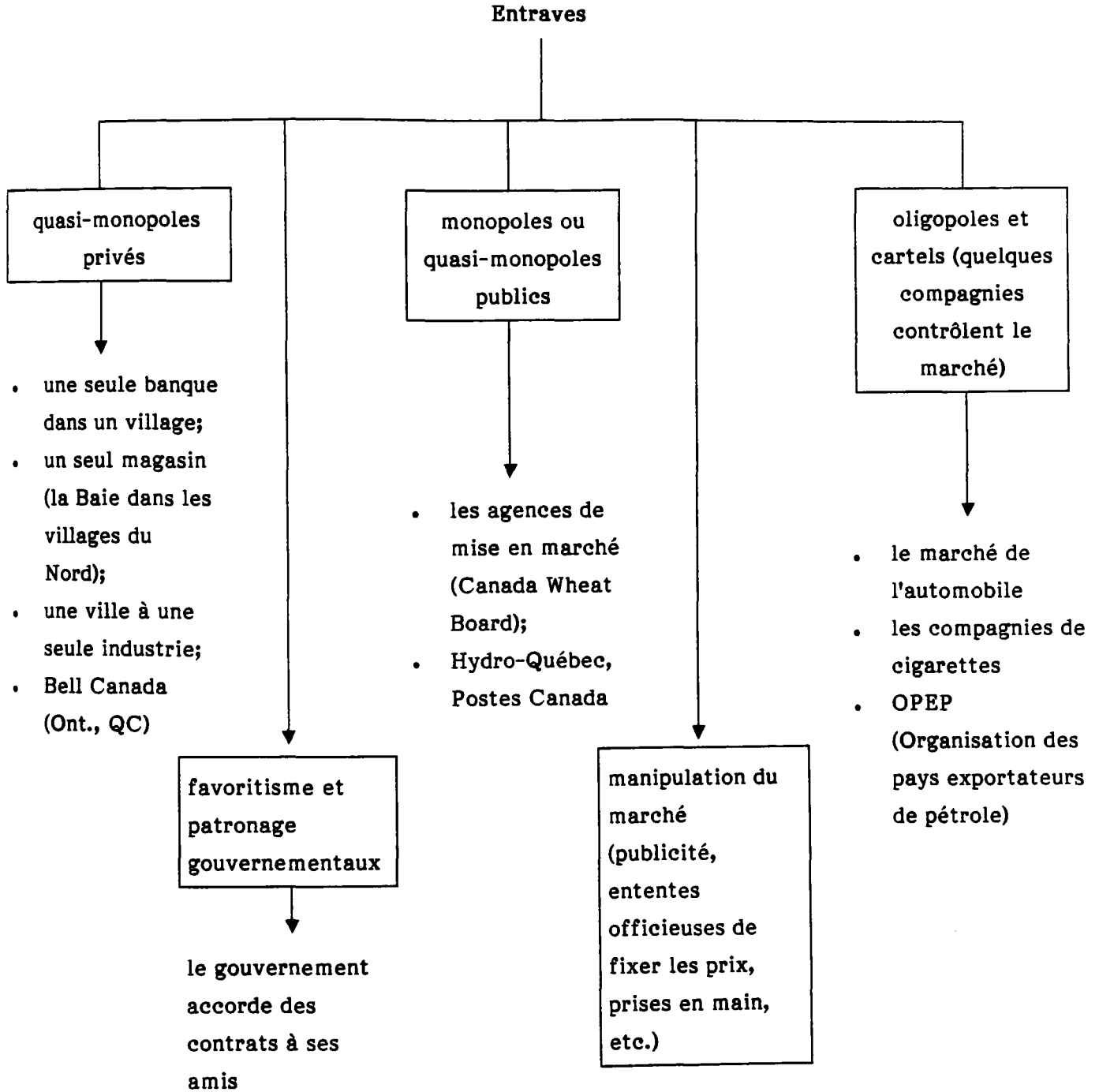
La quantité offerte (nombre de boîtes à œufs par semaine)

L'OFFRE ET LA DEMANDE POUR LES ŒUFS



C'est seulement lorsque la "quantité offerte" est égale à la "quantité demandée", que le marché sera en équilibre.

ENTRAVES POSSIBLES À LA CONCURRENCE EN SYSTÈME CAPITALISTE



RÉPONSES POSSIBLES AUX TENTATIVES D'ENTRAVER LA CONCURRENCE

Empêcher la création de monopoles

- refuser aux compagnies le droit de se fusionner si ce fusionnement aurait l'effet de créer un monopole
- la législation anti-trust («anti-combines législation») aide à cet égard

Défendre la publicité trompeuse ou manipulatrice

- adopter un code d'éthique obligeant les compagnies à se conformer à certains principes quant à la publicité utilisée

Empêcher les ententes pour fixer les prix ou pour départager le marché

CEUX QUI NE PAYENT PAS

En 1988, le taux d'impôt des sociétés fut réduit de 36 pour cent à 28 pour cent. Plus de 60 000 corporations ne payèrent pas d'impôts du tout. Parmi celles-ci se trouvent :

Compagnies	Profits (millions de \$)	Impôts payés
Algoma Steel	80 \$	0
Bramalea	33	0
Brascan	263	0
Confederation Life	62	0
Fletcher Challenge	24	0
North Canadian Oils	30	0
Standard Trustco	13	0
Tridel	72	0
Xerox Canada	74	0

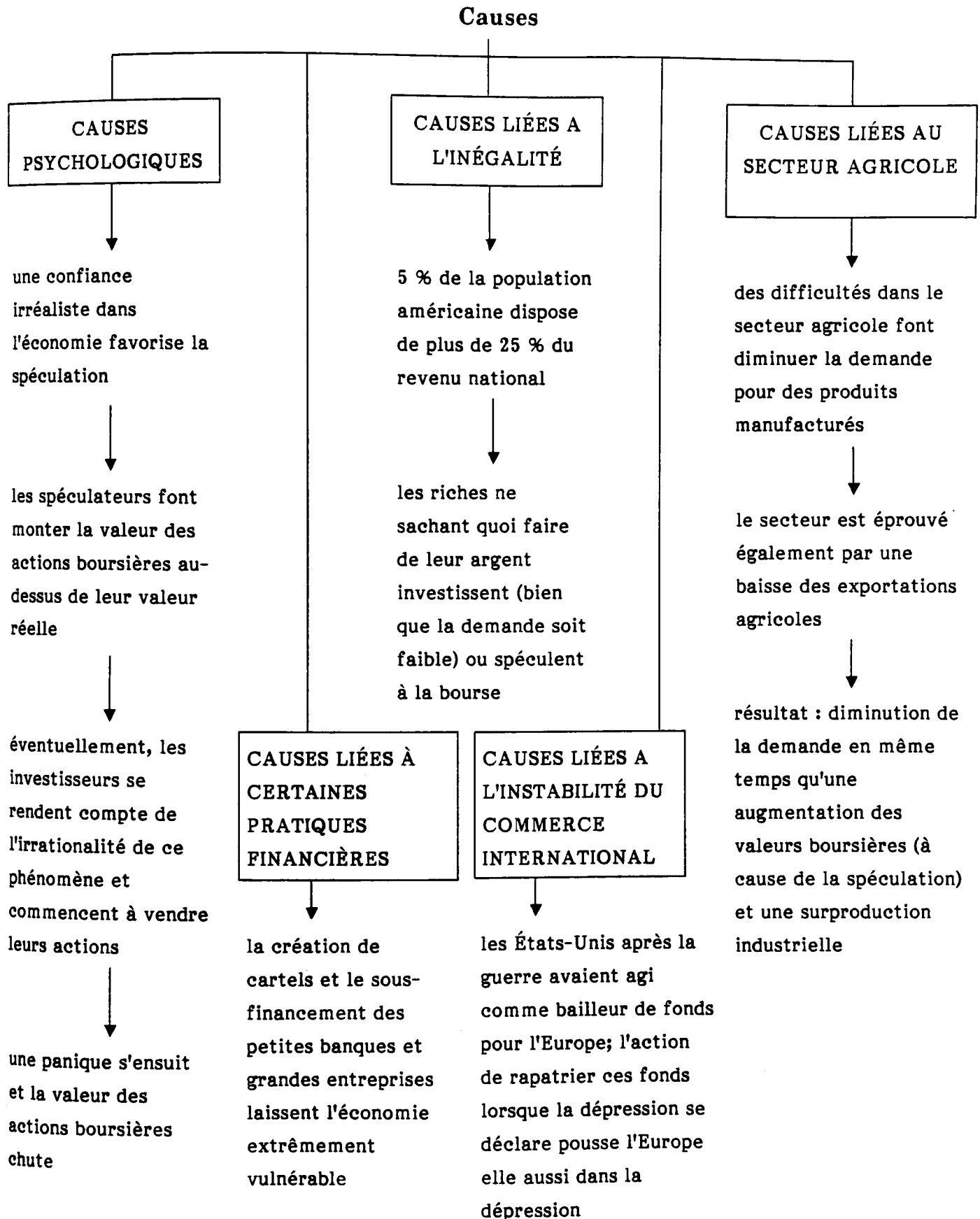
Outre le fait qu'elles ne payèrent pas d'impôts, les compagnies suivantes reçoivent des crédits fiscaux en 1988 :

Compagnies	Profits (millions de \$)	Crédits fiscaux reçus (millions de \$)
Central Guaranty Trustco	75	2,86
Magna International	19	8,20
Power Corporation	214	2,12
Ranger Oil	15	4,07

CONSÉQUENCES NOCIVES DU CAPITALISME

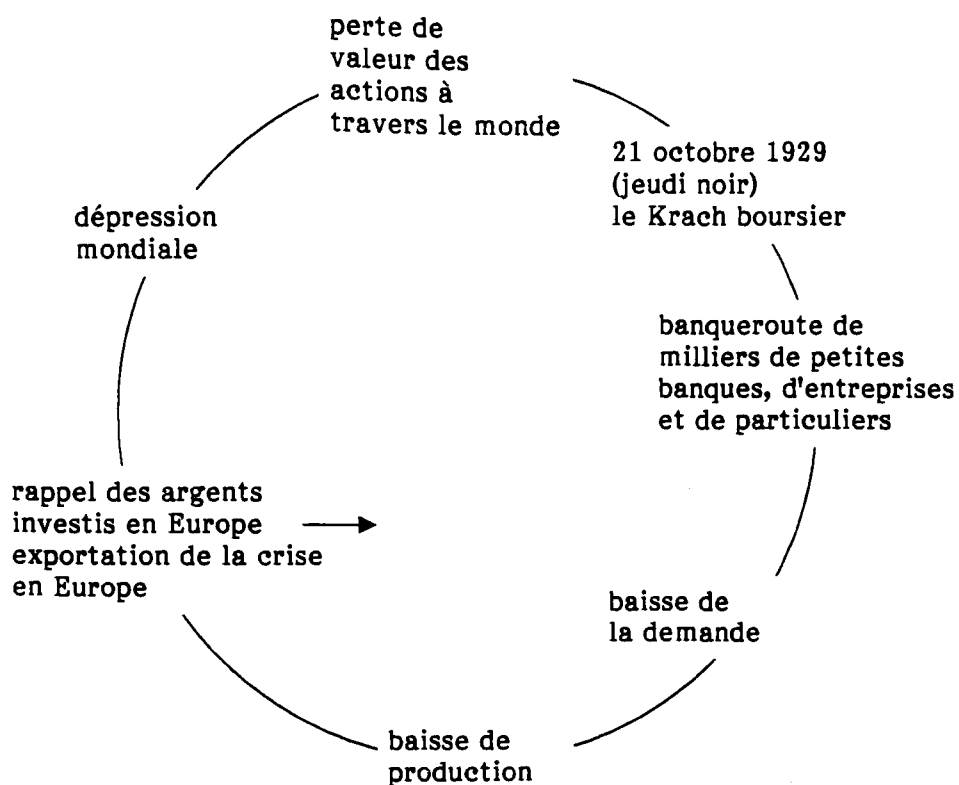
Valeurs et principes	Conséquences nocives possibles
poursuite de l'auto-intérêt	inégalité
initiative privée	avarice
esprit d'entreprise	égoïsme
liberté individuelle	exploitation des faibles et des défavorisés
profit	préoccupation avec l'accumulation matérielle
compétition	individualisme - rupture avec la communauté
propriété privée	esprit agressif
l'offre et la demande	indifférence morale
	dislocation sociale
	destruction environnementale

LA GRANDE DÉPRESSION - CAUSES

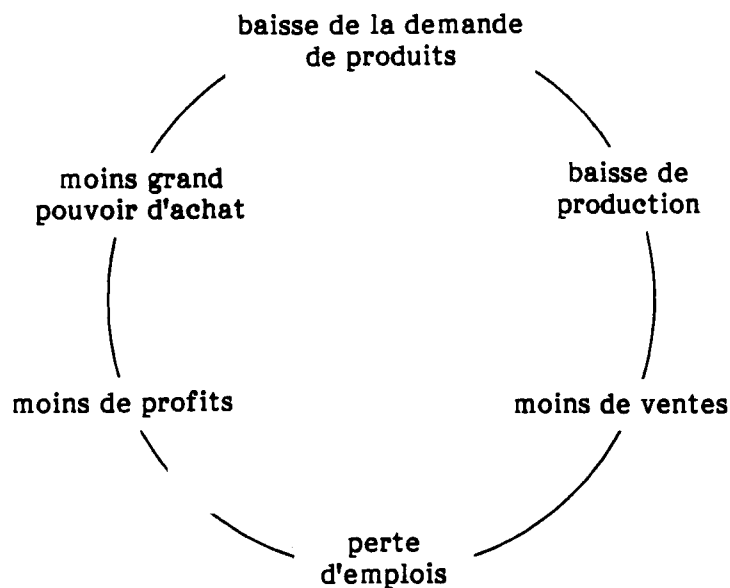


LA GRANDE DÉPRESSION - LE CERCLE VICIEUX

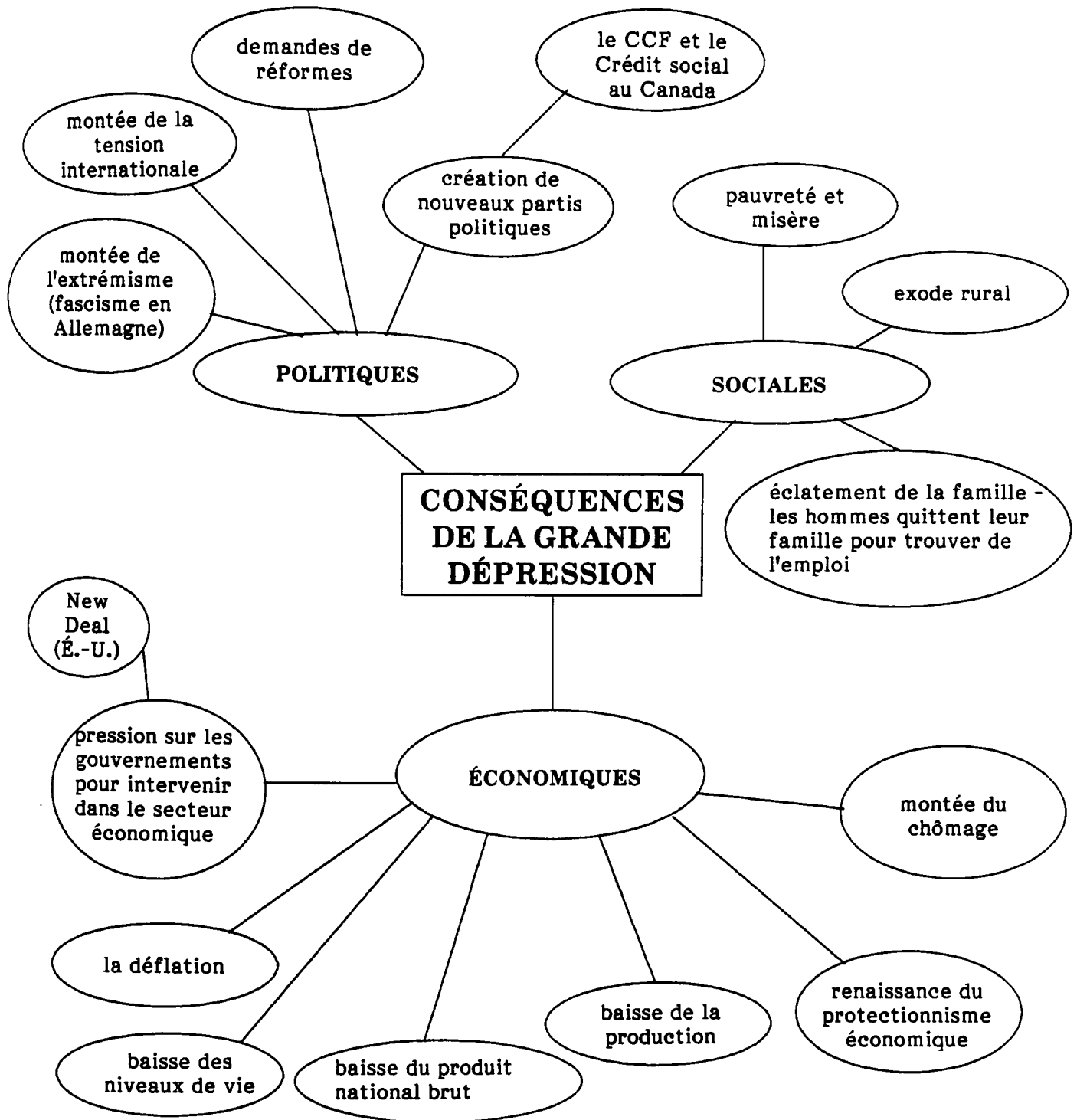
A. LA MISE EN TRAIN DE LA DÉPRESSION



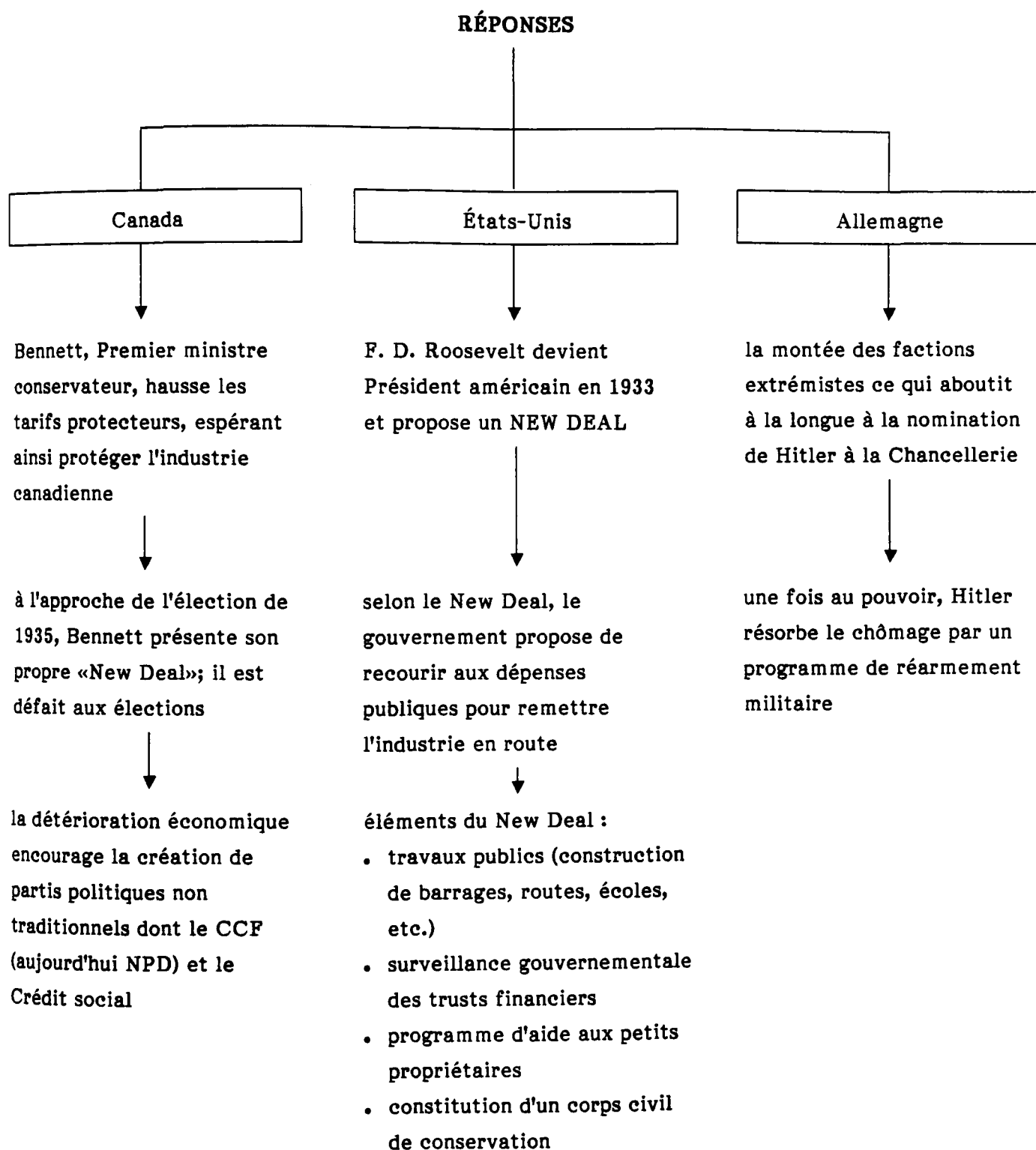
B. LA COURBE ÉCONOMIQUE



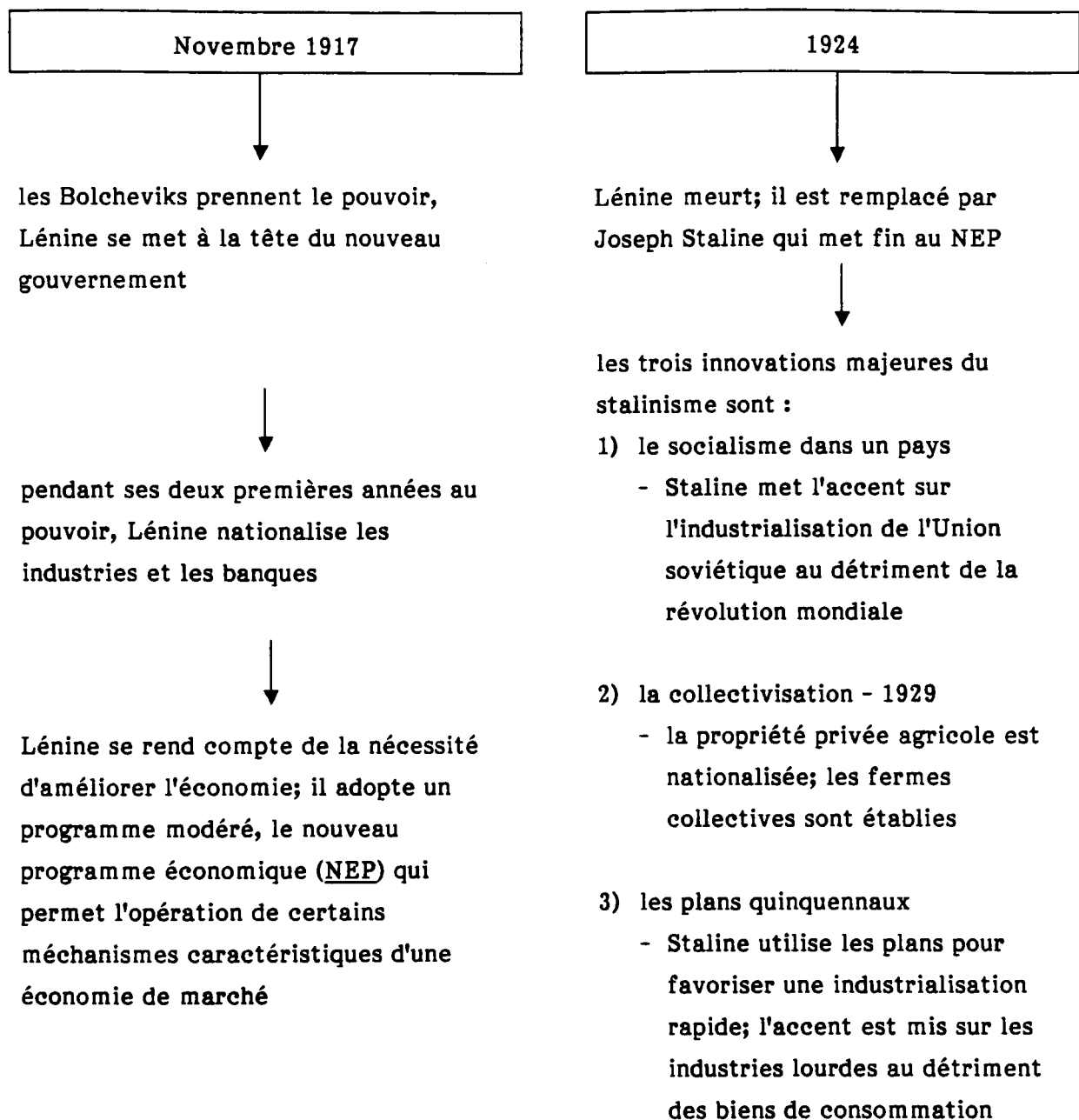
CONSÉQUENCES DE LA GRANDE DÉPRESSION



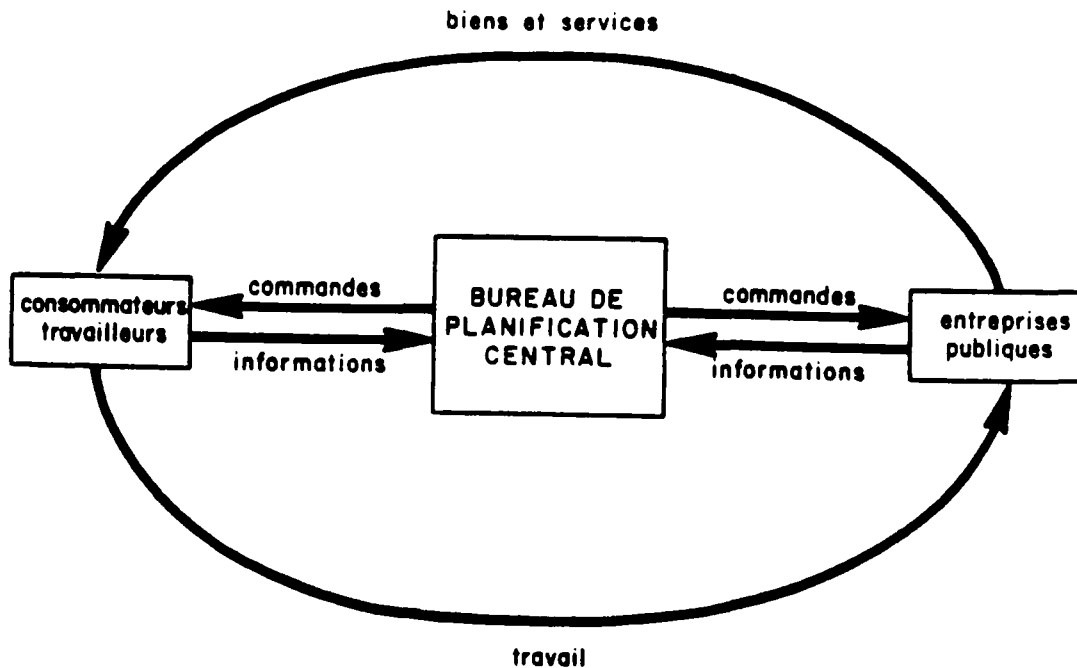
RÉPONSES À LA GRANDE DÉPRESSION



U.R.S.S. - RAPPEL HISTORIQUE



ORGANISATION D'UNE ÉCONOMIE CENTRALISÉE

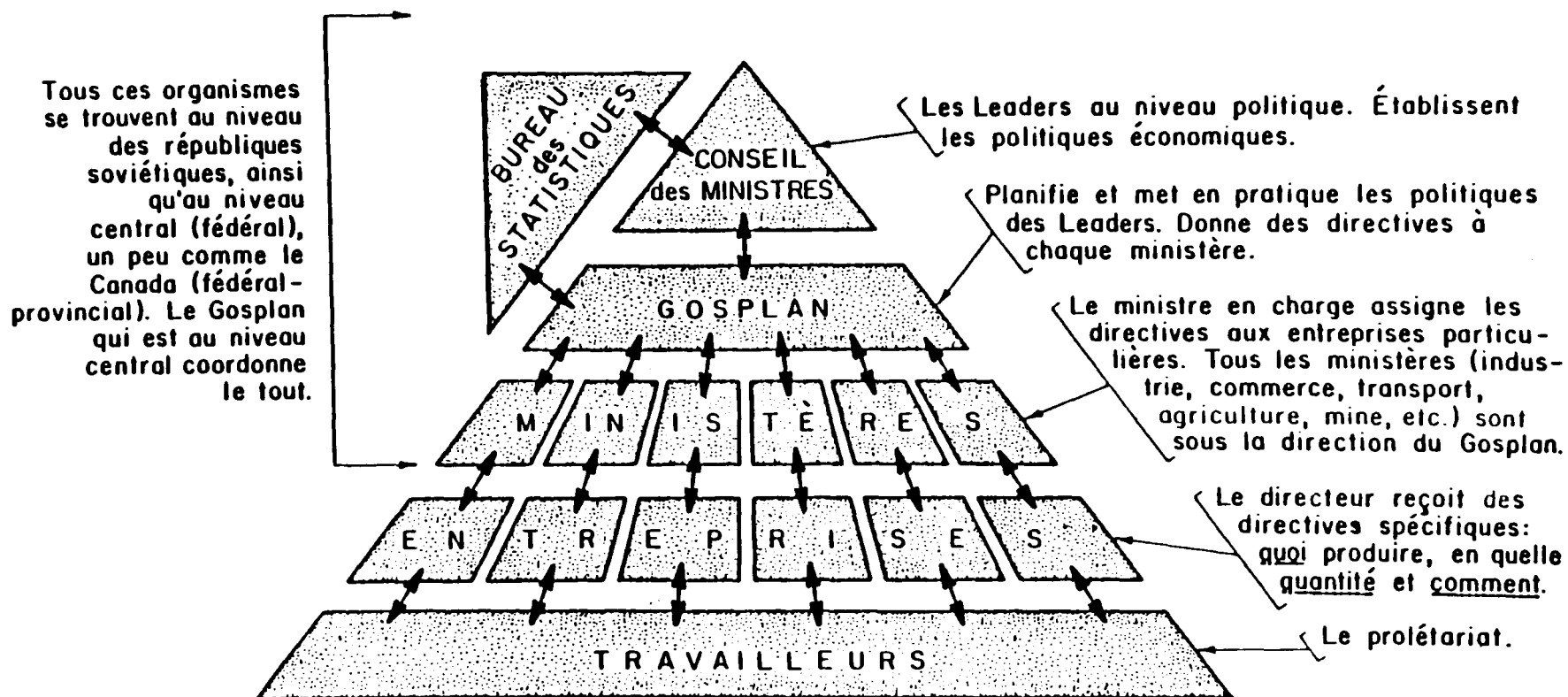


Bien que n'étant pas un modèle pur, le meilleur exemple d'une économie centralisée, selon les principes marxistes-léninistes, est celui du type soviétique qui débuta par la Révolution russe de 1917.

LA PLANIFICATION CENTRALE EN U.R.S.S.

Organisation de la production

(Quoi produire? Comment? et Pour qui?)



BILAN DE L'UTILISATION DES PREMIERS PLANS EN U.R.S.S.**Positif**

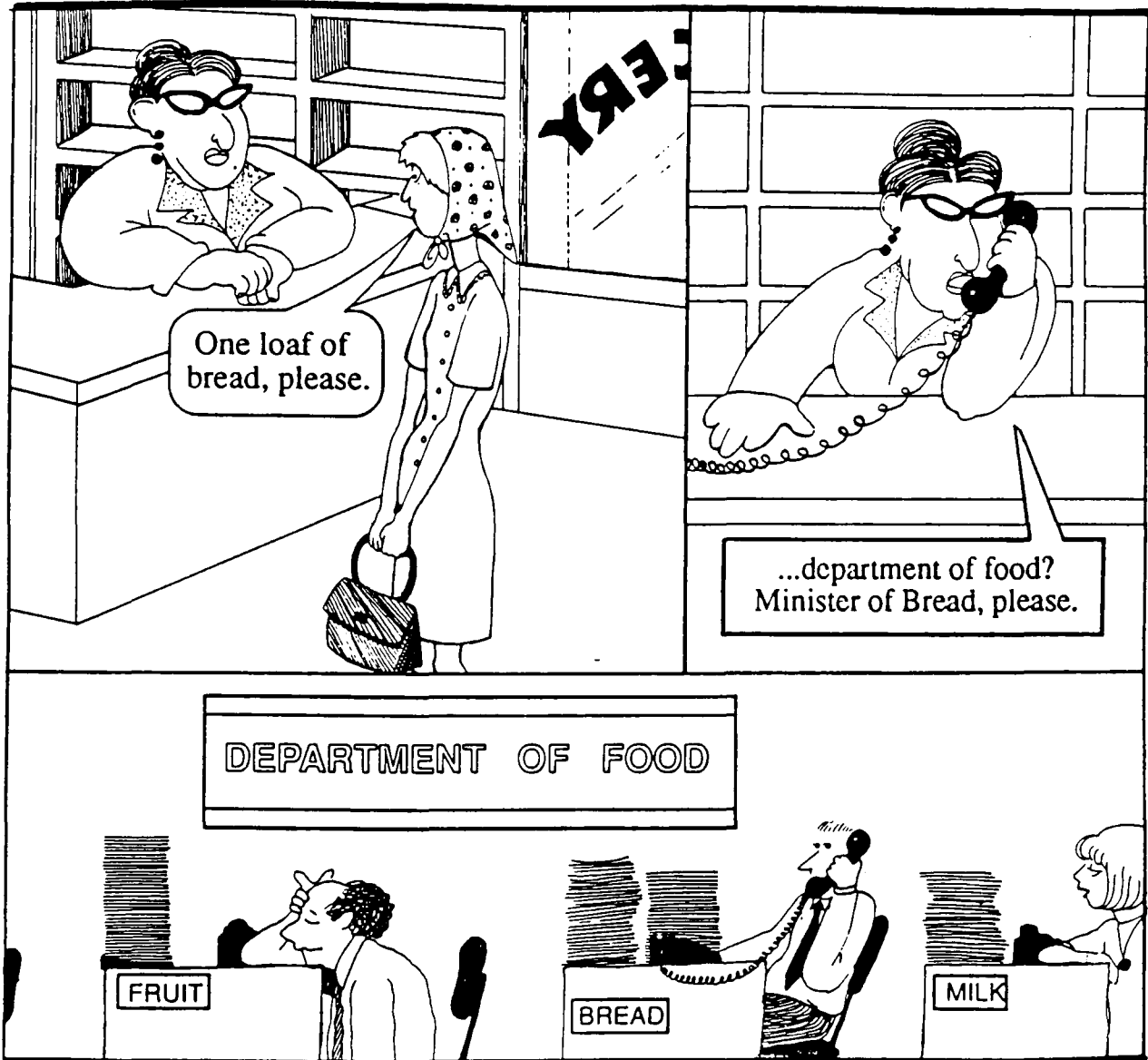
- permet à l'État de récupérer sa souveraineté économique
- l'État peut fixer ses propres objectifs
- permet l'établissement d'une base industrielle en U.R.S.S.
- à la fin du deuxième plan, l'U.R.S.S. se classe 4^e dans le monde en terme de production industrielle
- le taux d'analphabétisme diminue de 80 % à 10 %.

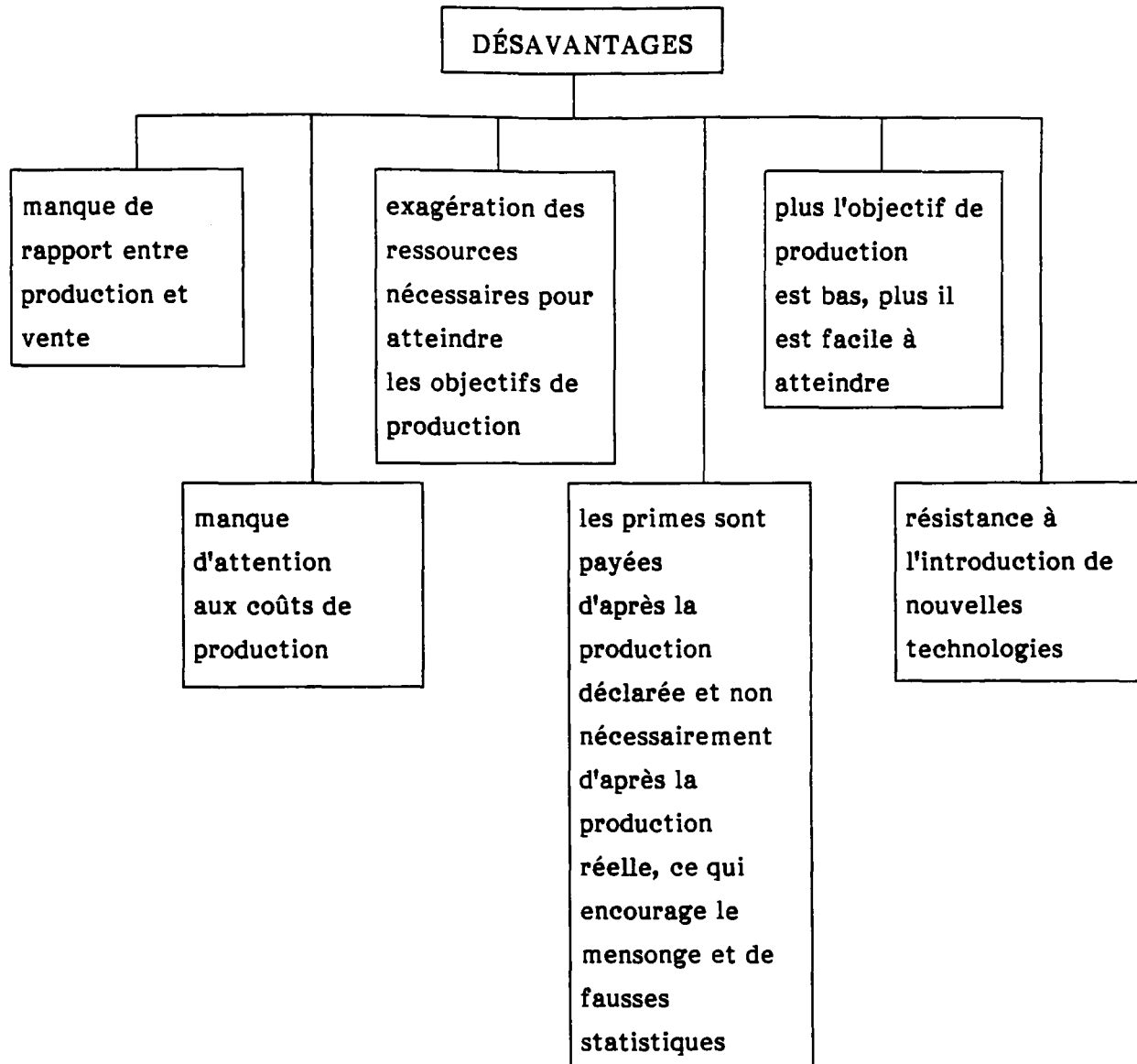
Négatif

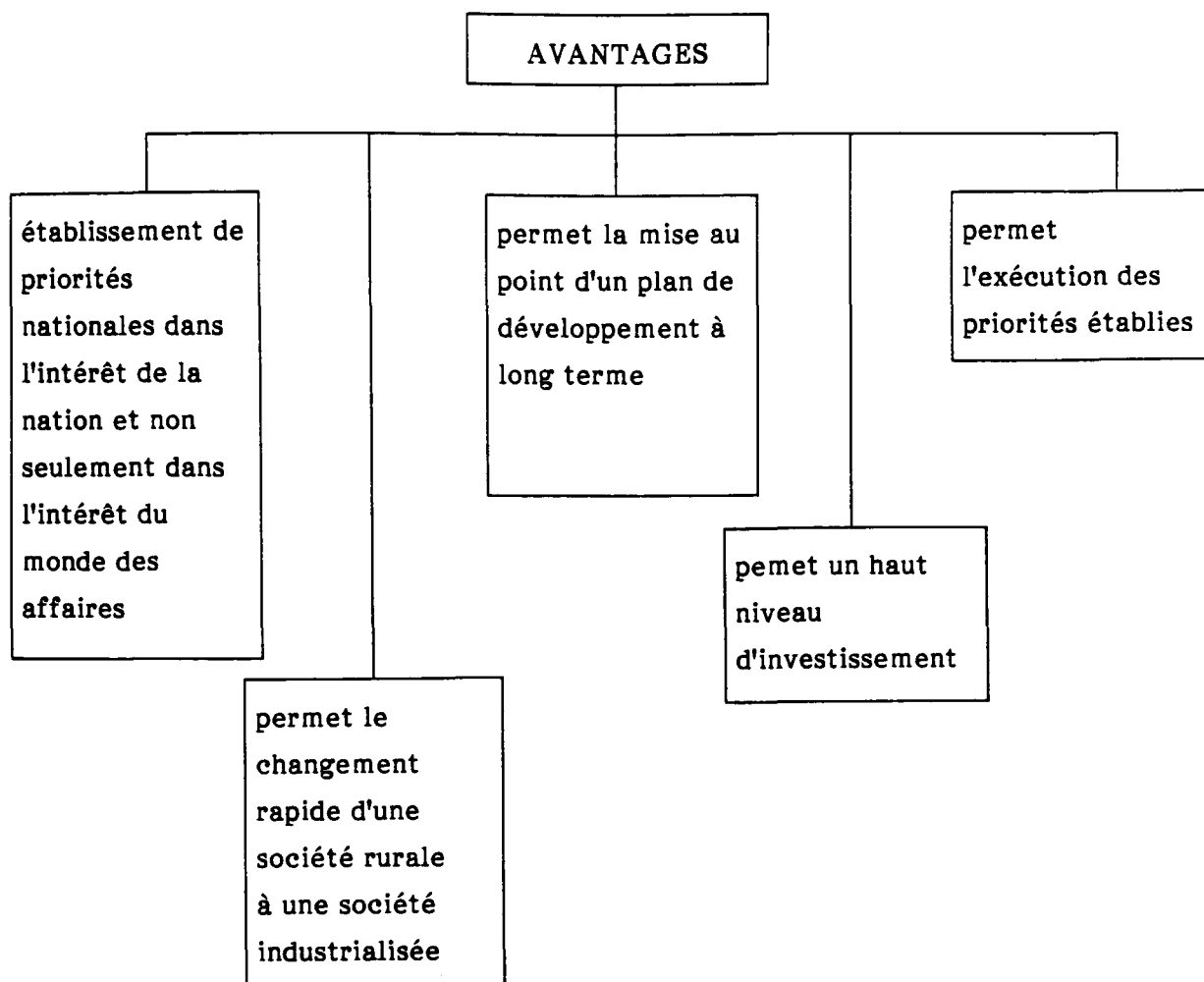
- la croissance industrielle se fait aux dépens des besoins du consommateur
- l'élimination des Koulaks coûte la vie à 8 millions de paysans
- la politique de collectivisation forcée amène la diminution des récoltes et la destruction du cheptel par les Koulaks; un autre 5 millions de personnes meurent de la famine

CENTRALISATION

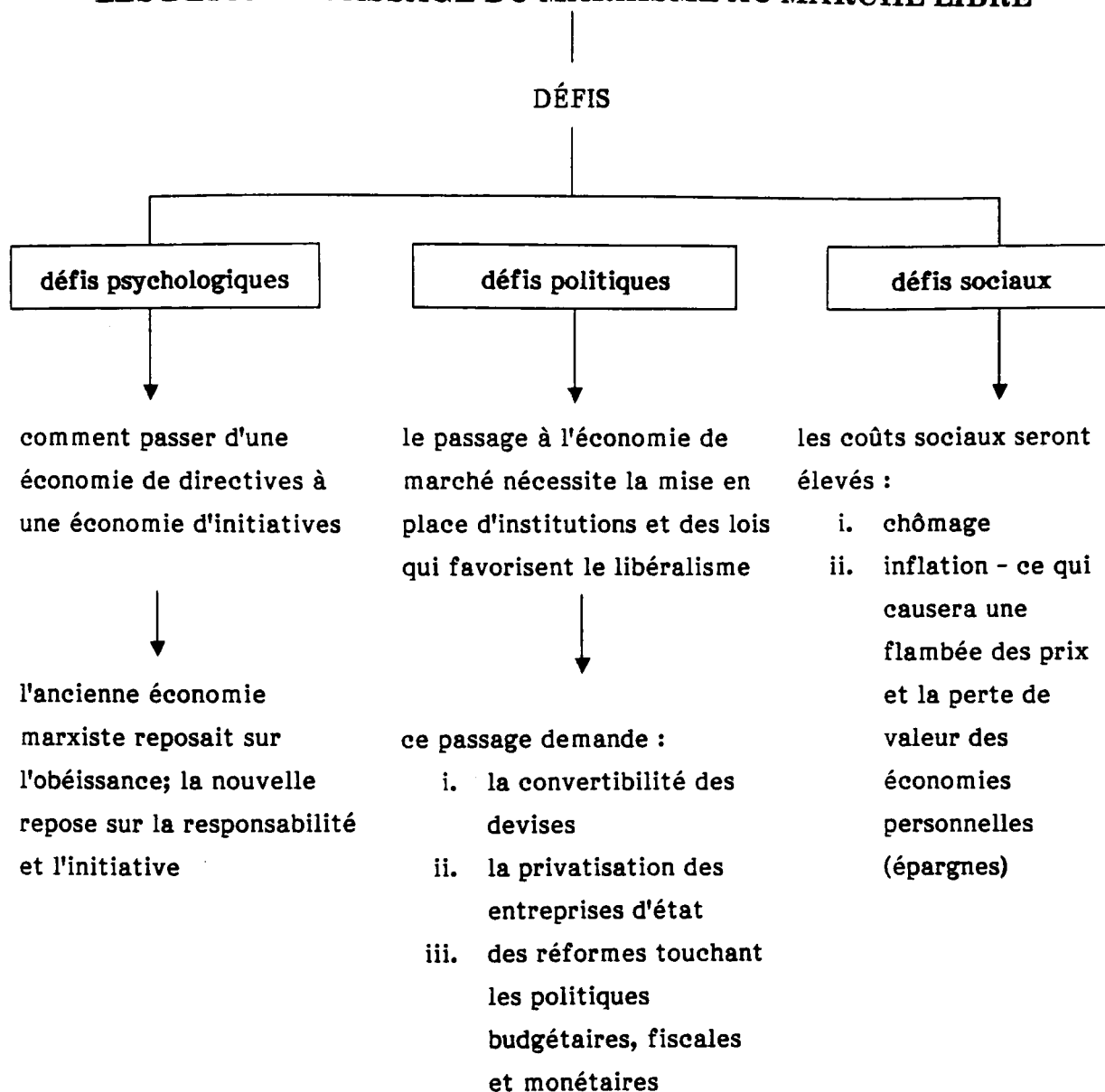
TR 51



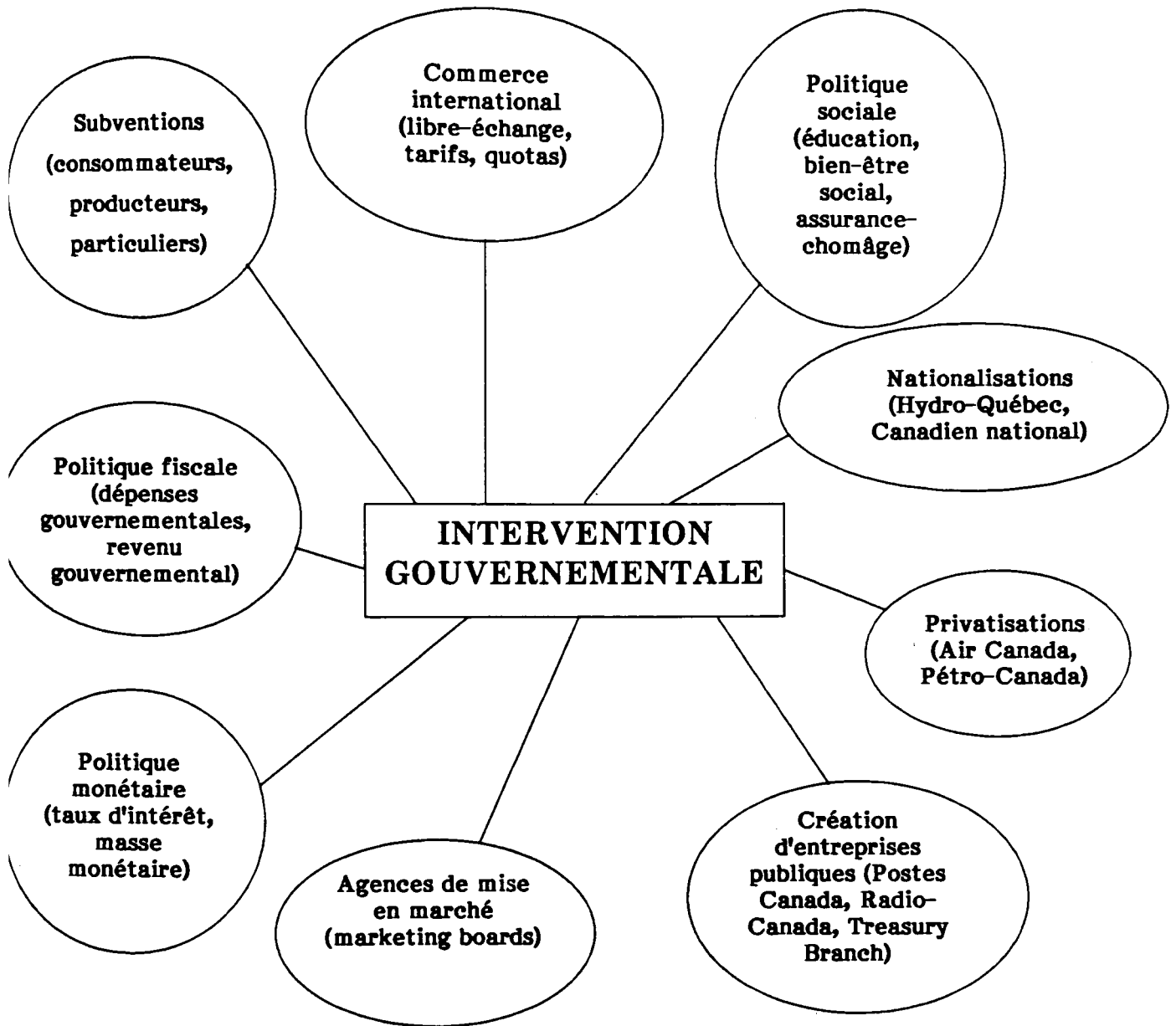
DÉSAVANTAGES D'UNE ÉCONOMIE CENTRALISÉE

AVANTAGES D'UNE ÉCONOMIE CENTRALISÉE

LES DÉFIS DU PASSAGE DU MARXISME AU MARCHÉ LIBRE



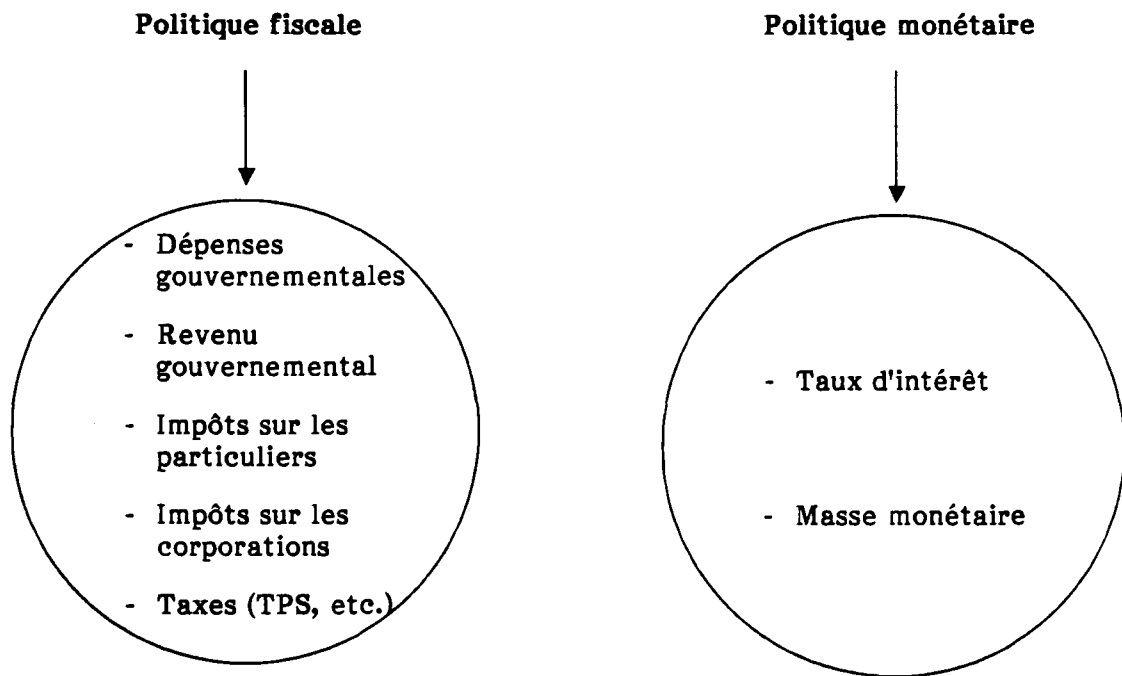
INSTRUMENTS DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE



LA POLITIQUE FISCALE ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE : UNE COMPARAISON

A. DÉFINITIONS

La politique fiscale dénote l'ensemble des mesures employées par un gouvernement dans les domaines des dépenses gouvernementales et de la taxation (le fisc) afin de stimuler l'activité économique quand elle croît trop lentement, ou de la ralentir quand elle surchauffe (croît trop rapidement). Par voie de contraste, la politique monétaire se rapporte à la variation des taux d'intérêt et de la masse monétaire (money supply) employée dans le même but.



B. ACTEURS PRINCIPAUX

Le gouvernemental fédéral et la Banque du Canada

(suite)

C. DANGER D'UNE ÉCONOMIE SURCHAUFFÉE : INFLATION

(les prix montent rapidement car la demande est trop forte)

**Évolution possible
d'une économie
surchauffée**

- Les entreprises font de plus grands profits.
- Les travailleurs demandent des augmentations de salaires ce qui fait monter les prix encore davantage.
- Ce cycle se brise quand les banques se mettent à monter les taux d'intérêt ce qui étouffe la demande - il coûte plus cher d'emprunter - et encourage les gens à épargner. Entre-temps, l'inflation aura ravagé les économies des gens à la retraite et ceux qui dépendent des pensions et d'autres formes de paiements de transfert.

DANGER D'UNE ÉCONOMIE MOLLE : CHÔMAGE

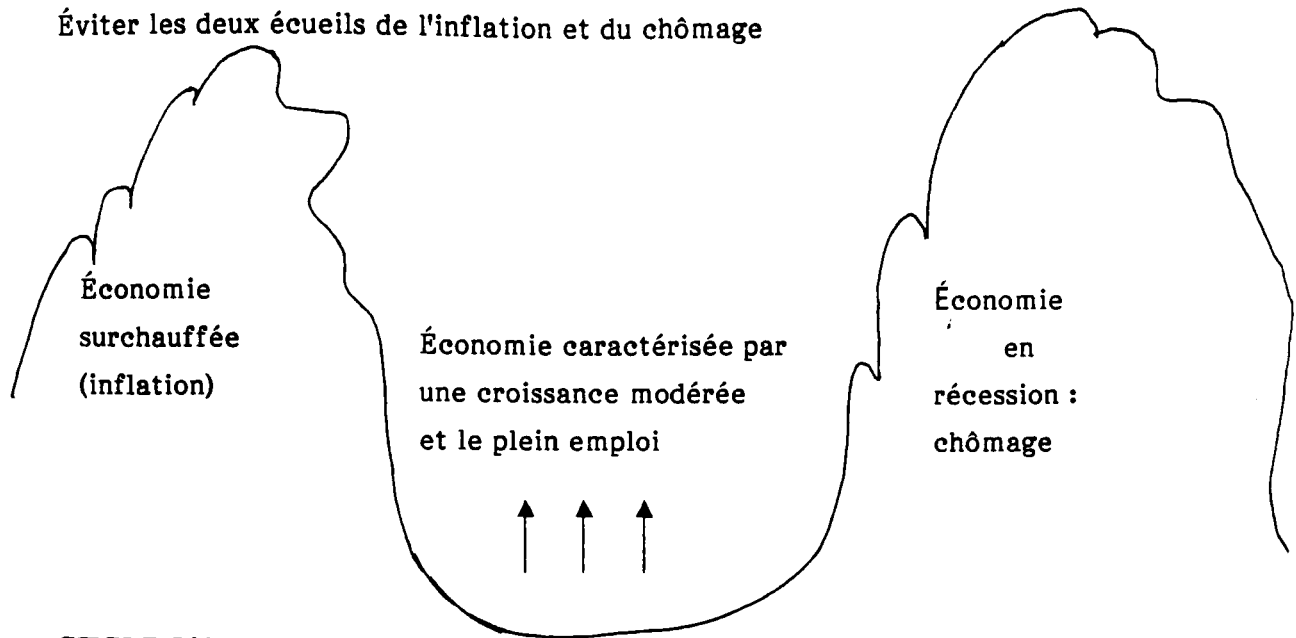
**Évolution possible d'une
économie molle**

- La demande est faible → les prix tombent → les entreprises font moins de profits → certaines entreprises ferment et congédient leurs employés → accroissement du chômage.

Demande > Offre → Augmentation des prix

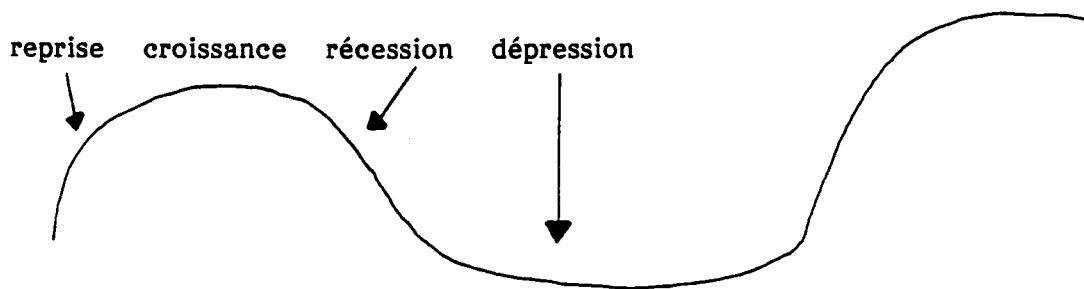
D. DÉFI ÉCONOMIQUE

Éviter les deux écueils de l'inflation et du chômage



E. CYCLE D'AFFAIRES

- Le but d'un gouvernement, en intervenant dans l'économie par le biais de sa politique fiscale, est de transformer le cycle normal d'affaires qui pourrait ressembler à ceci :



à un cycle beaucoup plus aplati, comme ceci.



- De cette façon, l'économie croît de façon modérée mais continue, ce qui cause beaucoup moins de problèmes sur les plans humain et social.

F. STRATÉGIES GOUVERNEMENTALES POSSIBLES

a) Pour ralentir
une économie
surchauffée où :

Demande > Offre

i. réduire la demande

- en augmentant les impôts (les gens ont moins d'argent à dépenser)
- en augmentant les taxes (sur l'essence, les cigarettes, etc.)
- en augmentant la TPS (Taxe sur les produits et services)

ii. stimuler l'offre

- réduire les impôts que paient les corporations (De cette façon, elles se mettront, en théorie du moins, à produire plus et donc à augmenter l'offre.)
- laisser entrer sur le marché domestique des produits moins chers, en provenance de l'étranger (De cette façon, l'offre rencontrera la demande et fera diminuer les prix. Ceci est un des buts du GATT et de l'accord du libre-échange canado-américain.)

b) Pour stimuler
une économie en
récession où :

Offre > Demande

i. stimuler la demande

- en diminuant les impôts sur les particuliers (Les gens ont plus d'argent et se mettront à acheter plus de produits.)
- en diminuant la TPS et les autres taxes
- en trouvant du travail pour les chômeurs plusieurs possibilités dont les travaux publics, les programmes de recyclage et de formation de métiers, les programmes d'emplois d'été pour les étudiants, etc.
- en augmentant les paiements de transfert (pensions, allocations familiales, assurance-chômage)
- en donnant des subventions aux particuliers (les fermiers par exemple) ou aux entreprises en difficulté

ii. réduire l'offre

- en augmentant les impôts sur les corporations
- en fermant la porte aux produits étrangers (Le commerce international est réglementé par des accords internationaux qui ne peuvent pas être modifiés immédiatement. La planétarisation progressive de l'économie mondiale rend cette solution plus théorique que pratique.)
- en créant des agences qui contrôlent l'offre par un système de quotas ou de contingentements (les agences de mise en marché ou «marketing boards» par exemple)

G. CONTRAINTES AUXQUELLES UN GOUVERNEMENT FAIT FACE DANS L'UTILISATION DE CES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS D'INTERVENTION

a) Contraintes politiques

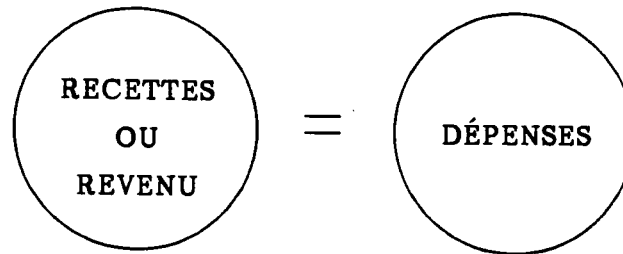
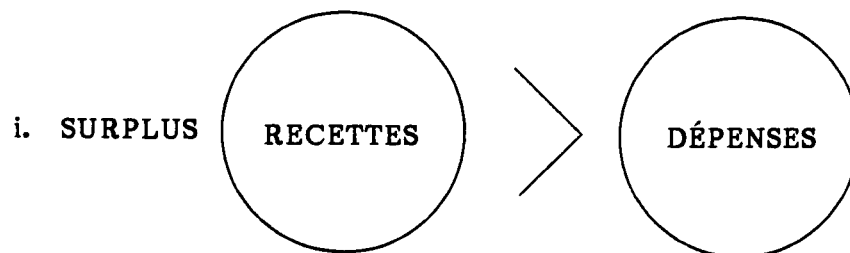
- en général, des gens de tendance conservatrice s'opposent à l'idée d'intervention du gouvernement dans l'économie; ils préfèrent se fier aux forces du marché

- par contre, les libéraux contemporains acceptent la nécessité des interventions ponctuelles (de temps à autre) dans des buts très précis

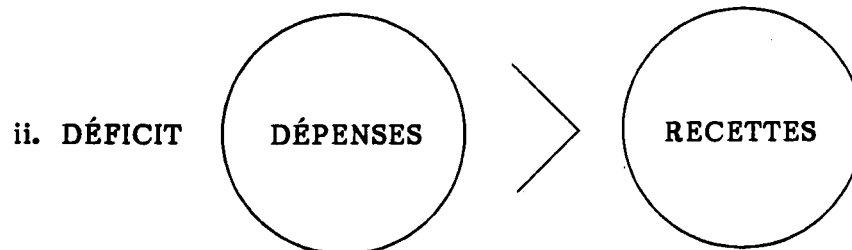
- les sociaux-démocrates considèrent qu'il incombe au gouvernement, comme acteur représentant la volonté collective, d'intervenir dans l'économie afin de garantir le plein emploi et un standard de vie minimum pour tout le monde

b) Contraintes économiques

- certaines mesures d'intervention coûtent cher au gouvernement qui, lui, doit gérer son propre budget

POUR ÉQUILIBRER UN BUDGET**DANS LE CAS CONTRAIRE, IL Y A :**

OU

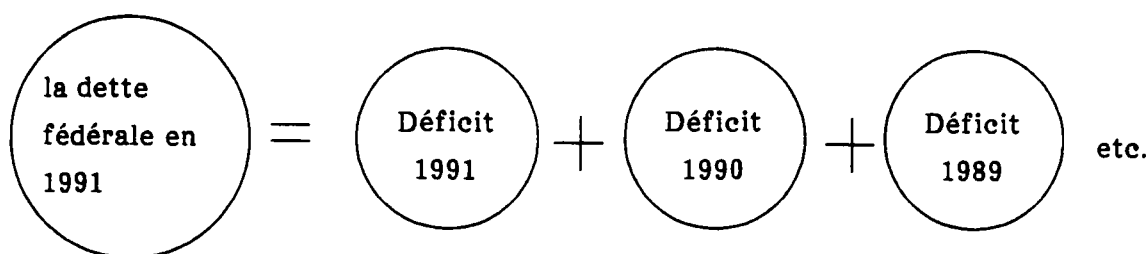


- un gouvernement qui souhaite prendre des mesures d'intervention dans l'économie court le risque d'un budget déficitaire

QUELQUES NOTIONS BUDGÉTAIRES

A. DETTE ACCUMULÉE

le montant total d'argent que le gouvernement
a dû emprunter pour couvrir ses déficits annuels



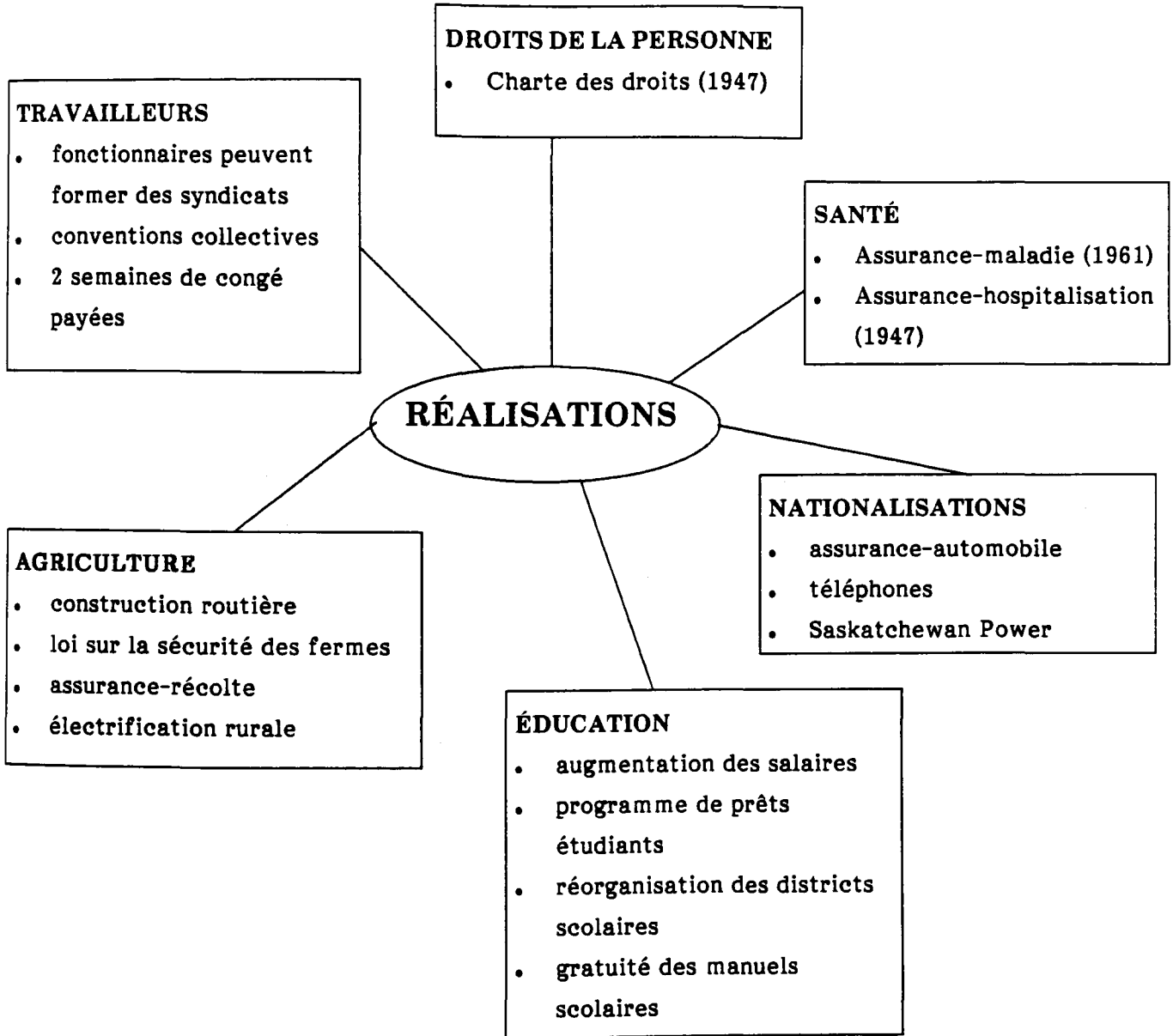
La dette fédérale
au Canada aujourd'hui
est estimée à :

Le dernier exercice
budgétaire a
prévu un déficit
pour cette année financière

B. OÙ LE GOUVERNEMENT TROUVE-T-IL L'ARGENT POUR PAYER SES DÉFICITS?

- i. **du particulier** - en vendant des obligations d'épargne (Savings bonds) ou d'autres sortes d'obligations (treasury bills par exemple).
- ii. **des banques et institutions financières canadiennes** - plus les banques prêtent au gouvernement fédéral, moins elles ont de fonds pour les provinces ou les entreprises; ces dernières sont donc souvent obligées d'emprunter à l'étranger
- iii. **des institutions financières étrangères** - les emprunts à l'étranger augmentent notre dette vis-à-vis l'étranger, ce qui pourrait être problématique à long terme

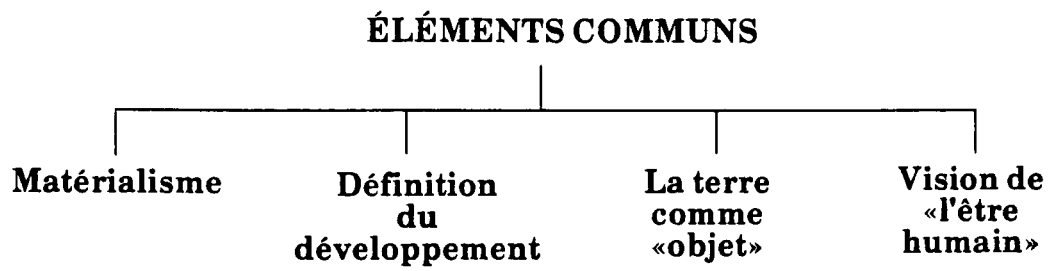
UNE ÈRE SOCIALISTE - LA SASKATCHEWAN



UNE SURPRISE



**CAPITALISME, COMMUNISME ET SOCIAL-DÉMOCRATIE :
ÉLÉMENTS COMMUNS**



ANNEXES

A: MISE A JOUR

B: RÉFÉRENCES

Annexe A: Mise à jour

Cette annexe est devenue nécessaire suite aux événements qui ont ébranlé l'ancien monde communiste. Notre unité n'a pas pu prévoir les énormes changements qui ont balayé le communisme de l'Europe orientale et qui ont vu l'éclatement de l'Union soviétique.

L'évolution soviétique vers une société plus ouverte et plus attentive aux exigences du marché, documentée dans cette unité, a terminé dans l'impasse. Le résultat, dans un premier temps, a été le putsch raté de l'ancienne garde soviétique et, dans un deuxième temps, l'affaiblissement de l'état central et la montée simultanée des nationalismes républicains, ce qui a mis fin à cet empire artificiel destiné à l'éclatement. Le communisme, comme système économique et politique, a changé et notre principale étude de cas, l'Union soviétique, n'est plus.

C'est pourquoi nous avons cru bon d'ajouter dans cette annexe quelques articles qui traitent justement de la fin du communisme en Europe de l'est et de l'avenir du communisme dans les quelques états qui continuent d'en réclamer.

Ce n'est pas que le communisme qui a évolué ces derniers temps. Le capitalisme et le socialisme, tous les deux, subissent également des modifications sous le coup de la récession mondiale et de la planétarisation progressive des économies de moins en

moins nationales. Cette mise à jour vise donc à documenter aussi les mutations qui ont eu lieu dans ces deux camps non-communistes.

Nous suggérons aux professeurs d'intégrer ces lectures à la fin de l'étude de chaque idéologie sous le titre de Perspectives d'avenir. De cette façon, les élèves verront l'évolution de chaque idéologie en contexte et pourront s'interroger sur les perspectives à long terme de chaque système politico-économique.

Pour aider les professeurs à faire ce travail d'intégration, nous avons regroupé ces lectures par idéologie. Chaque article est accompagné de questions dont les professeurs pourraient s'inspirer pour préparer des devoirs, des projets ou la discussion.

ARTICLES

LE COMMUNISME

"Les apprentis capitalistes", L'Actualité, le 1 décembre 1990

"Que reste-t-il du marxisme en Afrique", Africa International,
N° 237, avril 1991

"Un entretien avec le premier ministre vietnamien", Le Monde, le
15 octobre 1991

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

"Suède: l'envie d'autre chose", Le Monde, le 17 septembre 1991

"La fin du rêve suédois", Le Monde, le 14 septembre 1991

LE CAPITALISME

"La lutte des capitalismes", Le Monde, le 14 septembre, 1991

"Les apprentis capitalistes"

1. Expliquez les deux théories dont Rupnik fait état quant à l'avenir de l'Europe de l'est.
2. Discutez la question du nationalisme dans les pays récemment libérés du communisme? Quel est, selon Rupnik, l'antidote contre le nationalisme extrême?
3. Décrivez la situation économique dans ces pays. Comment peut-on en sortir, d'après Rupnik?
4. Quel rôle le reste de l'Europe peut-il jouer face à l'Europe de l'est?

Que reste-t-il du marxisme en Afrique?

1. Quelle a été l'attraction initiale du marxisme en Afrique et pourquoi cette attraction s'effondre-t-elle maintenant?
2. Quels sont les pays se réclamant du marxisme qui sont en train de changer de direction idéologique?

Un entretien avec le Premier ministre vietnamien

1. Quelles sont les intentions du nouveau Premier ministre M. Vo Van Kiet quant aux réformes politiques et économiques?
2. Quelles sont, selon lui, les clés pour tout développement futur de son pays?

Suède: l'envie d'autre chose

et

La fin du rêve suédois

1. Quelles conclusions les auteurs de ces deux articles tirent-ils quant à l'avenir du modèle suédois?
2. Quelles deux erreurs le gouvernement suédois avait-il commises avant les élections?
3. Que vient de faire le gouvernement afin d'augmenter la compétitivité des firmes suédoises et mieux gérer l'économie de ce pays?
4. Quels sont les trois clés à succès du modèle suédois?

La lutte des capitalismes

1. D'après l'auteur de l'oeuvre Capitalisme contre capitalisme, quels sont les deux versions du capitalisme qui s'affrontent? Décrivez-les.
2. Quelle importance ce débat a-t-il pour l'avenir économique du Canada? Expliquez.

Les apprentis capitalistes

Jacques RUPNIK, politicologue, prédit à l'Europe de l'Est de sombres lendemains de fête. La révolution économique sera longue et dure.

par Véra Murray

Après la chute du Mur de Berlin, le téléphone s'est mis à sonner jour et nuit au domicile parisien de Jacques Rupnik. La nuit, on lui téléphonait du château de Prague: il venait d'être nommé «conseiller à l'étranger» de Vaclav Havel. Les coups de téléphone d'outre-Atlantique arrivaient aussi sans égard au décalage horaire: les médias américains venaient de découvrir qu'à l'est de l'Europe, une série de peuples, très différents des Russes, aspiraient à «leur» démocratie.

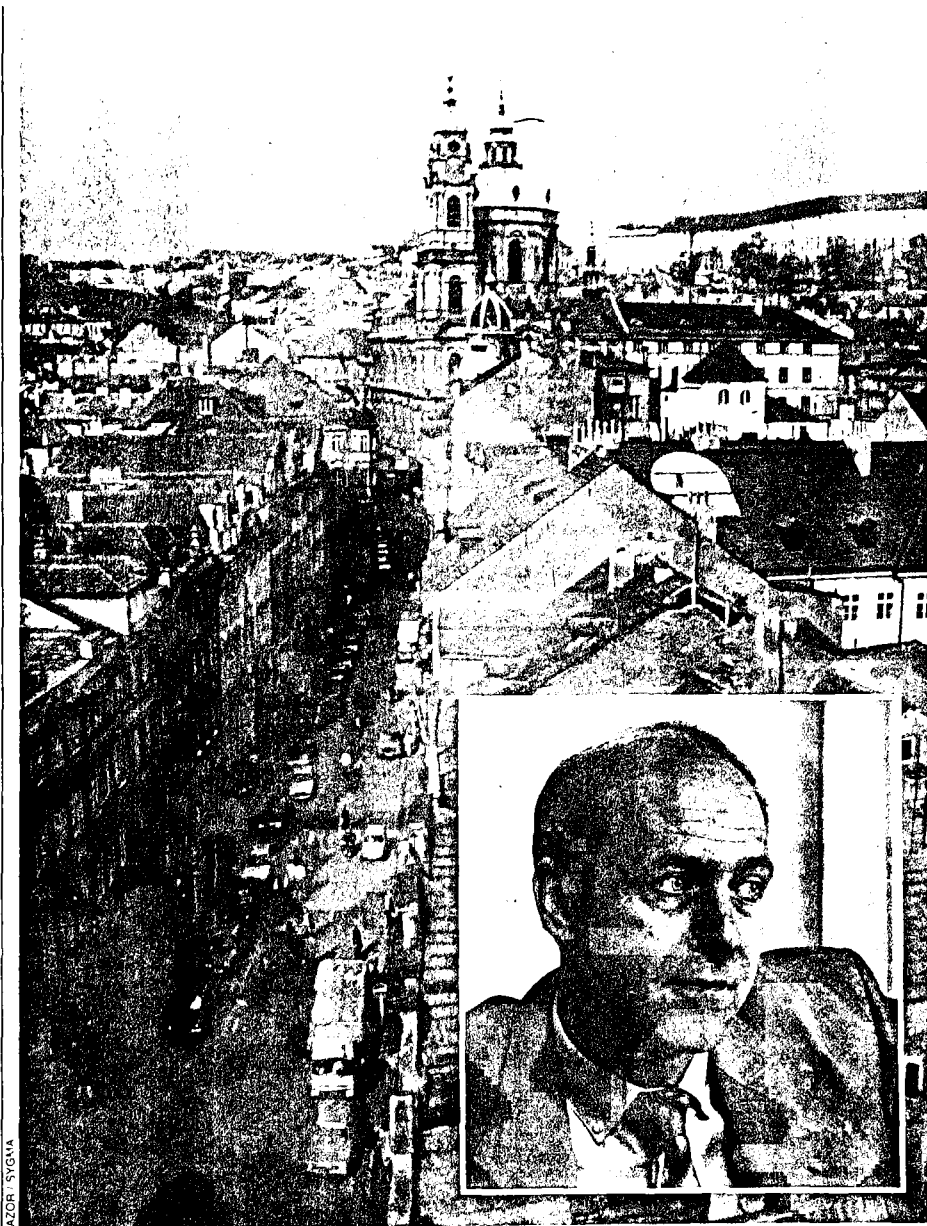
Jacques Rupnik est un des rares spécialistes français de l'Europe de l'Est à pouvoir parler à tous ces interlocuteurs dans leur langue, et leur langage. Les circonstances familiales ont voulu qu'il naisse en Tchécoslovaquie, de parents français, et qu'il n'arrive en France qu'à 15 ans, au milieu des années 1960. Plus tard, il vit aux États-Unis et obtient un doctorat de Harvard avant d'être engagé par le service est-européen de la BBC de Londres. Depuis 1983, il est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, mais continue de collaborer avec les médias américains et britanniques. L'impressionnante série documentaire de six heures diffusée en 1988 en Angleterre a servi de base à *L'Autre Europe*, son livre récemment sorti à Paris.



L'actualité: «L'histoire de cette partie de l'Europe, qu'on avait artificiellement arrêtée, s'est remise en marche», a dit Vaclav Havel en devenant président. Mais quelle histoire? Celle de l'espérance démocratique ou celle des régimes autoritaires et des conflits nationalistes?

Jacques Rupnik: Il y a deux théories. La première, pessimiste, est celle du réfrigérateur. Elle veut que tout ce qui avait été congelé – les courants nationalistes, l'autoritarisme, l'antisémitisme – revienne en force. La seconde, optimiste, dit que la privation de liberté et la lutte contre le système totalitaire ont ancré solidement les valeurs démocratiques.

L'hypothèse du réfrigérateur se confirme partout en ce qui concerne le retour



«Il faudra parler aux gens. Expliquer qu'il faudra passer par une longue et très pénible période de tiers-mondisation de leur pays.»

«L'Allemagne, c'est l'espoir d'une aide qui leur permettra de sortir du marasme, mais aussi la peur d'être dominés.»

en force du nationalisme. Lorsqu'on lève la chape de plomb du communisme, le sentiment nationaliste remonte le premier à la surface, ce qui est plutôt normal: dans l'aspiration nationale, il n'y a pas seulement l'identité culturelle, il y a aussi la réappropriation de la souveraineté. C'est dangereux là où il n'y a pas de tradition démocratique, pas d'antidote.

L'actualité: *Vous pensez à quels pays?*

J. Rupnik: Je pense que les troubles en Bulgarie et en Roumanie sont le début d'un grand conflit national dans cette partie de l'Europe. Le clivage s'établit donc entre l'Europe centrale d'un côté,

dation, disent-ils, Solidarité est déchiré par des luttes intestines, Walesa est grisé par le pouvoir, ses attaques contre «son» propre premier ministre, Mazowiecki, sont dogmatiques...

J. Rupnik: Évolution tout à fait inévitable. Au début, il y a 10 ans, Solidarité était un mouvement uni contre le système communiste. C'est un des rares pays où la dissidence intellectuelle et un mouvement social à base ouvrière ont pu se rallier autour d'une idée nationale, d'une idée sociale et de valeurs démocratiques. Une fois le système communiste renversé, il est tout à fait naturel qu'une diversification se fasse.

tés politiques différentes: un courant plus démocrate, européen, de centre gauche, l'autre plus nationaliste, populiste, tout à fait dans la tradition polonaise. Il faut se garder de faire un procès d'intention à Walesa pour avoir posé le problème.

C'est lui le héros polonais, lui qui a fait Solidarité, amené Mazowiecki au pouvoir. Il est tout à fait justifié de dire: quelle est ma place dans ce système? Car finalement, les leaders de Solidarité ont tous aujourd'hui des fonctions politiques; il y en a un seul qui reste sur la touche, c'est Walesa!

L'actualité: *Depuis Walesa, le seul à garder la même aura morale, c'est Havel. Comment compareriez-vous les deux hommes?*

J. Rupnik: Walesa et Havel sont, chacun à leur façon, l'incarnation de leur pays, et d'une façon différente de sortir du communisme. L'un est un ouvrier, un homme d'action, national-populiste catholique, propulsé sur la scène politique par un mouvement social. L'autre est un intellectuel libéral démocrate, d'origine bourgeoise, complètement marginal dans sa société depuis 20 ans, propulsé au pouvoir par l'extraordinaire force morale de son combat.

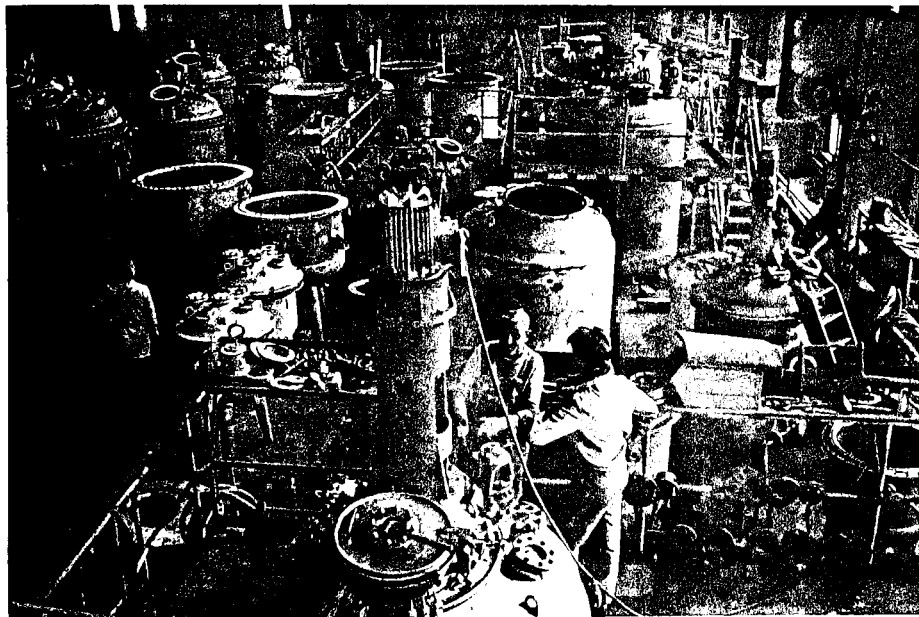
A Prague, la veille de l'élection de Havel, j'ai vu un slogan qui résume assez bien la différence: «Lui pour nous, 20 ans. Nous pour lui, deux semaines.» Tandis que la première grève de Walesa date de décembre 1970!

L'actualité: *Mais pourquoi Havel en Tchécoslovaquie et Walesa en Pologne?*

J. Rupnik: La Tchécoslovaquie avait été beaucoup plus perméable au totalitarisme. L'opposition y était un phénomène avant tout intellectuel, culturel. En Pologne, dans ce mélange de nationalisme et de catholicisme, le communisme n'avait aucune chance. Mais ce ne sont pas forcément les cultures les plus résistantes au totalitarisme qui sont les plus propices à la transition démocratique. Ce qui est en cause dans le processus actuel, c'est la capacité d'une culture politique de se transformer, capacité qui dépend des leaders, bien sûr, mais aussi des nouvelles élites naissantes, de la situation économique et de l'environnement international.

Prenez l'exemple de pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, sûrement moins développés économiquement que la Tchécoslovaquie, avec une tradition moins démocratique. L'environnement international, le Marché commun ont été une sorte de vecteur dans leur transition vers la démocratie.

L'actualité: *Il apparaît maintenant que la débâcle économique de l'Europe de l'Est est plus profonde encore qu'on ne pen-*



FERRIN - SYGMA

Usine en Hongrie. La débâcle économique est plus grave qu'on croyait.

Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, où le nationalisme est relativement maîtrisé pour l'instant parce qu'il n'y a plus de grand contentieux frontalier, et les Balkans de l'autre. Là, la situation est dangereuse. Il n'y a pas de volonté de coopération comme entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Surtout, chacun a un très sérieux contentieux avec son voisin: entre l'Albanie et la Yougoslavie à propos du Kosovo, entre la Yougoslavie et la Bulgarie à propos de la Macédoine, la Bulgarie avec sa minorité turque, la Roumanie avec sa minorité hongroise. Des contentieux anciens, explosifs en l'absence d'institutions démocratiques.

L'actualité: *Les médias moralisent beaucoup sur la Pologne. Dix ans après sa fon-*

Je dirais même que la Pologne était en retard dans le processus. Mais il fallait un gouvernement qui bénéficie d'un très fort soutien de la population pour imposer des mesures d'austérité draconiennes. Le paradoxe apparaît d'ailleurs dans les sondages: à la question de savoir si cela ira mieux demain, 70% des Polonais répondent que la situation sera encore pire; en même temps, les trois quarts appuient la politique du premier ministre Mazowiecki. Ils sont d'un réalisme étonnant, explicable uniquement par la très forte légitimité du gouvernement.

L'actualité: *Où et comment s'est créée la ligne de rupture?*

J. Rupnik: Elle s'est faite autour de deux personnalités, Mazowiecki et Walesa, et en même temps autour de deux sensibili-

sait. La seule solution claire avancée jusqu'à maintenant c'est le programme d'austérité draconien de la Pologne. D'un côté, on dit que c'est le seul possible, de l'autre, que son coût social est trop élevé...

J. Rupnik: Tout dépend du degré du désastre. Quand on atteint le degré zéro de l'économie socialiste, il n'y a pas d'autre issue. Les Polonais font, en un sens, de nécessité vertu. Les Soviétiques, pour leur part, n'ont pas arrêté de dire que, chez eux, une telle solution serait impossible parce qu'elle provoquerait des émeutes sanglantes. Je lis dans les journaux que, pour la première fois depuis la guerre, le pain, la seule denrée librement disponible, manque à Moscou. C'est peut-être leur degré zéro, une situation que l'on retrouve également en Roumanie.

D'une certaine façon, la situation est plus compliquée dans les pays comme la Tchécoslovaquie où, malgré le déclin, on n'a jamais manqué de denrées de base. Il y sera beaucoup plus difficile de convaincre les gens de la nécessité de mesures radicales.

Havel l'a très bien senti: nous avons fait une révolution politique, a-t-il dit, maintenant, nous devons affronter la révolution économique et sociale.

L'actualité: Vous citez dans votre livre un économiste polonais qui a essayé de calculer combien un employé municipal new-yorkais aurait à payer, en dollars, certains articles de consommation courants s'il changeait de place avec un travailleur polonais: 23 dollars un billet de cinéma, 77 dollars la livre de steak, plus de 95 000 dollars pour une voiture! Comment les gens réagiront-ils à cela dans un pays comme la Tchécoslovaquie, par exemple?

J. Rupnik: Pour le moment, on y légitime le marché par la démocratie: on justifie les sacrifices économiques par les conquêtes politiques. Cet «état de grâce» ne durera pas plus d'un an. Il faudra parler vrai aux gens, il ne faudra pas leur raconter que la situation est passagère. Il faudra dire toute la vérité sur le désastre économique, présenter les comptes de la nation, expliquer aux gens qu'avant l'économie de marché à l'occidentale il faudra passer par une longue et très pénible période de tiers-mondisation de leur pays. Une sorte de capitalisme en haillons.

La crise du Golfe est très mal tombée pour ces pays. En Tchécoslovaquie, par exemple, à 30 dollars le baril, le pays est obligé de consacrer 90% de ses recettes en devises à l'achat du pétrole!

L'actualité: Quel sera l'impact de l'Allemagne réunifiée sur les pays de cette Europe du Centre-Est?

J. Rupnik: Dans cette partie de l'Europe, il y a une attitude ambivalente face

à l'Allemagne. L'Allemagne, c'est l'espoir d'une aide qui leur permettra de sortir du marasme, doublé de la peur d'être dominé. On retrouve là une constante historique: l'Allemagne a toujours représenté pour ces pays, en même temps que le progrès, une menace pour leur identité nationale. Avec la fin de la domination soviétique sur l'Europe du Centre-Est, le vide sera naturellement comblé en premier lieu par l'Allemagne.

La réunification allemande agit donc dans le sens d'un renforcement des sentiments nationalistes. Mais plutôt que de devenir une simple zone de domination allemande, les Tchécoslovaques, les Polonais et les Hongrois optimistes souhaiteraient une vraie coopération et intégration avec l'Autriche et certaines régions frontalières de l'Allemagne, une idée qui intéresse énormément les Autrichiens, mais sur laquelle les Allemands, pris par les problèmes de la réunification, ne se sont pas beaucoup exprimés.

Cette intégration de l'Europe centrale aurait l'avantage d'être une phase transitoire vers l'intégration dans un marché commun de toute l'Europe. Pour employer les mots de Havel: ces pays «coordonneraient leur retour dans la maison européenne». La grande difficulté de cette idée, c'est quoi faire de la Pologne: démographiquement, elle est trop grande par rapport aux autres pays et pèserait trop

lourd; économiquement trop faible, elle serait un boulet aux pieds de l'association. De plus, c'est elle qui aime le moins l'idée d'une Europe centrale, d'une Mitteleuropa, croyant appartenir depuis toujours tout simplement à l'Occident chrétien.

L'actualité: Est-ce que l'apparition d'une double Europe – un Ouest riche faisant face à un Est arriéré, peut-être instable politiquement – ne ruine pas les chances d'une véritable union européenne? Y a-t-il déjà des gens qui aimeraient reconstruire le Mur de Berlin?

J. Rupnik: Personne ne veut reconstruire le Mur. Personne non plus n'est nostalgique de l'ancienne division de l'Europe. Même si, vu de France, l'ancien système était assez confortable. Quant à la construction européenne, le problème est de savoir comment élargir sans compromettre ce qui a été fait. Les Européens de l'Est veulent naturellement l'élargissement; si c'est possible tout de suite pour l'Allemagne de l'Est, disent-ils, pourquoi pas pour nous? Ils ont raison de ne pas vouloir accepter des investissements occidentaux massifs, c'est-à-dire une colonisation de leurs économies par l'Occident, sans la contrepartie d'appartenir à l'ensemble des pays démocratiques. Il faudra tout repenser dans la construction européenne. ■



Que reste-t-il du marxisme en Afrique ?

Après avoir séduit les jeunes Etats africains, les théories de Karl Marx n'ont plus le vent en poupe sur le continent. Les anciens adeptes du socialisme prônent aujourd'hui le multipartisme et les valeurs libérales.

Où sont passés les marxistes africains ? Un constat en tout cas : parmi les partis politiques récemment autorisés sur le continent, rares sont ceux qui se réclament du marxisme. Peut-on donc en conclure que les idées de Marx et Engels désertent l'Afrique, après avoir longtemps séduit les intellectuels ?

Sans vouloir prédire l'avenir, on peut déjà remarquer que « la démocratie bourgeoise » si décriée par les marxistes africains, inspire actuellement les luttes politiques. D'Abidjan à Libreville, de Cotonou à Kinshasa, un seul mot galvanise les foules et les fait descendre dans la rue : multipartisme.

Une revendication en totale contradiction avec le centralisme démocratique prôné par le marxisme. Une profonde aspiration au pluralisme politique, s'exprime désormais. Afin que soient définitivement bannis les mœurs des mandats à vie. C'est, en définitive, l'autoritarisme qui se trouve sévèrement battu en brèche, avec ses corollaires que sont le collectivisme et l'étatisme, souvent les fossoyeurs des économies déjà mal en point.

La fin d'une époque

Les marxistes africains qui, des décennies durant ont préconisé la formation des partis « d'avant-garde », « prolétariens », « révolutionnaires », mais uniques, voient le sol se dérober sous leurs pieds.

On est bien loin des années soixante et soixante-dix, où les marxistes tenaient le haut du pavé dans les oppositions africaines. Face à une situation qui apparaissait, à tort ou à raison, comme une simple continuation de l'ordre colonial, leur discours était plein d'espoir. D'autant qu'il venait rappeler les intentions très généreuses de Kwamé Nkrumah, Modibo Keita et Patrice Lumumba, morts, selon la formule consacrée, pour leurs idées en faveur des masses africaines.

Exit Marx, Engels et Mao

L'actualité internationale n'offre pas aux disciples africains de Karl Marx davantage de raisons d'être optimistes. Loin de là. Ainsi l'effondrement du bloc socialiste ne met pas seulement à mal la théorie de la mondialisation de la révolution socialiste ou le dogme de la supériorité historique des systèmes socialistes sur les systèmes capitalistes.

Il laisse surtout les marxistes africains sans modèles de référence. Pékin, Tirana et Moscou ne sont plus que le théâtre de violents affrontements dont l'enjeu est la démocratie.

Que Cuba et la Corée du nord résistent au renouveau, ne semble pas empêcher la référence au marxisme de s'estomper devant le multipartisme où s'engagent les pays africains.

Les notions classiques de la pensée marxiste deviennent tabous. Il faut en effet un certain courage pour parler encore d'« impérialisme » ou de « néocolonialisme », sous peine de s'exposer aux sarcasmes...

Mois après mois, les pays ont dû renoncer au marxisme pour se mettre au goût du jour. Dès 1989, par exemple,

on a pu voir disparaître des rues les portraits de Marx, Engels et Mao. Dans un ultime réflexe de survie, le Bénin a organisé une Conférence nationale historique, mettant ainsi fin à dix-neuf ans de marxisme-léninisme au bilan globalement désastreux.

Suivant la même logique, le Parti congolais du travail a convoqué en décembre 1990 son quatrième Con-



L'effigie de Karl Marx disparaîtra-t-elle à tout jamais de l'horizon des meetings politiques ?

grès extraordinaire, afin de transformer le PCT marxiste en une structure de masse capable d'affronter la compétition électorale. A l'instar du Bénin, le Congo a déposé au vestiaire de l'histoire la référence au marxisme. Vingt ans de socialisme scientifique se sont ainsi achevés, sous la pres-

Riches de ses recettes pétrolières, l'Angola s'oriente progressivement vers le même processus. Mais la révision de la constitution n'en est qu'au stade de projet, en attendant la fin des négociations entreprises avec les membres de l'Unita (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola). Ce qui n'em-

pêche pas la création de nombreuses associations parmi lesquelles, l'ACA (Association civile angolaise), et qui entendent bien anticiper sur la liberté d'expression qu'apportera le multipartisme au pays d'Agostino Neto. Un signe qui ne trompera personne en tout cas : le FRELIMO (Front de libération du Mozambique) et le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) ont demandé leur adhésion à l'Internationale socialiste. Ce n'est sans doute pas encore le cas de l'ancienne Ethiopie impériale, mais la débâcle économique semble avoir déjà contraint Mengistu à entamer des pourpar-

supervisées encore le 21 février 1991 par l'ancien président américain Jimmy Carter. Ce sera alors la fin de la reconversion d'anciens pays africains marxistes en pays multipartistes. Par la même occasion serait peut-être close en Afrique, une longue période caractérisée par la primauté de l'idéologie sur toute autre considération.

Le prestige soutenu du marxisme en a été le principal révélateur, en répondant à au moins trois soucis.

D'abord le désir des pays sortant de la colonisation de se donner un modèle sauvegardant leur identité, la peur de rester dépendants des rouages économiques des anciens colonisateurs, puis la tentation d'expérimenter les méthodes de gestion économique et sociale des pays de l'Est. Celles-ci venaient de démontrer leur efficacité en matière de santé et d'éducation.

C'est ainsi qu'avec ses centaines de millions d'habitants, la Chine de Mao devint une référence dès les années soixante. L'éradication rapide de la famine ne pouvait laisser indifférents les pays africains. A la même période, Cuba, sous la direction de Fidel Castro, apportait la preuve des profondes transformations induites par le socialisme sous les tropiques.

Afrique, champ d'application

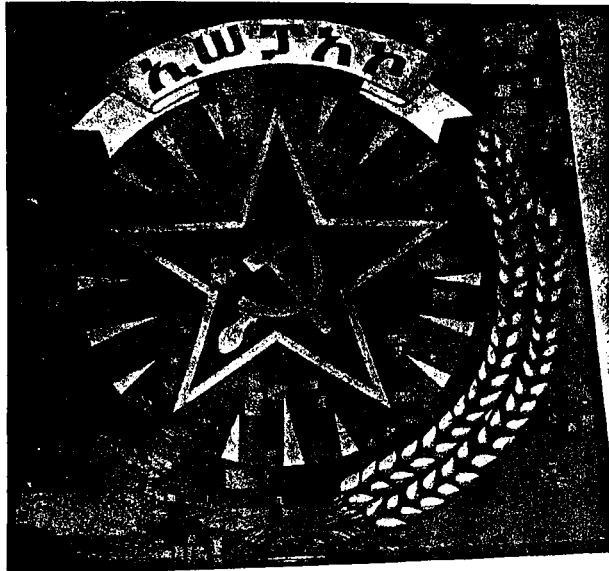
Malgré la présence d'éminents intellectuels dans les régimes marxistes, l'apport théorique africain au marxisme est resté quasiment nul.

Pas une réflexion originale, par exemple sur les religions ou le tribalisme. Pas davantage d'innovations sur les structures des groupes et leurs représentations. Bien au contraire, reprenant souvent les dogmes de la troisième Internationale après la Deuxième Guerre mondiale, l'Afrique ne sera que le champ de leur pâle application.

D'où les ouvrages de Madjemoud Diop sur les classes sociales en Afrique de l'Ouest et de Moud Mamouni, sur l'éducation, parus dans les années soixante. Seules les théories économiques ont pu bénéficier d'un apport africain remarquable, notamment grâce aux travaux de l'Egyptien Samir Amin.

Raison pour laquelle jusqu'à ces dernières années, le marxisme en Afrique est resté au niveau d'un stalinisme édulcoré ressassé à coups de slogans et phrases bien faites.

Grégoire Ndaki



Les congrès grandioses à l'image des réunions du Présidium suprême soviétique vont bientôt devenir des cérémonies de curiosité.

Ci-dessous, le président Mathieu Kérékou, un des premiers à avoir senti le vent tourner.

sion de la Confédération syndicale congolaise, laissant sur le chemin des entreprises d'Etat en pleine banqueroute, une des dettes extérieures les plus importantes du continent par tête d'habitants (5 milliards de dollars pour environ 2 millions d'habitants), sans compter les nombreux conflits sociaux.

L'Afrique australe aussi

Les Etats marxistes de l'Afrique australe ne sont pas restés rebelles à ces transformations. Ils y ont même trouvé une occasion inespérée de sortir leurs peuples de la guerre.

Depuis le 1^{er} décembre 1990, la constitution du Mozambique révisée, autorise le multipartisme et ferme ainsi la parenthèse de seize ans de marxisme.



liers avec le Front de libération érythréen. Nul doute que la possibilité du multipartisme évoquée par le président éthiopien le 1^{er} juillet 1990 pourra se concrétiser au terme des négociations

Un entretien avec le premier ministre vietnamien

*« A l'avenir, nous allons choisir les gens en fonction de leurs compétences »
nous déclare M. Vo Van Kiet*

Nommé, le 10 août, premier ministre du Vietnam, M. Vo Van Kiet est le chef de file d'un groupe de personnalités réformatrices au sein du bureau politique du PC. Dans un entretien accordé au « Monde », il n'exclut pas de faire appel à des non-communistes, y compris au sein de son gouvernement, « en fonction de leurs compétences ».

HANOI

de notre envoyé spécial

« On parle beaucoup, depuis cinq ans, des réformes économi-

ques au Vietnam et de l'ouverture de votre pays sur l'étranger. On parle moins de réformes politiques. Qu'en est-il ?

- Le but des réformes économiques est de favoriser la stabilité afin de faciliter le progrès et le développement. Nous avons pu le faire. Pas à pas, nous construisons un Etat de droit. Mais la réforme politique crée les conditions de la réforme économique et vice-versa. Il faut réformer la gestion de l'Etat de la base au sommet - de l'Assemblée nationale au gouvernement, en passant par les collectivités locales. Nous étudions toutes les expériences, y compris celles des pays où il y a rotation des

partis au pouvoir. Mais la réforme constitutionnelle en cours doit être conduite en fonction des réalités vietnamiennes. Elle doit répondre aux demandes vietnamiennes.

- Ce qui veut dire ?

- Le parti définit les grandes orientations. Mais il ne doit pas se substituer aux mécanismes de l'Etat. Comment s'adapter : voilà le problème que nous devons résoudre.

- Les ministres sont élus individuellement par l'Assemblée. Souhaitez-vous que le premier ministre forme son gouvernement et le présente collectivement ?

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI
Lire la suite page 5

Un entretien avec le premier ministre vietnamien

Suite de la première page

» Souhaitez-vous que le chef du gouvernement dispose de plus d'autonomie à l'égard du parti ?

- Oui. L'une des réformes politiques essentielles au Vietnam est celle du parti, la redéfinition de son rôle. Le gouvernement doit disposer de plus d'autonomie, de responsabilités et d'efficacité. Cela - et ce n'est pas paradoxal - consolidera le rôle dirigeant du parti. Cela me paraît même très approprié. Nous travaillons actuellement pour que le premier ministre puisse lui-même former une équipe gouvernementale qu'il soumettra à l'approbation de l'Assemblée.

- Peut-on également envisager la nomination, à des postes ministériels importants, de gens qui ne sont pas membres du PC ?

- A l'avenir, nous allons choisir les gens en fonction de leurs compétences. Donc, il ne sera pas obligatoire d'être membre du comité central du parti et peut-être pas obligatoire d'être membre du parti. Nous voudrions des gens responsables dans les domaines de leur compétence, économique, sociale, culturelle.

- Aurez-vous recours à des experts étrangers ?

- Ces dernières années, nous avons fait appel aux experts au sein du parti, de la population et des communautés de Vietnamiens d'outre-mer. Nous avons également utilisé les services des organisations internationales, par exemple pour rédiger le code des investissements étrangers ou d'autres règlements bancaires ou financiers. Nous avons notamment fait appel, à plusieurs reprises, à des experts français et nous envoyons nos cadres étudier à l'ENA. Mais nous avons davantage besoin d'experts étrangers, ne serait-ce que pour assurer le lien entre le Vietnam et le reste de la région, ce qui constitue désor-



mais une priorité pour nous.

- Estimez-vous que l'accès aux crédits internationaux - dont vous prive l'embargo économique américain qui vient d'être reconduit pour un an - est une priorité compte tenu des difficultés économiques actuelles de votre pays ?

- Le Vietnam sort d'un long conflit. Son économie est réduite et faible. Nous devons donc d'abord mobiliser toutes nos ressources. Mais, compte tenu des conséquences de la guerre et de certaines erreurs que nous avons commises, un apport étranger est indispensable. Le développement du Vietnam a un besoin impérieux de sources étrangères de financement. Le taux élevé de croissance de nos voisins, qui ont bénéficié de ressources financières étrangères, le prouve. Le jour où nous bénéficierons comme les autres d'un tel apport, nous progresseront très rapidement car nous pourrions alors exploiter le fort potentiel de notre pays.

- A ce propos, qu'en est-il de

vos relations avec les Etats-Unis, après la visite, la semaine dernière à Hanoi, du général Vessey, conseiller du président Bush ?

- Le Vietnam, les Etats-Unis et les autres pays concernés peuvent contribuer à la stabilisation de la région. Les Etats-Unis avaient posé comme condition à la normalisation de nos relations bilatérales notre retrait du Cambodge. Nous avons retiré nos troupes en 1989 ; et, le 23 octobre, nous allons signer avec eux un accord international sur le Cambodge à Paris. Les Américains viennent pourtant de reconduire pour un an l'embargo. Certains pensent, cependant, que cette décision a un caractère technique et que, avec l'intervention d'un règlement cambodgien, il ne durera pas une année. Pour notre part, nous faisons tout pour normaliser nos relations avec les Etats-Unis car, dans notre région, cette question est justement la seule chose anormale...

- Envisagez-vous un retrait soviétique de la base vietnamienne de Cam-Ranh dans la foulée d'un retrait militaire américain aux Philippines ?

- Notre diplomatie a pour priorité le renforcement de la paix, de la stabilité et de nouvelles relations amicales dans la région. Nous ne souhaitons la présence d'aucune base étrangère, non seulement en Asie du Sud-Est, mais dans toute la zone Asie-Pacifique. Si les Américains ne disposent plus de bases militaires dans notre région, le Vietnam et l'Union soviétique se prononceront sur le sort de Cam-Ranh.

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI

Suède : l'envie d'autre chose

LES sociaux-démocrates suédois ont subi, dimanche 15 septembre, un cuisant revers électoral. Avec 37,9 % des voix, ils totalisent, pour la première fois depuis la guerre, moins de 42 % des suffrages, ce score de croisière qui leur permettait de se maintenir au pouvoir en exploitant l'incapacité chronique des partis de centre droit à s'entendre sur une politique de rechange commune. Ces divisions n'ont pas disparu : au sein du bloc « bourgeois », les centristes ne sont pas toujours d'accord avec leurs partenaires conservateurs et libéraux, et le futur gouvernement du royaume sera encore minoritaire.

Proclamer la fin du fameux « modèle » social-démocrate suédois à l'occasion de cette défaite serait bien hardi. D'abord parce que la gauche n'en était pas le seul architecte : la plupart des réformes sociales avaient été votées par les centristes, les libéraux et même les conservateurs ! Si, pour ce qui est des rapports pragmatiques entre syndicats et patronat, de la politique industrielle entre l'Etat, les communes et le secteur privé, il reste bien vivant, il y a belle lurette, en revanche, que ce « modèle » avait été abandonné, par les sociaux-démocrates eux-mêmes, en matière de « justice sociale ».

Il leur aura fallu du temps, mais ils avaient fini par comprendre qu'un système fiscal très progressif ne contribuait pas à l'égalisation des niveaux de vie. En réalité, par le biais du crédit, les hauts salaires payaient proportionnellement moins d'impôts que les revenus moyens.

Sil plus de 40 % des Suédois votent habituellement social-démocrate depuis un bon demi-siècle, ce n'est pas parce qu'ils étaient « socialistes ». C'était plutôt parce qu'ils faisaient confiance à un parti pragmatique, garant de la stabilité, qui gérait bien les affaires et savait donner un coup de volant à droite ou à gauche selon l'état de l'économie et du débat d'idées. Ces dernières années, l'image de « sérieux » du parti s'était écornée. M. Ingvar Carlsson n'est pas Olof Palme, le grand rassembleur, et le parti a été mêlé à divers scandales qui l'ont ébranlé.

C'est en vain que les sociaux-démocrates suédois ont tenté, pour se refaire une santé, de revendre leur modèle aux nouvelles démocraties d'Europe de l'Est. Les Scandinaves ont envie d'autre chose que ces solutions « collectives » aux problèmes sociaux, ces discours usés et cette fâcheuse attitude du parti considérant ses adversaires politiques comme des nains incapables.

L'IMPRESSION que les Suédois ne veulent plus être constamment « pris en charge » est confirmée par l'entrée au Parlement des chrétiens-démocrates (essentiellement de confession pentecôtiste) prêchant un retour aux valeurs morales et familiales et, surtout, des trublions de la Nouvelle Démocratie, un mouvement franchement populiste anti-impôts, anti-bureaucratie, anti-contraventions automobiles, etc.

Alors que ce phénomène populadiste avait touché le Danemark, la Norvège et la Finlande - entraînant de belles pagailles parlementaires, - il avait jusqu'ici épargné la Suède, toujours fière d'être le pays du Nord le plus sérieux. Après ces élections, elle n'est plus une exception et semble s'engager dans un « modèle » politique nordique plus instable, dans lequel la social-démocratie ne tient plus cette place prépondérante qui était la sienne pendant des décennies.

Lire page 4 l'article de FRANÇOISE NIÉTO

La fin du rêve suédois

Les élections du 15 septembre devraient confirmer le recul du « modèle » social-démocrate devant la poussée du libéralisme

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

C'était le rêve. La fin du travail à la chaîne dans une usine blanche au fond d'un fjord propre. Un travail ouvrier redevenu intéressant. Des équipes « autonomes » de dix personnes, sans petit chef, montant des voitures de A à Z. Sans parcellisation des tâches. Sans cadences, ou presque.

Dans le fjord ensoleillé d'Uddevalla, à 100 km au nord de Göteborg, le résultat est conforme au rêve. D'un calme impressionnant, l'usine Volvo fait penser à un grand garage. L'ergonomie a été poussée jusqu'aux outils moins lourds pour les femmes et les ouvriers âgés. Les « bleus » ont été remplacés par des polos. Dans les vestiaires, le savon domestique est préféré au détergent industriel, irritant.

Problème : les usines japonaises sont plus compétitives. Sans doute, Uddevalla essuie-t-elle encore quelques plâtres. Des progrès sont annoncés et l'usine deviendra, en février 1992, la plus rentable des

usines Volvo en Suède. Mais cela ne suffira pas. « Si c'était à refaire, on ne le referait pas », avoue un des patrons du groupe suédois. L'investissement avait été décidé en 1984, à une époque où le groupe ne trouvait plus d'ouvrier acceptant de venir dans les usines automobiles. Attirer des jeunes : l'objectif a été atteint. Mais aujourd'hui tout a changé. Volvo a épousé Renault et la compétition mondiale s'est considérablement accentuée. Uddevalla restera unique en son genre.

La Suède est-elle à l'image de cette usine ? Le pays de la « troisième voie », le royaume qui avait su marier une forte protection sociale avec le développement de géants industriels ultra-compétitifs (Volvo, Electrolux, ABB, Stora...) traverse une récession. Le produit national brut reculera cette année de près de 1 % et la reprise attendue pour 1992 sera bien faible. Stagnation et inflation : les prix ont glissé de 10,4 % l'an dernier et dépasseront probablement 9 % en 1991.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 23

La fin du rêve suédois

Suite de la première page

Le taux de chômage atteint 3,2 % et il montera à 5 ou 6 % à la fin de l'année prochaine – un chiffre considéré ici comme véritablement catastrophique.

Conséquence : les sociaux-démocrates qui gouvernent le pays depuis 1932, à l'exception d'une petite parenthèse de 1976 à 1982, devraient, selon les sondages, laisser la place à la droite lors des élections législatives du dimanche 15 septembre. Derrière cette défaite électorale, c'est tout le « modèle suédois » de social-démocratie qui paraît s'épuiser. Rompant avec son isolement diplomatique, décidé par volonté de neutralité depuis plus d'un siècle, la Suède vient cet été de demander son adhésion à la CEE. Elle espère rejoindre les Douze le 1^{er} janvier 1995.

Tandis que le communisme s'écroule, le modèle social-démocrate est-il lui aussi condamné ? Une certitude : la politique économique menée ces dernières années a conduit le pays dans l'ornière. Parmi les multiples causes du dérapage suédois, deux erreurs principales ont été commises. La première est conjoncturelle : en 1987 l'économie tourne à plein régime, les salaires partent à la hausse mais le gouvernement hésite à refroidir pour ne pas heurter les syndicats. Le krach boursier, espère-t-il, va venir opportunément provoquer la dépression nécessaire. Hélas : le krach n'est pas la douche froide attendue. Du coup, la machine s'emballe.

Survient la deuxième erreur, structurelle. Le patronat, en 1989, décide de rompre la tradition des négociations salariales centralisées avec LO, le syndicat unique. Il croit bon de préférer des discussions branche par branche. Mais il avait choisi le pire moment : la pénurie de main-d'œuvre fait bondir les revendications. Les entreprises doivent céder. Les salaires gagneront 10 %, puis encore 10 % en 1990.

La compétitivité des firmes s'érode, la productivité piétine (de 1987 à 1990 elle croît de 1 % l'an contre 4 % en Allemagne). La Suède plonge dans « une crise des coûts », explique M. Hans Söderström, directeur de l'institut économique SNS. M. Kjell-Olof Feldt, ministre des finances, réclame à toute force une politique de rigueur mais les syndicats s'y opposent. Désavoué, il démissionnera en février 1989.

Les mauvais indices s'alignent mais le gouvernement tarde à réagir. Le gouverneur de la banque centrale prend alors, en juillet 1989, une décision radicale. Il lève le contrôle des changes. Le pays doit désormais défendre la couronne, c'est-à-dire mettre la lutte contre l'inflation au premier rang de ses priorités, devant celle du plein-emploi. La voie des dévaluations, largement empruntée dans le passé (entre 1977 et 1982 la couronne est dévaluée au total de 45 %), est interdite.

Cette décision achève de précipiter l'internationalisation des firmes. Participant à une seconde invasion viking, elles se jettent hors de Suède, y investissant plus de 100 milliards de

contre 40 milliards en 1987. Le gouvernement prend peur.

Il annonce un plan de refroidissement en octobre 1990, recentralise les négociations salariales dans une commission qu'il préside mais, pour le reste, engage un virage nettement libéral. Une considérable réforme fiscale est mise en place d'abord : les prélèvements obligatoires (impôts et taxes) qui étaient montés à 67 % du PNB sous la droite en 1982, avaient déjà été ramenés à 57 %. Mais ce taux reste le plus élevé des pays de l'OCDE (43,8 % en France, 29 % aux Etats-Unis). Révolution en Suède : les impôts sur le revenu sont allégés (le taux moyen passera de 65 % à 50 %). Si une TVA vient peser en contrepartie, l'Etat perdra quand même 25 milliards de couronnes (autant de francs) par an au total.

Rejoindre la CEE

Ensuite, le gouvernement libéralise. Il abaisse les subventions sur l'agriculture et certains produits alimentaires. Il modifie le règlement qui interdit pratiquement aux étrangers d'être propriétaire de firmes suédoises. Il annonce des privatisations partielles. Enfin, il modifie le système d'assurance-maladie laxiste, qui avait fait monter l'absentéisme à vingt-sept jours par an.

Les trois clés

Petit pays avec 8,5 millions d'habitants, le royaume suédois ne peut vivre en autarcie. Lui faut-il s'ouvrir pour chercher à l'étranger des débouchés. Mais comment s'exposer à la concurrence internationale tout en assurant un haut niveau de protection sociale ? Comment favoriser à la fois les entreprises et les pauvres ?

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Aujourd'hui ces deux objectifs sont considérés comme contradictoires. Le Japon - nouveau modèle - et les pays du Sud-Est asiatique ont fondé leur croissance sur une économie également tournée vers l'exportation, mais en appuyant, du moins au début, sur des bas salaires intérieurs. La Suède montre une voie différente. Une solution mise en œuvre a été proposée par trois économistes à la fin des années 60 dans un livre intitulé (1). L'idée est de partir de la division - classique - de l'économie en deux secteurs : l'un « exposé à la concurrence internationale » (*grosso modo* l'industrie), l'autre dit « protégé » (les services, le secteur public et, en fait, l'agriculture). La première pierre du modèle suédois, c'est une

grande négociation centralisée entre le patronat uni (SAF) et le syndicat unique (LO). Chaque année, le niveau des salaires est fixé en fonction des besoins du secteur exposé exportateur et il est appliqué ensuite à l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire également au secteur protégé.

Ce système a une vertu : la négociation forcée « associe le capital et le travail », en introduisant efficacement un « consensus ». Toute la Suède, y compris ses fonctionnaires, vit ainsi au rythme impératif des exportations. Mais il est aussi « restructurant », deuxième qualité qui est souvent négligée. La centralisation des négociations oblige en effet toutes les entreprises à verser le même salaire pour le même travail. La PME paie autant que Volvo.

Un système très rigoureux

Exportation et restructuration : le « modèle suédois » n'offre pas, loin s'en faut, la douceur de vivre. C'est en fait un système économique très rigoureux. Au début des années 80, la crise des chantiers navals est mondiale : tandis que beaucoup de pays tergiversent, la Suède ferme ses chantiers en quelques années. Sans atermoier. Mais pour panser les plaies

nombreuses, l'Etat prélève des impôts lourds sur les ménages tout en épargnant les entreprises (encore une fois elles assurent l'exportation). Cet argent autorise une politique d'« Etat providence », d'allocations chômage et de formation (2,5 % du PNB). Cette troisième clé est utilisée de façon originale : tandis que les autres pays européens consacrent les deux tiers de leurs « plans emplois » aux indemnités de chômage et un tiers aux dépenses de formation, la Suède fait l'inverse.

L'Etat aide beaucoup les salariés en leur proposant des recyclages professionnels, des conseils de placement, des emplois provisoires dans la fonction publique. Il aide les entreprises à recruter, etc. Mais il sanctionne : les allocations s'arrêtent au bout de trois cents jours, forçant les chômeurs à retrouver du travail ou à accepter celui qu'on leur propose sous peine de voir leur indemnité réduite et annulée après trois refus.

Loin d'être uniquement « redistributif » et encore moins laxiste, le « modèle » marie donc la carotte et le bâton.

Telle est du moins la version théorisée du « modèle suédois ». Dans la réalité, le volet social (fixation centralisée des salaires et formation des chômeurs) a été largement appliqué. Mais on

relève des divergences d'appréciation. Les partis de droite ainsi que des économistes situés dans l'aile droite du parti social-démocrate estiment que la haute protection sociale qui a fait parler d'un « modèle suédois », provient tout simplement du haut niveau de PNB par habitant. Le pays redistribue généreusement parce qu'il est riche...

D'autre part, ils relèvent que la fixation centralisée des salaires a caché, sinon entraîné, de répétitives dévaluations de la couronne suédoise. Ce sont elles qui auraient donné au pays sa compétitivité et sa richesse dans un premier temps, avant, dans un second, d'épuiser leurs effets et de provoquer un dérapage de l'inflation à la fin des années 80. En clair, la gauche appelle « modèle suédois » ce qu'ailleurs on nomme une politique de « dévaluations compétitives »...

Le débat reste ouvert. Mais que l'on parle ou non de « modèle », et de « sa fin », la Suède montre qu'une politique mariant la croissance et la protection sociale a été possible pendant cinquante-neuf ans.

E. L. B.

(1) *Wage Formation and the Economy* (l'économie et la formation des salaires) par Gösta Edgren, Karl-Olof Faxen, Clas-Erik Odhner. Edition Lars Calmfors. Stockholm University.

La lutte des capitalismes

CAPITALISME CONTRE CAPITALISME

de Michel Albert,
Le Seuil, 320 p., 120 F.

MICHEL ALBERT a un don : celui de dégager de leurs gangues de vrais problèmes et de les soumettre, une fois épurés, au jugement de ses contemporains. Cette opération, il la réussit à nouveau avec son dernier livre, *Capitalisme contre capitalisme*.

La thèse peut se résumer en quelques phrases : au moment où le triomphe du capitalisme met un terme à sa lutte avec le communisme, un combat s'amorce entre deux formes de capitalisme, le capitalisme néo-américain et le capitalisme rhénan.

Le premier, « fondé sur la réussite individuelle et le profit financier à court terme », traite l'entreprise comme un simple bien possédé par l'actionnaire, préfère l'endettement à l'épargne, la Bourse à la banque, néglige la sécurité sociale et est hostile à la redistribution des revenus. Le second « valorise la réussite collective, le consensus, le souci du long terme » ; il traite l'entreprise comme une communauté, prône l'épargne, relativise la Bourse, attache de l'importance aux services sociaux et combat l'excès d'inégalités. Le premier règne en maître aux Etats-Unis depuis une dizaine d'années et a représenté l'idéal de l'Angleterre thatchérienne. Le second a pour terre d'élection l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse et, dans une certaine mesure, le Japon. Or la concurrence entre ces deux capitalismes se développe de manière paradoxale : d'un côté, le modèle rhénan affirme sa supériorité économique et sociale : des structures industrielles solides, des monnaies fortes, une meilleure protection des citoyens, des inégalités mieux

maîtrisées ; de l'autre, le modèle néo-américain étend son influence, non seulement en Europe centrale et dans le tiers-monde, mais au sein de la Communauté européenne elle-même, par l'intermédiaire de la réglementation sur le grand marché intérieur.

Dès lors, la conclusion s'impose : il faut construire la Communauté autour du modèle rhénan et c'est en particulier l'intérêt de la France dont le modèle colbertiste est en train de se désagréger. Tout cela écrit d'une plume alerte, avec des chiffres, mais pas trop, des anecdotes, mais bien choisies, des caricatures, mais de bons dessinateurs, un texte bouclé en trois cents petites pages fort aérées.

Reste le fond. Oui, Michel Albert a raison lorsqu'il affirme l'existence de plusieurs capitalismes caractérisés par des modalités de régulation différentes à l'échelle nationale. Il rejoint d'ailleurs sur ce point John Zysman et Gabriel Eickler qui écrivaient, en avril 1990, dans *le Débat* : « Des systèmes capitalistes où l'Etat joue un double rôle de stratégie et d'entrepreneur à la conception plus traditionnelle d'un marché libéral où l'Etat n'est qu'un arbitre, en passant par les stratégies négociées entre les principaux acteurs dans une forme de corporation, les solutions politiques sont très diverses, de même que les régimes de propriété et les modes de répartition des revenus. »

Le rôle des Etats

Faut-il réduire à deux le nombre de ces capitalismes ? Il y a vingt ans, la réponse eût été incontestablement non : les capitalismes français, italien, britannique, constituaient des formes *sui generis*. Aujourd'hui le panorama s'est modifié : l'ancien modèle britannique, sclérosé par la structure syn-

dicale, a donné naissance à un capitalisme hybride où le modèle néo-américain est tempéré par un Etat protecteur encore puissant ; le vieux modèle français d'économie mixte a amorcé son déclin depuis l'échec du raid sur la Société générale...

Mais, contrairement à l'opinion de Michel Albert, il existe encore, me semble-t-il, un fossé entre les capitalismes européens et nord-américain : l'ampleur du rôle de l'Etat-protecteur. Aussi peut-on faire deux critiques à la thèse de Michel Albert : il simplifie par trop les choses en sous-estimant le rôle des Etats et en gommant les différences nationales ; il n'analyse pas suffisamment la dynamique de l'évolution des modèles capitalistes sous l'influence de la globalisation des marchés, de la construction de la Communauté et de la moquette des valeurs individualistes.

Mais ces remarques ne sont que peccadilles car Michel Albert soulève bien une question essentielle : l'Europe, qui, après la seconde guerre mondiale, n'a retrouvé une prospérité, capable de cicatrifier ses plaies sociales internes, qu'en combinant les vertus du marché, de l'Etat-protecteur et de la négociation sociale, se trouve aujourd'hui devant un choix crucial : ou elle évolue progressivement vers le modèle néo-américain de capitalisme, avec le risque d'une inégalité croissante des revenus et des patrimoines, de luttes sociales internes et de conflits entre Etats de la Communauté, ou elle opte pour une accentuation de la spécificité européenne, ce qui, dans la mesure où le modèle français est en décadence, signifie un ralliement autour du modèle rhénan.

Ce débat doit avoir lieu. Il faut qu'en France notamment on réfléchisse à ce qu'il implique quant au fonctionnement de l'Etat, à la construction européenne et à la coopération entre les grandes entreprises. Voilà pourquoi *Capitalisme contre capitalisme* mérite d'être lu et de donner lieu à un vrai débat.

JACQUES LESOURNE

Annexe B: Références

En Français

- Aron, Raymond. (1977) Plaidoyer pour l'Europe. Paris: Robert Laffont (Collection Puriel)
- Aron, Raymond (1965) Démocratie et totalitarisme. Paris: Éditions Gallimard (Collection Idées)
- Baechler, Jean. (1976) Qu'est-ce que l'idéologie. Paris: Gallimard (Collection Idées)
- Barou, Yves et Bernard Keizer (1988) Les grandes économies: États-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France, Royaume-Uni, Italie. Paris: Éditions du Seuil (Collection Économie et société)
- Bénéton, Philippe. (1987) Introduction à la politique moderne. Paris: Hachette (Collection Pluriel)
- Bernard, André. (1977) La Politique au Canada et au Québec. Montréal: Les Presses de l'Université du Québec
- Bettati, Mario. (1983) Le Nouvel Ordre Économique international. Paris: Presses universitaires de France (Collection Que sais-je?)
- Bourgin, Georges et Pierre Rimbert (1949) Le Socialisme. Paris: Presses Universitaires de France (Collection Que Sais-je?)
- Brandt, Willy, Bruno Kreisky et Olof Palme (1976) La social-démocratie et l'avenir. Paris: Gallimard (Collection Idées)

- Brémond, J. et al (1987) L'Économie du Japon: Une Menace ou un modèle. Paris: Hatier
- Brière, Roger. (1975) Initiation à l'analyse économique. Montréal: Lidec
- Burnier, Michel-Antoine. (1981) Histoire du socialisme 1830 - 1981. Paris: Éditions Janniak
- Donneur, André. (1983) L'Internationale socialiste. Paris: Presses universitaires de France (Collection Que Sais-je?)
- Dubuc, Alain (1986) Simple comme l'économie. Montréal: Les Éditions la Presse
- Galbraith, John Kenneth. (1984) La Voix des pauvres. Paris: Gallimard (Collection Idées)
- Grosses, Alfred. (ed.) (1976) 10 Leçons sur le Nazisme. Paris: Éditions Complexe (Collection Historiques)
- Loriot, Gérard. (1984). Idéologies et régimes politiques comparés. Montréal: Les productions et les trois filles du roi inc. (2e édition)
- Lorot, P. et Y. Schools. (1987) Singapour, Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud: Les Nouveaux Conquérants. Paris: Hatier
- Monière, Denis (1977) Le Développement des idéologies au Québec des origines à nos jours. Montréal: Québec/Amérique
- Ravel, Jean-François (1983) Comment les démocraties finissent. Paris: Éditions Grasset & Fasquelle (Collection Pluriel)

Salort, M.-M. et Y. Katan. (1988) Les Économistes Classiques -
D'Adam Smith à Ricardo de Stuart Mill à Karl Marx.
Paris: Hatier

Smith, David & Phil Evans (1982) Le Capital de Marx pour
débutants. Montréal: Boréal Express

Sternhell, Zeev (1987) Ni Droite ni Gauche: L'idéologie fasciste
en France. Paris: Éditions Complexe (Collection Historiques)

En Anglais

Baldwin, Douglas et al. (1992) Ideologies. Toronto: McGraw-Hill Ryerson Ltd (2nd edition)

Cheveldayoff, Wayne. (1977) The Business Page - How to read it for profit, politics and peace of mind. Toronto: Deneau & Greenberg Publishers

Levine, Herbert M. (1990) Political Issues Debated. Englewood Cliffs (New Jersey): Prentice Hall - third edition

Powrie, T.L. (1983) Political and Economic Systems. Don Mills (Ontario): Academic Press Canada

Sargent, Lyman Tower (1990) Contemporary political ideologies: A comparative analysis. Pacific Grove (California): Brooks/Cole Publishing Company (eighth edition)